



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CEP/AC.13/2009/5  
5 mars 2009

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Comité des politiques de l'environnement  
Comité directeur CEE pour l'éducation  
au développement durable

Quatrième réunion  
Genève, 19 et 20 février 2009  
Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LE GROUPE D'EXPERTS  
DES INDICATEURS RELATIFS À L'ÉDUCATION EN VUE  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**GUIDE POUR L'ÉLABORATION DES RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA STRATÉGIE DE LA CEE<sup>1</sup> POUR L'ÉDUCATION  
EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Note du Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation  
en vue du développement durable<sup>2</sup>

*Résumé*

Le présent guide a été élaboré par le Groupe d'experts CEE des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable (EDD) comme suite à une décision prise par le Comité directeur CEE pour l'EDD à sa dernière réunion (ECE/CEP/AC.13/2008/2, par. 22).

Le Groupe d'experts a œuvré à la mise au point définitive des éléments du guide à ses septième et huitième réunions (ECE/CEP/AC.13/2009/4). Le présent document vient ainsi compléter le modèle de présentation des rapports publié sous la cote ECE/CEP/AC.13/2009/10.

Ce guide est présenté au Comité directeur afin de faciliter la présentation des rapports attendus en 2010, 2015 et au-delà. Certaines parties, dont les domaines renfermant des «exemples», pourraient sans doute nécessiter des mises à jour par l'incorporation d'informations supplémentaires, à mesure que progresseront les travaux en matière d'EDD.

---

<sup>1</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

<sup>2</sup> Le présent document est soumis après la date limite officielle en raison de contraintes liées aux délais impartis.

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION .....	1 – 7	3
II. PROCÉDURE .....	8 – 17	5
A. Calendrier de présentation des rapports.....	12 – 16	6
B. Recommandations intéressant le processus d'établissement des rapports .....	17	8
III. INDICATEURS .....	18 – 35	9
A. Portée .....	18 – 21	9
B. Nature des indicateurs .....	22 – 24	10
C. Application des indicateurs .....	25 – 26	10
D. Vue d'ensemble des indicateurs .....	27 – 31	11
E. Évaluation .....	32 – 33	12
F. Rapports pilotes .....	34	12
G. Contribution à l'examen de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable .....	35	13
IV. CRITÈRES DE QUALITÉ .....	36 – 39	13
A. Critères permettant d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie .....	37	13
B. Descripteurs .....	38 – 39	14
V. BONNES PRATIQUES.....	40 – 41	14
VI. UNE APPROCHE ÉQUILIBRÉE .....	42 – 44	15

Annexes

I. CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LE SUCCÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	17
II. LISTE DES DESCRIPTEURS DES INDICATEURS RELATIFS À L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	20
III. GLOSSAIRE.....	71
IV. MODÈLE POUR L'ÉVALUATION.....	81
V. LES NIVEAUX D'ÉDUCATION D'UN COUP D'ŒIL.....	82

## I. INTRODUCTION

1. La Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (EDD) a été adoptée par la Réunion de haut niveau des Ministères de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, mars 2005) au terme de négociations entre les ministres de l'environnement et les ministres de l'éducation sur la base d'une décision prise à Kiev<sup>3</sup>. Cette stratégie globale doit être mise en œuvre en trois étapes, la dernière se terminant en 2015. Exécutée en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), elle représente la contribution de la région de la CEE à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014).

2. À la Conférence ministérielle de Belgrade<sup>4</sup>, les ministres de l'éducation et de l'environnement de la région sont parvenus, pour la première fois dans l'histoire du processus «Un environnement pour l'Europe», à une décision commune. Ils ont passé en revue les résultats obtenus, les enseignements tirés et les difficultés rencontrées depuis la Conférence ministérielle de Kiev, ont défini la marche à suivre dans les années à venir et ont adopté par acclamation une Déclaration commune sur l'EDD montrant leur attachement à poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie. Par ces décisions et déclarations communes, ils ont lancé aux autres secteurs un signal les encourageant à coopérer pour faire du développement durable une réalité.

3. La Conférence ministérielle de Belgrade a eu un autre résultat notable, l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie grâce à un mécanisme de notification complet et à un ensemble d'indicateurs. L'information figurant dans les rapports était certes inégale, mais la réaction des États, sous la forme de 36 rapports nationaux d'exécution, a été un succès. Les États Membres se sont vivement félicités de la collaboration étroite et efficace instaurée entre la CEE et l'UNESCO, notamment en ce qui concerne le suivi des progrès réalisés. Le deuxième résultat majeur de la Conférence de Belgrade a été la collecte de données sur les bonnes pratiques en matière d'EDD dans la région de la CEE. Cet effort conjoint de la CEE et de l'UNESCO a abouti à la première publication d'un large éventail de bonnes pratiques visant à promouvoir l'EDD dans l'éducation formelle, non formelle et informelle.

4. Le présent guide a été conçu pour contribuer au mécanisme de surveillance et de notification en application de la Stratégie de la CEE pour l'EDD. Il renferme des informations, des recommandations et des observations dont la plupart sont disponibles dans divers documents afin d'aider les points focaux pour l'EDD à élaborer leurs rapports respectifs sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie et à remplir le cadre de notification fourni dans le document ECE/CEP/AC.13/2009/10. Y figurent, par exemple, des renseignements sur la méthodologie, des suggestions quant aux sources de données et à leur collecte et des informations sur les procédures de notification et les données de base que recouvrent les indicateurs. On y trouvera aussi un ensemble de critères permettant de suivre la mise en œuvre

---

<sup>3</sup> Cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 21-23 mai 2003.

<sup>4</sup> Sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Belgrade, 10-12 octobre 2007.

de la Stratégie, une liste de descripteurs explicitant les indicateurs, un glossaire et d'autres éléments d'information et matériaux utiles.

5. Les indicateurs de l'EDD ont été élaborés par un groupe d'experts constitué en application de la décision prise par la Réunion de haut niveau de Vilnius pour définir des éléments permettant de mesurer l'efficacité de la mise en œuvre de la Stratégie. Au niveau des pays, ces indicateurs contribuent à améliorer l'apprentissage car: a) ils renforcent la sensibilisation à l'EDD; b) ils suscitent le débat autour de l'EDD; et c) ils font participer de multiples parties prenantes à l'élaboration des rapports. Cet ensemble peut aussi être adapté selon les besoins à l'aide de repères bien définis et de séries d'indicateurs plus personnalisés, de façon à obtenir un ensemble d'indicateurs de l'EDD applicables à l'échelle nationale.

6. On trouvera dans les documents ci-après des renseignements intéressant l'établissement des rapports:

a) Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/3/Rev.1);

b) Cadre de Vilnius pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/4/Rev.1);

c) Notes explicatives au projet de Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2004/8/Add.2);

d) Déclaration commune des Ministres de l'éducation et de l'environnement concernant l'éducation en vue du développement durable (ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.1);

e) Déclaration ministérielle de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/8, par.11 et 12); Résumé des travaux de la Conférence établi par le Président (ECE/BELGRADE.CONF/2007/9, par. 17 à 26); et Résumé des travaux de la séance conjointe de la Conférence consacrée à l'éducation en vue du développement durable, établi par le Président (ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.3);

f) Deux plans de travail (intéressant les phases I et II) pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/8 et ECE/CEP/AC.13/2008/5);

g) Premier rapport intérimaire sur l'application de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable: «Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marches à suivre» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3-ECE/CEP/AC.13/2007/2), et son additif, intitulé «Conclusions sur le processus d'établissement des rapports et sur l'utilisation des indicateurs» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3/Add.1-ECE/CEP/AC.13/2007/2/Add.1);

h) Rapports pilotes présentés par les États membres de la CEE (disponibles à l'adresse <http://www.unece.org/env/esd/Implement.Gov.htm>);

i) Bonnes pratiques en matière d'éducation en vue du développement durable dans la région de la CEE (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/9);

j) Rapports du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable sur les travaux de ses première, deuxième et troisième réunions (CEP/AC.13/2005/7; ECE/CEP/AC.13/2006/3 et ECE/CEP/AC.13/2008/2);

k) Rapports sur les progrès accomplis par le Groupe d'experts CEE des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/9; ECE/CEP/AC.13/2006/5, ECE/CEP/AC.13/2008/4 et ECE/CEP/AC.13/2009/4);

l) Guide pour l'élaboration des rapports (ECE/CEP/AC.13/2009/10);

m) Classification internationale type de l'éducation, CITE 1997 (UNESCO, novembre 1997).

7. On pourra accéder à ces documents sur le site Web de la CEE aux adresses suivantes:

<http://www.unece.org/env/esd/Strategy&Framework.htm>;

<http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm>; <http://www.unece.org/env/esd/belgrade.htm>;

<http://www.unece.org/env/esd/Implementation.htm>;

<http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>;

<http://www.unece.org/env/esd/SC.EGI.htm>.

## II. PROCÉDURE

8. Le modèle d'établissement des rapports est à utiliser par les points focaux nationaux pour l'EDD aux fins d'établir les rapports nationaux d'exécution (RNE) sur l'EDD. Les modalités de notification ont été rationalisées par l'UNESCO et la CEE, de sorte que les États membres de la CEE puissent présenter un rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE qui puisse également faire fonction de rapport sur la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

9. Les groupes cibles des RNE sont les suivants: a) les gouvernements (notamment pour faire rapport aux organismes internationaux, pour y puiser des éléments à des fins nationales ou pour l'autoévaluation); b) les organisations internationales (notamment pour donner aux gouvernements et aux autres parties prenantes des éléments complets qui leur permettent d'évaluer la progression de la mise en œuvre et d'élaborer d'autres indicateurs pertinents); et c) les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes (notamment pour connaître l'efficacité de la mise en œuvre dans leurs pays respectifs et dans la région de la CEE dans son ensemble). D'autres instances compétentes devraient pouvoir exploiter les résultats de leurs travaux pour évaluer la mise en œuvre de l'EDD.

10. Pour établir des rapports de qualité, les gouvernements devront s'y prendre de façon concertée, en faisant participer les parties prenantes à toutes les étapes du processus, selon qu'il convient, notamment en leur permettant, de façon réaliste et efficace, de formuler des observations au sujet du projet de rapport avant sa présentation définitive à la CEE.

11. Pour les pays à structure étatique fédérale, le qualificatif «national» fait référence à l'État. Dans ce contexte, les «données au niveau national» s'entendent des données agrégées reçues des entités infranationales.

### A. Calendrier de présentation des rapports

12. Un examen de la situation à la lumière des informations présentées à l'occasion des trois phases de la mise en œuvre de la Stratégie (2007, 2010 et 2015) permettrait de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'EDD.

13. Les points focaux nationaux ont établi des RNE pour la notification volontaire pilote de la phase I (2007), et devront présenter des rapports pour la phase II (2010) et la phase III (2015). Le premier appel officiel à notification aurait lieu en 2010. Par la suite, une version actualisée du rapport serait établie par les différents États membres pour 2015. Ces derniers ont néanmoins été invités à présenter volontairement un rapport en 2007 dans la perspective de la Conférence ministérielle de Belgrade. On trouvera dans le tableau ci-après (voir aussi le paragraphe 33) le calendrier proposé pour les différentes étapes de la notification:

#### Calendrier proposé pour la notification

Opérations à mener à bien dans le pays	Délai
Premier projet de rapport	Un mois
Consultation des différentes parties prenantes au sujet du projet	Un à trois mois
Élaboration du rapport final (y compris la traduction, le cas échéant)	Un mois
Présentation du RNE à la CEE	Six mois avant la réunion d'examen de l'exécution de la phase considérée (II ou III)

14. Les principaux éléments de la procédure d'élaboration des rapports sont les suivants:

a) Les États membres de la CEE établiront leur rapport<sup>5</sup> en un processus consultatif transparent associant toutes les parties prenantes concernées au niveau national ou des États;

b) Les rapports seront soumis au secrétariat sous forme électronique en format Word. Ils devront être rédigés en anglais. Les États membres sont également encouragés à fournir le rapport dans leur langue nationale et, si possible, dans les deux autres langues officielles de la CEE, à savoir, le français et le russe. Les rapports seront distribués dans les langues dans lesquelles ils auront été reçus, et aucune révision du texte ne sera assurée;

c) La CEE publiera les rapports sur son site Web. Elle en assurera également la diffusion en version imprimée aux États membres de la CEE ainsi qu'aux principales parties prenantes. L'UNESCO fera en sorte que les rapports soient accessibles en les postant sur son site Web et les utilisera dans le cadre de ses travaux (voir aussi le paragraphe 33);

<sup>5</sup> Les pays dotés d'une structure fédérale présenteront un texte unifié établi sur la base des contributions des entités infranationales ou des différents États composant la fédération.

d) Le secrétariat de la CEE a établi un premier rapport sur les progrès accomplis pour la Conférence de Belgrade en 2007 et élaborera des rapports de synthèse pour 2010 (la date limite pour la présentation des rapports étant fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2010) et pour 2015 (la date butoir correspondante étant arrêtée au 1<sup>er</sup> octobre 2015), rapports dans lesquels il présentera les progrès accomplis et les difficultés rencontrées et formulera des recommandations (voir aussi le paragraphe 33). Ces rapports feront aussi fonction de contribution régionale à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable;

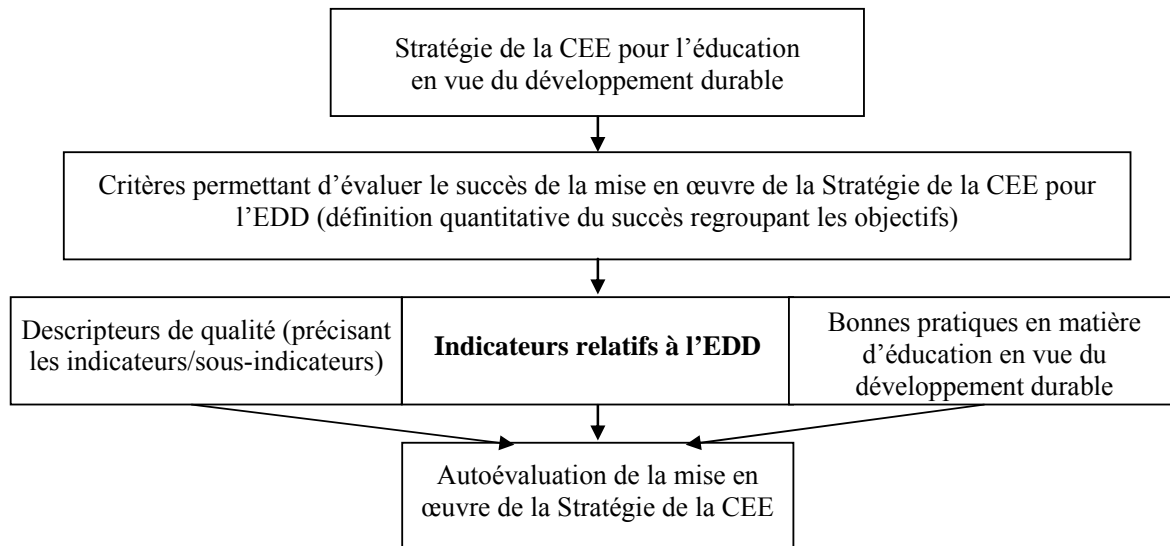
e) Les principales parties prenantes sont encouragées à présenter au secrétariat leurs rapports sur les programmes ou activités contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie;

f) Les dates limites pour la présentation des rapports au secrétariat seront fixées compte tenu des procédures de gestion des documents en vigueur à l'ONU et communiquées au secrétariat en temps utile;

g) Les rapports seront examinés lors des réunions du Comité directeur. Les conférences ministérielles «Un environnement pour l'Europe» seront informées selon qu'il conviendra des progrès accomplis, et encouragées à tenir des séances conjointes sur l'environnement et l'éducation selon les besoins.

15. Quoique la partie «oui ou non» des sous-indicateurs doive être remplie durant la phase I (pour 2007) et la partie «descriptive» durant la phase II (d'ici à 2010) et la phase III (d'ici à 2015), les pays ont été encouragés à donner des informations sur la série complète d'indicateurs à la fin de chaque phase, selon les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'EDD. Il a été demandé aux pays qui avaient décidé de participer volontairement à l'exercice pilote dès la phase I (pour 2007) de s'efforcer de communiquer sur l'ensemble des indicateurs. Les pays qui n'étaient pas prêts pour la phase pilote ont été invités à remplir la partie «oui ou non» et aussi, si possible, la partie «descriptive». Cet exercice a remplacé le questionnaire prévu à l'origine et ses résultats ont fourni les éléments nécessaires à l'établissement du premier rapport intérimaire sur la mise en œuvre de la Stratégie pour la Conférence ministérielle de Belgrade.

16. Étant donné le caractère complexe de l'EDD et les différences d'interprétation dont les indicateurs peuvent faire l'objet selon le contexte national dans les différents pays de la CEE, il a été mis au point, pour compléter le modèle de présentation des rapports, des outils supplémentaires, étroitement liés entre eux, afin de faciliter l'examen de la mise en œuvre (figure I), tels qu'un ensemble de critères pour évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie (annexe I) et une liste de descripteurs (annexe II). Le Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD dans la région de la CEE, élaboré conjointement avec l'UNESCO, a été exploité autant que possible dans l'élaboration des descripteurs.

**Figure 1. Apprendre les uns des autres**

### **B. Recommandations intéressant le processus d'établissement des rapports**

17. Pour donner des réponses de qualité dans leurs rapports d'exécution, les gouvernements devront:

- a) Intensifier la coopération entre le secteur de l'environnement et le secteur de l'éducation;
- b) Renforcer la participation de toutes les parties prenantes à l'élaboration des rapports nationaux, car il est très important que ces derniers soient établis de manière transparente et concertée. On pourrait, par exemple, établir des groupes de parties prenantes à l'appui du processus national d'établissement des rapports;
- c) Garder à l'esprit que l'autoévaluation est un moyen de tirer des enseignements de la mise en œuvre;
- d) Étayer les rapports nationaux par des exemples et la mention de bonnes pratiques. L'incorporation d'exemples et/ou de références, notamment le renvoi à des sites Web ou à des documents, contribuera pour beaucoup à l'évaluation objective des progrès accomplis par les pays et facilitera grandement l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques;
- e) Présenter les bonnes pratiques et les rapports nationaux de manière interactive et conviviale sur le site Web de la CEE. Un recours accru aux technologies de l'information et de la communication donnerait un accès commode aux différentes informations ainsi qu'aux divers documents concernant la mise en œuvre sur le site Web de la CEE. Cela nécessitera sans doute des ressources supplémentaires, mais la mise en œuvre de l'EDD n'en sera que soutenue et développée. On pourra, par exemple, donner un accès simplifié aux rapports nationaux en permettant la recherche, dans ces derniers, de données par objectif, indicateur ou sous-indicateur. Il serait très utile aussi de revoir le site Web des bonnes pratiques de façon à permettre la



recherche par objectif de la Stratégie (pour plus de renseignements, se reporter au Projet de plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie, ECE/CEP/AC.13/2008/5, partie C et annexe IV);

f) Former les points focaux nationaux à l'utilisation du modèle d'établissement des rapports et sur la signification des indicateurs;

g) Renforcer les capacités en matière d'EDD à tous les niveaux, en particulier dans le domaine du suivi et de l'évaluation, la mise en œuvre de la Stratégie constituant un processus d'apprentissage en soi. Il serait utile d'élaborer un programme de formation spécialisé à l'intention des différents groupes cibles pour appuyer ces activités de renforcement des capacités.

### **III. INDICATEURS**

#### **A. Portée**

18. Les indicateurs sont déterminés par les objectifs de la Stratégie et traduisent les deux aspects du mandat du Groupe d'experts, à savoir «la mise en œuvre» en tant que processus et «l'efficacité de la mise en œuvre» en tant que caractéristique qualitative du processus et du résultat, notamment des effets à long terme de l'EDD. Ils rendent ainsi compte des mesures de contribution, mais aussi de la production et du résultat de la mise en œuvre. Par conséquent, l'évaluation ne saurait être faite au regard d'un seul et unique indicateur, mais par rapport à la série complète.

19. Les indicateurs portent précisément sur les thèmes de l'éducation en vue du développement durable et non sur le développement durable à proprement parler. En d'autres termes, ils mesurent l'efficacité de la mise en œuvre de l'EDD (telle que définie dans la Stratégie) et non les progrès accomplis sur le plan du développement durable (dans les domaines de la biodiversité ou des changements climatiques, par exemple). À l'évidence, les indicateurs sont plus faciles à cerner et à observer pour l'éducation formelle que pour l'éducation non formelle ou informelle. C'est pourquoi ils privilégient la première, sans toutefois minimiser l'importance des deux dernières, en particulier leurs éventuelles retombées négatives (certains messages publicitaires télévisés et autres, par exemple, vont à l'encontre de la promotion du développement durable).

20. L'actuelle série d'indicateurs reflète l'état des connaissances. Elle est le meilleur résultat possible au regard de la Stratégie de la CEE elle-même, du mandat du Groupe d'experts et des données et méthodes disponibles, et représente un dénominateur commun entre les différents pays, systèmes éducatifs, cultures et langues. En outre, une fois révisée à la suite de la notification pilote, elle devra probablement être de nouveau revue à la suite des exercices de notification pour les phases II et III et en fonction des observations communiquées par les pays sur la maniabilité et l'exploitabilité des indicateurs ainsi que sur les informations demandées.

21. La plupart des indicateurs, ainsi que la méthode utilisée pour les définir, pourraient être adaptés et repris par d'autres régions, constituant ainsi pour les gouvernements et les parties prenantes un bon outil d'évaluation des progrès accomplis en matière d'EDD durant la Décennie.

## **B. Nature des indicateurs**

22. Aucun indicateur ou sous-indicateur ne doit à lui seul être considéré comme un indicateur de qualité. C'est plutôt la combinaison des réponses qui donnera des indications quant à l'état d'avancement et à l'efficacité du processus de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (voir les paragraphes 42 à 44).

23. Les indicateurs et le mécanisme de présentation des rapports ont vocation non pas à «comparer» les pays de la région mais bien à permettre à ceux-ci «d'apprendre et de progresser» dans le domaine de l'EDD, de manière à ce que la région devienne «un lieu d'apprentissage».

24. Un indicateur s'applique à un thème ou à une situation et vise à rendre compte de l'efficacité du fonctionnement d'un système donné. Les indicateurs doivent s'appuyer, autant que possible, sur les données disponibles. Cependant, en raison de la complexité de l'EDD et de son caractère novateur, il sera également nécessaire d'adopter des propositions tendant à recueillir des données nouvelles. Ce dernier point est particulièrement important pour obtenir des informations sur les aspects qualitatifs. Les indicateurs sont aussi variés que les types de systèmes auxquels ils s'adressent, mais ils ont aussi en commun un certain nombre de caractéristiques : ils doivent être pertinents, faciles à comprendre, représentatifs, fiables, accessibles tant auprès des gouvernements que de diverses autres sources fiables et disponibles à un coût réaliste. Ils peuvent être quantitatifs (et exprimer alors des valeurs absolues ou des pourcentages) ou qualitatifs (et donner une description ou un classement)<sup>6</sup>.

## **C. Application des indicateurs**

25. La Stratégie recouvre: a) les mesures de contribution, b) une large gamme d'activités, et c) les effets escomptés de la mise en œuvre de l'EDD. Elle fait ressortir aussi la complexité de l'EDD. C'est pourquoi il importe de mesurer l'efficacité de sa mise en œuvre au travers de l'ensemble du processus de mise en œuvre, depuis les mesures initiales de gouvernance jusqu'aux effets éventuels de ces mesures sur la société. A cet égard, les indicateurs s'inscrivent dans un modèle d'évaluation bien défini, censé aider les pays à mesurer le processus de mise en œuvre d'une manière complète et réaliste (voir l'annexe IV). On distingue quatre types d'indicateurs: les «indicateurs de liste de contrôle», les «indicateurs de contribution», les «indicateurs de production» et les «indicateurs de résultat».

a) Les «indicateurs de liste de contrôle» renseignent sur les premières mesures politiques, législatives, réglementaires ou de gouvernance prises par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre la Stratégie (à savoir, par exemple, s'il existe un mécanisme de coordination ou si la Stratégie est traduite dans la(les) langue(s) nationale(s) ou locale(s)).

b) Les «indicateurs de contribution» renseignent sur un large spectre d'actions prises pour mettre en œuvre la Stratégie (par exemple le montant des investissements financiers

---

<sup>6</sup> Les indicateurs qualitatifs peuvent être présentés : a) sous forme de description; b) sous forme de classement assorti de notes explicatives pour chaque degré (par exemple 0 pour l'absence totale de concept de développement durable, 1 pour la présence de ce concept dans 50 % des cas, etc.); ou c) sous forme de notation (par exemple +++ pour élevé; ++ pour moyen; + pour faible).

consentis par l'État pour les équipements d'EDD ou la part de la recherche publique consacrée à l'EDD).

c) Les «indicateurs de production» renseignent sur les résultats de ces actions (par exemple l'efficacité des enseignants formés, le nombre d'entreprises participant à des projets d'EDD ou le pourcentage d'éducateurs ayant reçu une formation sur les thèmes de l'EDD).

d) Les «indicateurs de résultat» renseignent sur les éventuelles retombées de la mise en œuvre de la Stratégie, particulièrement son aspect qualitatif en termes de valeurs, de comportements et de choix en faveur de l'EDD (par exemple les résultats, au plan de l'apprentissage, de projets associatifs ou partenariats d'EDD ou de l'implication des entreprises dans ce secteur).

26. Pour pouvoir suivre la progression de la mise en œuvre de la Stratégie dans les pays, il faut au préalable faire le point de cette application pays par pays. Les données de référence traduisent cette situation au regard d'un thème donné à un instant donné, les informations au 1<sup>er</sup> janvier 2006 servant de données de référence. Il sera tenu compte des écarts quant aux points de départ de la mise en œuvre de la Stratégie dans les différents pays et, par conséquent, du résultat de l'évaluation fondée sur les indicateurs.

#### **D. Vue d'ensemble des indicateurs**

27. La série se compose de 18 indicateurs et de 49<sup>7</sup> sous-indicateurs, structurés selon les six thèmes visés par les rapports, thèmes qui correspondent aux objectifs de la Stratégie. On compte 46 sous-indicateurs qualitatifs et 8 quantitatifs, dont 5 mixtes. Ces sous-indicateurs sont de plusieurs types: «de liste de contrôle» (11), «de contribution» (30, dont un mixte), «de production» (8) et «de résultat» (1). Les indicateurs et sous-indicateurs se présentent sous deux aspects: un volet «oui ou non»<sup>8</sup> et un volet «descriptif».

28. La liste des indicateurs précise le type de chacun d'entre eux, mais renseigne aussi sur les «sources de vérification». Elle a vocation à servir de guide aux points focaux nationaux pour les aider à trouver les renseignements nécessaires pour remplir le questionnaire (ECE/CEP/AC.13/2006/5, annexe I). Dans certains pays, ces renseignements pourraient se trouver dans des sources consacrées à «l'éducation environnementale» ou à «l'éducation en vue du développement»: sans être nécessairement considérées comme relevant de l'éducation en vue du développement durable, ces sources pourraient receler des informations utiles pour compléter le tableau.

29. Des modèles de tableaux sont annexés à la série d'indicateurs, ce qui permet une certaine simplification tout en préservant dans toute la mesure du possible la substance de la série initiale.

---

<sup>7</sup> Suite à la révision entreprise après la notification pilote, il a été rajouté un sous-indicateur 2.1.3.

<sup>8</sup> Si la réponse adéquate est «ne s'applique pas», il convient de cocher «non» et d'expliquer pourquoi l'indicateur ou sous-indicateur ne s'applique pas.

Cela permet aussi aux pays de disposer d'un modèle simple d'utilisation, à l'intérieur duquel ils n'auraient qu'à cocher les cases prédéfinies qui les concernent.

30. La Classification internationale type de l'éducation (CITE), et en particulier la classification des niveaux d'éducation (annexe V), a été utilisée pour définir les indicateurs de l'EDD. La CITE a été conçue par l'UNESCO au début des années 70 pour constituer «un instrument de classement permettant de rassembler, de compiler et de mettre en forme les statistiques éducatives tant dans les pays que sur le plan international». Elle a été approuvée par la Conférence internationale de l'éducation (Genève, 1975), puis par la Conférence générale de l'UNESCO lorsque celle-ci a adopté la Recommandation révisée relative à la normalisation internationale des statistiques de l'éducation à sa vingtième session (Paris, 1978). La présente nomenclature, désormais dénommée CITE 1997, a été approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa vingt-neuvième session, en novembre 1997. Élaborée par une équipe spéciale nommée à cet effet par le Directeur général, elle est le résultat d'intenses consultations internationales et porte principalement sur deux variables de classification croisée: les niveaux et les domaines d'éducation.

31. L'enseignement supérieur a été intégré dans la série d'indicateurs par un système de renvoi en note infrapaginale pour tous les objectifs de manière à remplacer les termes qui sont actuellement utilisés pour le système scolaire par une terminologie applicable à l'enseignement supérieur.

### **E. Évaluation**

32. Le mécanisme d'évaluation pour chaque indicateur repose sur les réponses aux sous-indicateurs concernés, mais il n'est pas possible d'additionner quantitativement les réponses aux sous-indicateurs pour obtenir des données solides au sujet de l'indicateur considéré. Il faut donc que l'indicateur soit présenté en tant qu'appréciation qualitative des sous-indicateurs. Pour analyser les réponses données dans les tableaux figurant en annexe, et par conséquent évaluer les sous-indicateurs, il a été mis au point une «échelle d'appréciation». Selon l'approche «sur mesure», différentes notations sont utilisées – nombres, pourcentages, montants ou état d'avancement – mais, dans un souci de cohérence, celles-ci sont exprimées suivant une échelle à six niveaux, allant de A (minimum) à F (maximum). Pour certains tableaux, la distribution des coches est plus importante que leur nombre. Le nombre de coches peut être utilisé par le pays concerné pour son propre processus d'évaluation.

33. Les pays sont encouragés à entreprendre spontanément, après avoir rempli le tableau de notification, une autoévaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de chaque indicateur sur la base de leurs réponses aux sous-indicateurs. Cette autoévaluation compléterait utilement les renseignements donnés dans le modèle de présentation et contribuerait à limiter autant que faire se peut la subjectivité des conclusions tirées par l'expert indépendant lors de l'élaboration du rapport de synthèse sur la mise en œuvre de la Stratégie dans la région. L'autoévaluation donnerait en outre aux pays la possibilité de se rendre compte des progrès qu'ils auront accomplis au niveau national dans la mise en œuvre.

## **F. Rapports pilotes**

34. Le premier cycle de présentation des rapports (notification pilote) a eu lieu à la fin de 2006 et au début de 2007, à temps pour la Conférence ministérielle de Belgrade. Les 36 rapports soumis ont démontré qu'une telle opération était à la fois un outil utile pour les gouvernements et un moyen de tirer des conclusions quant aux aspects sur lesquels des améliorations devaient être apportées à l'ensemble d'indicateurs. En réponse aux observations des pays sur la maniabilité et la facilité d'utilisation des indicateurs, un petit nombre d'indicateurs ont été révisés et présentés de manière plus explicite par l'ajout de quelques précisions. On a ainsi ajouté, sous l'indicateur 2.1, un sous-indicateur (2.1.3) dédié aux méthodes d'enseignement/ apprentissage, et modifié et étoffé quelque peu les tableaux figurant en annexe. On a en outre mis au point un ensemble de descripteurs contenant des notes explicatives pour chaque indicateur ou sous-indicateur, outil qui devrait aider les gouvernements à mieux présenter leurs rapports (voir le chapitre IV et l'annexe II). Ainsi, d'une part les gouvernements pourront mieux comprendre les indicateurs et, d'autre part, des conclusions utiles s'en dégageraient quant à l'état de la mise en œuvre de la Stratégie dans le pays.

## **G. Contribution à l'examen de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable**

35. Les indicateurs de la CEE et le mécanisme de notification mis en place constituent une contribution importante de la région de la CEE au processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Décennie au niveau mondial et permettent de créer des synergies et de procurer des avantages réciproques. Les décisions prises à la Réunion de haut niveau de Vilnius et par les ministres de l'éducation et de l'environnement dans leur Déclaration commune concernant l'éducation en vue du développement durable lors de la Conférence ministérielle de Belgrade prévoient la présentation d'un rapport unique sur la mise en œuvre de la Stratégie, ce document tenant également lieu de rapport sur la mise en œuvre de la Décennie. Étant donné les différences et les similitudes qui existent entre le modèle de présentation des rapports de la CEE et le questionnaire mis au point par l'UNESCO pour évaluer la mise en œuvre de la Décennie, les rapports nationaux et les autres informations disponibles sur l'application de l'EDD dans la région de la CEE constituent une contribution très utile de la région à l'évaluation de la mise en œuvre de la Décennie. La CEE fournira donc à l'UNESCO les rapports nationaux, les rapports de synthèse au niveau régional et d'autres informations utiles.

## **IV. CRITÈRES DE QUALITÉ**

36. Il s'est avéré nécessaire de mettre au point des critères de qualité pour mesurer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE afin de faciliter/étayer l'interprétation des indicateurs/sous-indicateurs, celle-ci dépendant pour une grande part du contexte national. C'est ainsi que l'on a procédé sous l'angle quantitatif ou qualitatif, selon le cas. De plus, des exemples de bonnes pratiques pour des indicateurs ou sous-indicateurs donnés pourraient montrer comment les principes de l'EDD pourraient être mis en œuvre dans tel ou tel contexte.

### **A. Critères permettant d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie**

37. Dans une perspective quantitative, il a été défini un acquis minimum sous la forme d'un ensemble de critères/seuils permettant de mesurer le succès de la mise en œuvre de la

Stratégie (annexe I). Les progrès pourront ainsi être suivis durant les phases ultérieures du plan de mise en œuvre. L'ensemble de critères correspond aux objectifs de la Stratégie. Vu que l'on dispose déjà d'une masse d'informations sur les critères de qualité applicables au niveau des écoles ou des projets<sup>9</sup>, cet ensemble de critères cible le niveau décisionnel.

## **B. Descripteurs**

38. La définition de la qualité devrait reposer sur les principes énoncés dans la Stratégie, lesquels renvoient aux valeurs à prendre en considération pour qualifier les pratiques de «bonnes». Ces valeurs peuvent être explicitées par des exemples de bonnes pratiques, d'où l'idée d'élaborer des «descripteurs» pour expliquer ce que signifie une «bonne» pratique selon l'approche qualitative.

39. Le souci de conserver à l'ensemble des indicateurs un caractère succinct et concis a induit une certaine imprécision au niveau de la partie descriptive de bon nombre d'indicateurs/sous-indicateurs qualitatifs. Les descripteurs sont destinés à clarifier le sens des indicateurs/sous-indicateurs. Leur liste est structurée comme suit:

- a) Mention de l'indicateur ou sous-indicateur concerné, ainsi que de son type et des éventuelles sources d'information;
- b) Description des sous-indicateurs dont le sens et la dimension, au sens des informations qu'ils sont censés fournir, devaient être précisés;
- c) Citation du passage pertinent de la Stratégie;
- d) Exemples illustrant notamment des bonnes pratiques et des études de cas, ou mentionnant les sources où ceux-ci ont été puisés (annexe II).

L'ensemble des descripteurs ayant un caractère dynamique, son champ «Exemples» nécessiterait des mises à jour en fonction de l'évolution du processus de mise en œuvre (par exemple, pour chacune des phases de la mise en œuvre de la Stratégie, des révisions pourraient être nécessaires pour rester en phase avec les faits nouveaux survenus en matière de développement durable et d'EDD).

## **V. BONNES PRATIQUES**

40. Une compilation des bonnes pratiques en matière d'EDD donnerait une idée plus claire de la manière de mieux mettre en œuvre la Stratégie au niveau national. À cet effet, des exemples de bonnes pratiques ont été recueillis conjointement par l'UNESCO et la CEE dans le cadre des préparatifs de la Conférence ministérielle de Belgrade. Les bonnes pratiques, qui représentent une masse d'expérience considérable, pourraient constituer un outil essentiel pour la promotion de l'éducation en vue du développement durable à l'échelle régionale et mondiale au cours des deux prochaines phases de la mise en œuvre de la Stratégie. Au vu des résultats positifs de cette

---

<sup>9</sup> Par exemple, les «critères de qualité pour des établissements scolaires écoresponsables», élaborés par les réseaux School Development through Environmental Education et Environment and School Initiatives (ENSI).

initiative conjointe, la collecte de bonnes pratiques s'est poursuivie sur un site Web spécialisé (<http://www.unecce.org/env/esd/GoodPractices/index.html>).

41. Lors de l'élaboration de la liste des descripteurs, on s'est attaché à classer ces bonnes pratiques en fonction des indicateurs et sous-indicateurs du modèle CEE de présentation des rapports. Il s'en est suivi un modèle plus adéquat, illustrant les indicateurs et sous-indicateurs, pour la collecte des bonnes pratiques, ce qui aide à bien comprendre tant les résultats escomptés que les mesures requises pour faire progresser la mise en œuvre (ECE/CEP/AC.13/2009/6).

## VI. UNE APPROCHE ÉQUILBRÉE

42. Pour concilier les divergences de vues entre les tenants de l'EDD comme moyen de modifier les comportements (vision instrumentaliste) et ceux qui la considèrent davantage comme un processus centré sur l'apprenant (vision émancipatrice), on donnera ci-après une explication de ces deux approches de l'EDD, qui sont intimement liées<sup>10</sup>:

a) La première («EDD 1») apporte des informations et développe les compétences en vue d'induire dans les comportements un changement prédéterminé. Cet aspect est d'autant plus important que certains comportements sont incontestablement bénéfiques. L'accent sur un comportement favorable au développement durable y est certes explicite, mais le renforcement de la capacité à apprendre est souvent implicite;

b) La seconde («EDD 2») développe notre capacité à livrer une réflexion critique au sujet des messages relatifs à la durabilité et au-delà de ces messages («apprendre à apprendre»). Il s'agit notamment de mettre à l'épreuve les idées touchant au développement durable et d'étudier les contradictions inhérentes à un mode de vie durable. Dans cette démarche, le développement de notre capacité à apprendre est explicite, tandis que les messages relatifs au développement durable peuvent être implicites. On assimile ici l'apprentissage au développement durable (c'est-à-dire que l'on postule que le développement durable est en soi un processus d'apprentissage).

43. On peut considérer que ces deux approches de l'EDD sont complémentaires et indissociables. Même en livrant un puissant programme de style EDD 1 d'apprentissage proenvironnemental, on n'exclut pas qu'intervienne un élément d'EDD 2. Vare et Scott (2008)<sup>11</sup> poussent cet argument encore plus loin en affirmant qu'il est impossible de livrer une EDD 1 indépendamment d'une EDD 2.

44. Il importe de concilier ces deux démarches. La première est essentielle pour se projeter dans l'avenir, mais en lui accordant une importance démesurée, on risque de créer une société moins viable, soit que les individus estiment avoir besoin d'être perpétuellement encadrés, soit qu'ils apprennent à s'affranchir des encouragements des experts. La seconde nous aide à survivre

---

<sup>10</sup> Vare, P. et W. Scott (2007), «Learning for a Change: exploring the relationship between education and sustainable development», *Journal of Education for Sustainable Development*, vol. 1, n° 2, p. 191 à 198.

<sup>11</sup> Vare et Scott (2008), *Education for Sustainable Development: two sides and an edge*, DEA, Royaume-Uni. Fichier PDF téléchargeable à l'adresse: [http://www.dea.org.uk/uploads/4453d22a64a184b4f76a113996448fcf/dea\\_thinkpiece\\_vare\\_scott.pdf](http://www.dea.org.uk/uploads/4453d22a64a184b4f76a113996448fcf/dea_thinkpiece_vare_scott.pdf).

et à nous épanouir, elle peut former des personnes résilientes et sûres d'elles, mais ces qualités ne sont guère utiles si elles ne sont associées à une connaissance critique des thèmes du développement durable.



## Annexe I

### **CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LE SUCCÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

#### **1. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à ce que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels appuient la promotion de l'éducation en vue du développement durable**

a) Les conditions de base indispensables à la mise en œuvre de la Stratégie ont été réunies (voir le modèle de présentation des rapports (ECE/CEP/AC.13/2009/10), sous-indicateurs 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3 et 1.2.7);

b) L'EDD est expressément mentionnée dans la législation et/ou des documents directifs nationaux (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 1.2.1 et/ou 1.2.2 et/ou 1.3.1 et/ou 1.2.3 et/ou 1.2.4);

c) Un plan d'action national relatif à l'EDD est en cours d'élaboration et d'exécution dans le cadre d'un processus interministériel et multiparties prenantes (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 1.1.4, 1.2.5 et 1.2.6).

#### **2. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] de la promotion du développement durable par l'apprentissage formel, non formel et informel**

a) Les thèmes relatifs aux dimensions sociale, environnementale et économique sont abordés dans les programmes d'enseignement à quatre niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, appendice I a));

b) Ces thèmes sont abordés de manière intégrée (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 2.2.1, tableau et col. b));

c) Les quatre compétences en matière d'apprentissage sont prises en compte pour trois des résultats escomptés au moins (voir le modèle de présentation des rapports, annexe 1 b), col. 1);

d) Il existe au moins un programme national visant à appuyer la mise en œuvre de «l'approche institutionnelle globale»;

e) L'EDD est visée par un système officiel d'évaluation de la qualité à un niveau au moins de la CITE;

f) Il est donné au moins un exemple de traitement de thèmes du développement durable dans l'éducation tant non formelle qu'informelle (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 2.5.1 et 2.5.2);

g) L'(les) exemple(s) donné(s) à la rubrique 2.5.3 montre(nt) comment les résultats de l'évaluation des activités d'éducation non formelle et informelle ont été mis à profit pour améliorer les pratiques (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 2.5.3);

h) La plupart des groupes de parties prenantes sont associés à un large éventail d'activités éducatives (voir l'appendice II).

**3. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à doter les éducateurs des compétences nécessaires pour intégrer le développement durable dans leur enseignement**

a) L'EDD est une composante de la formation initiale et en cours d'emploi des éducateurs à quatre niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, appendice III);

b) L'EDD est intégrée dans la formation des responsables et du personnel administratif à quatre niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, appendice III);

c) Il existe, au niveau national, au moins un programme ou une initiative ayant pour objet d'appuyer la coopération, des réseaux ou des forums entre éducateurs dans le domaine de l'EDD.

**4. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à faire en sorte que les outils et matériels de l'éducation en vue du développement durable soient accessibles en quantité suffisante**

a) Il est utilisé un mécanisme opérationnel d'assurance de la qualité des outils et matériels de l'EDD (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 4.2.1);

b) Des outils et matériels pour l'EDD sont à disposition à trois niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 4.2.2) et il existe au moins un des dispositifs visés à l'indicateur 4.3.

**5. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] de la promotion de la recherche-développement dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable**

a) Des travaux de recherche sur l'EDD sont menés et bénéficient d'un appui (trois au moins des sous-indicateurs 5.1.1, 5.1.2, 5.1.3, 5.1.4 et 5.3.2 doivent s'appliquer);

b) Les acteurs de l'EDD bénéficient d'une aide pour leur permettre de contribuer à la recherche-développement dans le domaine de l'EDD (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 5.2);

c) Il est donné une description d'initiatives ou de mécanismes rattachant la recherche-développement dans le domaine de l'EDD à la pratique (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 5.3.1);

d) La recherche dans le domaine de l'EDD fait intervenir des mécanismes de diffusion interactifs (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 5.3.1 et 5.3.2).

**6. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] du renforcement de la coopération dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable à tous les niveaux dans la région de la CEE**

a) Il est donné au moins un exemple de coopération internationale pour l'indicateur 6.1.

**7. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à favoriser la préservation, l'utilisation et la promotion du savoir des populations autochtones en matière d'éducation en vue du développement durable**

a) On dispose d'informations selon lesquelles le savoir des populations autochtones en matière d'EDD est pris en compte.

## Annexe II

### LISTE DES DESCRIPTEURS DES INDICATEURS RELATIFS À L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

1. Les présents descripteurs ont été conçus pour faciliter la compréhension de la série d'indicateurs. Les exemples donnés, qui sont ceux qui étaient disponibles au moment où les descripteurs ont été élaborés, ont été tirés du Recueil des bonnes pratiques en matière d'éducation en vue du développement durable (EDD) dans la région de la CEE. D'autres exemples ont été fournis par le Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable. Les informations dans ce domaine peuvent donc être considérées comme subjectives et non pas représentatives de la région dans son ensemble. Au fil de la progression de la mise en œuvre de la Stratégie, de nouveaux exemples émergeront qui illustreront l'application de telle ou telle disposition de la Stratégie. Ceux-ci seront accessibles sur le site Web de la CEE de manière conviviale et, sous réserve des fonds disponibles, leur consultation sera facilitée par leur présentation, qui serait structurée par indicateur ou sous-indicateur.

THÈME 1. FAIRE EN SORTE QUE LES CADRES POLITIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET OPÉRATIONNELS SOUTIENNENT LA PROMOTION DE L'EDD

#### Indicateur 1.1 Des mesures préalables sont prises pour soutenir la promotion de l'EDD

<b>Sous-indicateur 1.1.1</b>	<b>Le texte de la Stratégie de la CEE pour l'EDD est-il disponible dans votre (vos) langue(s) nationale(s)?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Voir le passage ci-après.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	42. Chaque pays a la responsabilité d'appliquer la Stratégie. [...] À cette fin, il est recommandé que les pays traduisent la Stratégie dans leur(s) langue(s) officielle(s) et, selon les besoins, dans la(les) langue(s) des minorités et qu'ils la distribuent aux autorités compétentes [...].	
Exemple(s)	Le texte de la Stratégie est disponible sur le site Web de la CEE dans les six langues officielles de l'ONU et dans au moins 24 autres langues ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/Strategy&amp;Framework.htm">http://www.unece.org/env/esd/Strategy&amp;Framework.htm</a> ).	

<b>Sous-indicateur 1.1.2</b>	<b>Avez-vous désigné un point focal national pour tout ce qui touche à la Stratégie de la CEE pour l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les points focaux nationaux sont désignés par les gouvernements et sont chargés de suivre la mise en œuvre de la Stratégie dans leur pays et de diffuser l'information à toutes les parties prenantes pertinentes. Ils assurent aussi la coordination des positions de leur pays au sein du Comité directeur. Les gouvernements informent le secrétariat de la CEE de tout changement concernant leurs correspondants nationaux. Ces derniers ont une autre attribution: élaborer le rapport national d'exécution (RNE).	

	Le point focal national peut être une personne ou un groupe. Certains pays ont plus d'un point focal national, ce qui suppose une très bonne organisation de la communication entre ces entités.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	42. Chaque pays a la responsabilité d'appliquer la Stratégie. [...] À cette fin, il est recommandé que les pays [...] désignent un centre de coordination ou de liaison. 69. À des fins de rationalité et de bonne communication dans la région, il est nécessaire de créer des centres de coordination ou de liaison dans tous les Etats membres de la CEE et dans les organisations internationales compétentes. Un comité directeur composé de représentants des secteurs de l'éducation et de l'environnement (ou d'autres secteurs pertinents) pourrait être créé pour suivre la mise en œuvre de la Stratégie. [...].
Exemple(s)	Une liste des points focaux nationaux est disponible sur le site Web de la CEE ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/contacts.htm">http://www.unece.org/env/esd/contacts.htm</a> ).

<b>Sous-indicateur 1.1.3</b>	<b>Existe-t-il dans votre pays un organisme de coordination de la mise en œuvre de l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	L'organisme de coordination est un groupe qui représente les parties prenantes clefs (y compris les points focaux nationaux pour l'EDD); il assure et renforce la coopération au sein du Gouvernement et entre les gouvernements, organisations non gouvernementales (ONG) et autres parties prenantes dans le domaine de l'EDD.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	47. Un mécanisme de coordination est nécessaire pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie par les Etats, ainsi que pour partager les informations et stimuler l'instauration de partenariats entre les différents acteurs <sup>1</sup> . Un «centre national de l'éducation en vue du développement durable» rassemblant des spécialistes de différents secteurs pourrait être créé, éventuellement sous l'égide du Conseil du développement durable ou d'autres organismes compétents.	
Exemple(s)	En 2005, l'Arménie a mis en place une commission interinstitutionnelle composée notamment de représentants de différents ministères, d'institutions, d'ONG, d'experts de l'éducation, de la protection de l'environnement et du développement durable, de scientifiques et de conférenciers. Cette structure a pour objectif de définir et encadrer les priorités nationales de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD et d'élaborer un plan national de mise en œuvre. Il existe des organismes analogues dans d'autres pays, notamment en Grèce, en Lituanie, aux Pays-Bas et en Slovaquie.	

<b>Sous-indicateur 1.1.4</b>	<b>Existe-t-il un plan national de mise en œuvre pour l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	La Stratégie de la CEE devrait être transposée sous forme de plan national de mise en œuvre ou de plan d'action national (PAN) pour l'EDD. Ce plan devrait être adopté par le Gouvernement.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	48. Le plan national (au niveau de l'État) de mise en œuvre doit avoir un rôle central. Les pays devraient décider d'un organisme qui serait chargé de l'élaborer. 49. Une telle élaboration devrait se faire sur la base d'une approche participative, associant toutes les parties prenantes concernées. Le plan devrait tenir compte de la situation effective des différents pays. Ces derniers voudront sans doute fixer leurs priorités et calendriers en	

<sup>1</sup> Certains pays ont adopté l'approche fondée sur la gestion des connaissances.

	fonction de leurs besoins, de leurs politiques et de leurs programmes; les dispositions du présent chapitre pourraient les guider dans cette tâche. Les plans nationaux de mise en œuvre devraient comporter des objectifs, des activités, des mesures, un calendrier indicatif, des moyens d'exécution et des instruments d'évaluation.
Exemple(s)	Les plans disponibles peuvent être consultés sur le site Web de la CEE ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/NAP.htm">http://www.unece.org/env/esd/NAP.htm</a> ).

<b>Sous-indicateur 1.1.5</b>	<b>Existe-t-il des synergies au niveau national entre le processus de la CEE pour l'EDD, le processus mondial de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'EDD et d'autres processus politiques concernant l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements; rapports des ministères compétents
Description	Lors de la mise en œuvre de l'EDD au niveau national, il convient de tenir compte de tous les processus et activités internationaux pertinents pour éviter les doubles emplois et dégager des avantages mutuels. Les points focaux nationaux pour la Stratégie de la CEE devraient être encouragés à coopérer avec la Commission nationale pour l'UNESCO et les autres acteurs pertinents (par exemple, les coordonnateurs nationaux auprès du Groupe de l'éducation de la Commission du développement durable des Nations Unies, de la Stratégie européenne en faveur du développement durable, du Processus de Bologne, de l'Éducation dans une perspective globale, de Baltic 21 et de la Stratégie méditerranéenne de développement durable).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	1. La Stratégie s'inspire de la déclaration faite par les ministres de l'environnement de la CEE à leur cinquième Conférence «Un environnement pour l'Europe» tenue à Kiev en mai 2003. Elle repose sur l'expérience acquise aussi bien dans la région qu'au plan mondial. La Stratégie est une contribution au cadre de projet de programme d'application pour la Décennie pour l'éducation au service du développement durable élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); elle est conforme à ce cadre et devrait servir de base à l'application régionale de la Décennie et des résultats du Sommet mondial pour le développement durable.	
Exemple(s)	Dans plusieurs pays, dont l'Arménie, la Grèce, la Lituanie et les Pays-Bas, aussi bien les points focaux nationaux pour la Stratégie de la CEE que les représentants auprès des commissions nationales de l'UNESCO pour l'EDD sont représentés au sein de la commission nationale pour l'EDD. On trouvera à l'adresse suivante la liste des points focaux nationaux de la CEE ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/contacts.htm">http://www.unece.org/env/esd/contacts.htm</a> ). Les contacts des commissions nationales pour l'UNESCO sont indiqués sur le site Web des commissions nationales, à l'adresse ( <a href="http://www.unesco.org/ncp/index.php?lc=E&amp;module=national_commissions&amp;showall=1">http://www.unesco.org/ncp/index.php?lc=E&amp;module=national_commissions&amp;showall=1</a> ).	

**Indicateur 1.2 Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent la promotion de l'EDD**

<b>Sous-indicateur 1.2.1</b>	<b>Est-il fait écho de l'EDD dans un ou plusieurs documents de politique nationale?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les documents de politique peuvent être des stratégies nationales, des plans, des programmes ou des directives. Les politiques nationales se réfèrent de plus en plus au développement durable, mais le fait que l'EDD est un processus par lequel nous apprenons la durabilité est souvent méconnu. Le présent indicateur est centré sur les politiques qui accordent une juste place à l'apprentissage et soutiennent cette activité.	

Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.</p> <p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable.</p>
Exemple(s)	L'éducation occupe un rôle central dans la Stratégie nationale suédoise pour le développement durable lancée en mars 2006. Il s'agit là de la troisième version des vues du Gouvernement sur le développement durable.

<b>Sous-indicateur 1.2.2</b>	<b>L'EDD est-elle: a) abordée dans les documents législatifs et réglementaires régissant l'éducation nationale pertinents; et b) prévue dans vos programmes scolaires nationaux et/ou normes/arrêtés/prescriptions à l'échelon national et à tous les niveaux de l'éducation formelle, tels que définis par votre système d'enseignement au sens de la Classification internationale type de l'éducation (CITE)?<sup>2</sup></b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des ministères compétents
Description	Voir le passage ci-après.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: adopter à tous les niveaux d'études des cadres pour l'éducation en vue du développement durable; favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; intégrer les principes du développement durable dans les programmes d'études et des cours spéciaux à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, en particulier dans la formation initiale des enseignants; exploiter davantage et mieux gérer les moyens éducatifs au service du développement durable et renforcer le lien entre les sciences naturelles, économiques, politiques et sociales dans le cadre d'études interdisciplinaires, multidisciplinaires et spécialisées. Les études interdisciplinaires et spécialisées devraient être bien équilibrées.</p>	
Exemple(s)	<p>En Arménie, le Ministère de l'éducation et des sciences a adopté en 2004 le Concept national de l'enseignement général (qui définit, à l'échelon national, les programmes et les normes de l'enseignement secondaire) et les Normes nationales pour la formation professionnelle, qui renferment des sections distinctes consacrées à l'EDD.</p> <p>Au Kazakhstan, en application de l'ordonnance du Ministre de l'éducation et des sciences, un cours «écologie et développement durable» est désormais obligatoire dans tous les établissements d'enseignement supérieur à compter de septembre 2008.</p> <p>La Suède a amendé en 2006 la loi relative à l'enseignement supérieur qui stipule désormais que les universités sont tenues de promouvoir le développement durable dans toutes leurs activités (enseignement et recherche) (<a href="http://www.notisum.se/rmp/sls/lag/19921434.htm">http://www.notisum.se/rmp/sls/lag/19921434.htm</a>).</p> <p>a) La loi suédoise relative à l'éducation (1985:1100) stipule que toutes les activités scolaires sont menées conformément aux valeurs démocratiques fondamentales et que tous les individus travaillant dans les écoles sont tenus d'encourager le respect de la valeur intrinsèque</p>	

<sup>2</sup> Se reporter au paragraphe 30 du présent document.

	<p>de chaque personne ainsi que de l'environnement que nous partageons (<a href="http://www.sweden.gov.se/sb/d/574/a/21538">http://www.sweden.gov.se/sb/d/574/a/21538</a>).</p> <p>b) L'éducation en vue du développement durable est l'objet de programmes d'enseignement et de thèmes d'études à tous les niveaux de l'enseignement scolaire en Suède (<a href="http://www3.skolverket.se/ki03/front.aspx?sprak=EN">http://www3.skolverket.se/ki03/front.aspx?sprak=EN</a>).</p> <p>En Slovénie, l'EDD est visée à l'article 2 de la loi relative à l'Organisation et au financement de l'éducation, dont les objectifs sont inscrits en préambule aux programmes nationaux des écoles maternelles ainsi que des écoles primaires et secondaires.</p> <p>L'article 2 de la loi relative à l'enseignement primaire énonce, dans ses dispositions fondamentales, plusieurs objectifs qui recouvrent les thèmes du développement durable. L'alinéa d de l'article 60 de cette même loi prévoit des plans d'éducation décrivant l'application de l'approche dite de l'«école globale».</p> <p>Le Ministère slovène de l'éducation et des sports a élaboré des directives pour l'EDD depuis le niveau préscolaire jusqu'à la fin des études secondaires. Ces directives visent les programmes et les matières à incorporer dans toutes les disciplines, selon une approche transverse.</p> <p>Le programme transverse d'étude du développement durable mis au point en Lituanie a été inscrit au nouveau cursus national à compter de l'année scolaire 2008/09.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 1.2.3</b>	<b>L'EDD non formelle et informelle est-elle abordée dans vos documents directifs et/ou réglementaires nationaux pertinents et dans vos structures opérationnelles correspondantes?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Pour la distinction entre les qualificatifs «informel» et «non formel», se reporter aux paragraphes 17, 18, 36 et 37 de l'annexe III.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>6. Le but de la Stratégie est d'encourager les États membres de la CEE à développer l'éducation en vue du développement durable et à l'intégrer dans toutes les disciplines pertinentes de l'enseignement scolaire ainsi que dans l'enseignement extrascolaire ou parallèle.</p> <p>30. Il importe de soutenir les activités extrascolaires ou parallèles d'éducation en vue du développement durable, car elles sont un complément indispensable de l'enseignement scolaire, en ce qui concerne en particulier l'éducation des adultes. L'éducation non formelle au développement durable a un rôle particulier car elle est souvent plus axée sur l'apprenant, plus participative et elle encourage un apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage informel sur le lieu de travail est valorisant aussi bien pour les employeurs que pour les employés. Par conséquent, la coopération entre les différents acteurs qui participent à l'éducation en vue du développement durable sous toutes ses formes devrait être reconnue et encouragée.</p> <p>34. Les gouvernements devraient encourager l'apprentissage non formel ou informel parce que des citoyens informés et des consommateurs avertis sont indispensables pour appliquer des mesures de durabilité par le biais de leurs choix et actions, notamment en ce qui concerne le processus de mise en œuvre au niveau local d'Action 21.</p> <p>55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin: [...] introduire et développer des systèmes de gestion du développement durable dans les établissements scolaires et les structures d'enseignement extrascolaire; inclure les questions se rapportant au développement durable dans les programmes de formation et de recyclage pour les éducateurs à tous les niveaux d'études; et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.</p>	
Exemple(s)	La loi suédoise relative à l'éducation des adultes 2005/06:192 (Apprendre, croître et changer) et le Règlement relatif aux subventions de l'État à l'éducation libérale des adultes prévoient l'octroi de subventions sur fonds publics à l'éducation libérale des adultes dans sept domaines	



	<p>d'action, dont celui intitulé «santé, développement durable et justice globale» (<a href="http://www.regeringen.se/sb/d/6312/a/60433">http://www.regeringen.se/sb/d/6312/a/60433</a>).</p> <p>L'Arménie est devenue partie aux instruments internationaux relatifs à l'environnement qui renferment des articles sur l'éducation environnementale non formelle, à laquelle peuvent aussi participer activement les ONG.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 1.2.4</b>	<b>La sensibilisation du public à l'EDD est-elle abordée dans les documents nationaux pertinents?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	<p>Les documents nationaux relatifs à l'EDD peuvent s'entendre des stratégies de radio et de télévision, des campagnes publiques et des critères d'appui aux programmes de sensibilisation sur toute une gamme de thèmes liés au développement durable (les changements climatiques, les modes de consommation et de production durables, la désertification et la biodiversité, par exemple). Il peut aussi exister des documents nationaux dédiés à la sensibilisation à l'EDD qui viseraient à promouvoir l'apprentissage proprement dit.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>35. L'apprentissage non formel ou informel, y compris les programmes de sensibilisation du public, devraient viser à mieux faire comprendre les liens entre les questions sociales, économiques et environnementales aux plans local et mondial, dans une perspective temporelle. Les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG ont un rôle important à jouer pour sensibiliser le public au développement durable.</p> <p>51. Il faudrait encourager les activités de sensibilisation du public au développement durable dans les établissements scolaires, les quartiers, les familles, les médias et les ONG, ainsi que par leur intermédiaire.</p>	
Exemple(s)	<p>Le paragraphe 10 de la Constitution arménienne énonce le principe d'une perspective proenvironnementale, à laquelle concourt la loi arménienne relative à l'éducation environnementale. Suite à la ratification de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) par l'Arménie en 2001, il a été mis en place, en partenariat avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), neuf centres régionaux «Aarhus» qui ont vocation à sensibiliser le public à différents thèmes de l'environnement (lesquels sont eux-mêmes ciblés par l'EDD). En tant que partie à la Convention sur la diversité biologique, à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Gouvernement arménien a pris un certain nombre d'engagements et élaboré des plans d'action en conséquence. Ces derniers stipulent que des rapports annuels traitant également de questions d'éducation environnementale soient présentés au Gouvernement et au secrétariat des différentes conventions.</p> <p>En République tchèque, le Programme national d'éducation et de sensibilisation à l'environnement comprend un paragraphe intitulé «Information, sensibilisation et consultation du public», qui recouvre l'information au sens large (médias de tous types et services en direction des médias, activités à l'intention du public et sensibilisation à des modes de consommation durables).</p> <p>La sensibilisation fait notamment l'objet d'un document produit par le Conseil suédois de l'éducation des adultes en 2006 intitulé <i>Folkbildning of the future, its role and objectives</i>. Le texte de ce document, qui a été élaboré au terme de plus d'une centaine de conférences avec la participation de 8 000 personnes à l'échelle du pays, brosse le tableau d'un système d'éducation libérale, non formelle et volontaire en Suède (<a href="http://www.folkbildning.net/">http://www.folkbildning.net/</a>).</p> <p>En Italie, la Conférence État-Régions a adopté, en août 2007, un accord concernant le Programme national d'éducation, d'information et de formation en matière d'environnement pour la période 2007-2009. Depuis 2002, une initiative en faveur des pratiques optimales dans le domaine de l'éducation dans ce domaine a contribué à créer un réseau national de centres d'éducation environnementale. Ce programme, dont l'information est l'un des trois piliers,</p>	

	<p>visé à mettre au point des initiatives et des projets de sensibilisation du public à l'EDD. En outre, il donne suite au document d'orientation intitulé «<i>Orientamenti e obiettivi per il nuovo quadro programmatico per l'educazione all'ambiente e allo sviluppo sostenibile</i>» (Orientations et objectifs du nouveau programme-cadre pour l'éducation à l'éducation et au développement durable) adopté par la Conférence État-Régions. Ce document renferme deux paragraphes sur l'éducation non formelle et informelle qui traitent tout particulièrement des campagnes de communication, de l'éducation par les médias et de la sensibilisation à des modes de consommation durables.</p> <p>Le 23 mai 2008, le Gouvernement italien a adopté une loi sur la «crise des ordures ménagères dans la région de la Campanie» comprenant trois articles sur des programmes d'éducation et des propositions tendant à mettre au point des projets scolaires au niveau local sur la gestion des déchets et les modes de consommation durables. Suite à cette loi, et dans le but de mieux informer le public au sujet de la gestion durable des déchets, le Ministère de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mer a réalisé, en collaboration avec la télévision publique, une campagne publicitaire intitulée «Recyclage des déchets».</p> <p>En Slovénie, le Programme national de protection de l'environnement énonce une stratégie de sensibilisation clairement définie. L'article 146 de la loi relative à la protection de l'environnement prévoit le financement de programmes de sensibilisation du public. Les pays qui ont ratifié la Convention d'Aarhus s'engagent à sensibiliser le public aux questions d'environnement, cet aspect pouvant être traduit dans les documents nationaux.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 1.2.5</b>	<b>Existe-t-il, au sein de votre gouvernement, une structure formelle de coopération interministérielle dans le domaine de l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Une structure formelle pourrait être, par exemple, une commission ou un comité ou encore un groupe de travail mixtes faisant participer tous les organismes gouvernementaux compétents. «Interministériel» signifie «entre les organes de l'État», par exemple le ou les ministère(s) chargé(s) de l'EDD devraient travailler avec les autres ministères ou organismes gouvernementaux compétents.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>10. La Stratégie encourage la coopération et les partenariats entre les départements et entre toutes les parties prenantes, stimulant ainsi l'investissement dans les ressources matérielles et humaines au service de l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>46. La coopération, la responsabilité commune et la direction de tous les organismes publics compétents devraient être reconnues comme un important mécanisme de bonne gouvernance et consolidées. Les ministères de l'éducation et de l'environnement, en particulier, devraient, en coopération, prendre l'initiative d'amorcer et d'encourager la prise en compte des questions touchant le développement durable dans les politiques et programmes de l'éducation formelle à tous les niveaux, et évaluer la mise en œuvre de la Stratégie. Toutefois, une coopération étroite et efficace avec d'autres organismes publics et avec toutes les parties prenantes devra aussi être instaurée, en particulier avec les responsables de l'économie.</p> <p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: [...] favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; [...].</p>	

Exemple(s)	<p>La Commission interinstitutionnelle arménienne pour la Stratégie est présentée plus haut sous le point 1.1.3.</p> <p>Au Canada, un conseil national d'experts de l'EDD, doté de groupes régionaux, a été créé dans le but de développer et de renforcer les capacités des dirigeants d'organismes gouvernementaux, du secteur des entreprises, de la société civile et de l'enseignement afin qu'ils puissent oeuvrer ensemble à l'intégration de l'EDD dans les systèmes éducatifs formel, non formel et informel. Les départements du gouvernement fédéral compétents font partie des groupes cibles de ce conseil.</p>
	<p>En République tchèque, deux accords interministériels, l'un sur la coopération à l'éducation environnementale et l'autre sur la coopération dans le secteur de l'EDD, ont été conclus entre le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'éducation en 1999 et 2004, respectivement. Le premier concerne l'élaboration et la mise en œuvre du Programme national d'éducation et de sensibilisation à l'environnement et le second les objectifs de l'EDD. Il existe aussi un groupe de travail interministériel qui, sous l'égide du Ministère de l'environnement, se consacre à l'éducation environnementale et à la promotion de la sensibilisation aux questions d'environnement.</p> <p>En Grèce, le Comité national hellénique pour l'EDD a été mis en place, à un haut niveau, en tant qu'organe de coordination doté d'un statut consultatif. Les Ministres de l'éducation, du développement et de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics, ainsi que des représentants de la Commission nationale hellénique auprès de l'UNESCO, de plusieurs grandes ONG et de l'université, participent à ses travaux. Il est prévu d'élargir quelque peu ce comité dans un proche avenir pour l'ouvrir à d'autres parties prenantes.</p> <p>Aux Pays-Bas, le programme national sur l'EDD intitulé «Apprendre en vue du développement durable» est piloté par un comité directeur composé de représentants de sept ministères (environnement, agriculture, gestion de l'eau, affaires étrangères et aide au développement, affaires économiques, éducation et affaires générales (Cabinet du Premier Ministre) ainsi que de représentants de collectivités provinciales et locales et d'agences de bassin). Ce programme est conseillé par la Commission nationale pour l'UNESCO et la Commission nationale du développement durable. Pour faire entendre la voix d'autres parties prenantes, il a été créé une «Alliance pour la Décennie» qui fait fonction d'instance consultative à laquelle participent des ONG et d'autres entités concernées (<a href="http://www.senternovem.nl/lvdo/english.asp">http://www.senternovem.nl/lvdo/english.asp</a>).</p> <p>En Slovénie, deux groupes travaillent au niveau gouvernemental pour promouvoir l'EDD: au Ministère du développement, un conseil interdépartemental chargé du développement durable s'occupe notamment de l'EDD et de sa promotion auprès du public, tandis qu'au Ministère de l'éducation un autre groupe interdépartemental est chargé d'intégrer l'EDD à tous les niveaux de l'éducation formelle.</p> <p>Au Kazakhstan, le projet intitulé «Formation à la durabilité: stratégies, méthodes et actions à l'intention des fonctionnaires du Kazakhstan» est exécuté pendant la période 2008-2009, conjointement avec l'Université internationale de Venise, le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale et le Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale, partenaire local, avec l'appui d'Agroinnova et l'Université d'Europe centrale grâce à un financement du Ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mer et du Groupe BG (partenaire du secteur privé). Ce cours vise à renforcer les capacités de hauts fonctionnaires de différents ministères et institutions de veiller à la durabilité de leurs politiques et programmes. Il se compose de quatre modules mis au point par une équipe internationale d'experts du Kazakhstan, de l'Université internationale de Venise, du Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale, de l'Université d'Europe centrale, de gouvernements et d'autres institutions (<a href="http://www.sustainableceec.net">www.sustainableceec.net</a>). Le module liminaire a eu lieu à Astana et les trois autres à Venise.</p> <p>Dans le cadre de son programme de formation à la durabilité (<a href="http://www.rec.org/REC/Programs/Training.html">http://www.rec.org/REC/Programs/Training.html</a>), le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale organise deux stages: a) le premier, intitulé «Durabilité: stratégies, méthodes, politiques et actions pour l'Europe centrale et orientale», est destiné aux hauts fonctionnaires); et b) le</p>

	<p>second, intitulé «Durabilité et action locales», cible les collectivités locales et les institutions nationales.</p> <p>La Lituanie s'est dotée, le 31 mai 2006, d'une Commission nationale pour l'éducation en vue du développement durable composée de représentants de 12 ministères ainsi que de l'UNESCO, de la Confédération industrielle et de l'Association des municipalités. Cette commission est présidée par le Vice-Ministre de l'éducation et des sciences.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 1.2.6</b>	<b>Existe-t-il un mécanisme de coopération entre toutes les parties prenantes dans le domaine de l'EDD auquel votre Gouvernement est associé?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les mécanismes de coopération entre toutes les parties prenantes à l'EDD peuvent être des comités, des commissions ou des groupes de travail. Ils devraient garantir l'interaction multipartite sur le long terme. En tant qu'intervenants clefs, les gouvernements devraient être associés aux travaux de ces mécanismes.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>10. La Stratégie encourage la coopération et les partenariats entre les départements et entre toutes les parties prenantes, stimulant ainsi l'investissement dans les ressources matérielles et humaines au service de l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>26. L'éducation en vue du développement durable exige une coopération et des partenariats entre toutes les parties prenantes. Les principaux acteurs sont les pouvoirs publics et les autorités locales, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les secteurs des transports et de l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, diverses communautés, les peuples autochtones et les organisations internationales.</p> <p>33. [...] c) Renforcer la coopération et les partenariats entre membres du corps enseignant et autres parties prenantes. Une participation plus active du secteur privé et des entreprises aux processus éducatifs facilitera l'adaptation à l'évolution rapide des technologies et aux changements des conditions de travail. Le fait que les activités d'apprentissage aient un rapport étroit avec la société enrichira l'expérience pratique des apprenants;</p> <p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: [...] favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; [...].</p>	
Exemple(s)	<p>Conformément à une résolution du Gouvernement, l'Arménie s'est dotée en 2002 d'une Commission nationale pour le développement durable composée de représentants de milieux scientifiques et d'ONG et coiffée par le Premier Ministre. Dix ministres, plusieurs députés ainsi que des représentants des milieux scientifiques, d'ONG, du secteur privé et de l'ONU font partie de la Commission, qui a notamment vocation à «promouvoir le développement durable par l'apprentissage formel et non formel».</p> <p>Au Canada, le Conseil national d'experts de l'éducation au service du développement durable (NESDEC) et ses groupes de travail régionaux sont composés de parties prenantes multiples et ciblent les instituts de recherche, les groupements nationaux de jeunes, les fédérations d'enseignants et les hauts responsables gouvernementaux.</p> <p>En République tchèque, deux mécanismes interministériels (l'Accord interministériel de coopération à l'éducation environnementale et l'Accord interministériel de coopération à l'éducation en vue du développement durable, voir les exemples cités sous le point 1.2.5 ci-dessus) comprennent des ONG en tant qu'entités représentatives des institutions d'apprentissage non formel.</p> <p>Le Gouvernement du Royaume-Uni s'emploie, en coopération avec la Commission du développement durable, à mettre en place un groupe d'ONG qui ferait office de caisse de résonance officielle pour les initiatives du Gouvernement en matière d'EDD en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord.</p>	

	<p>En Suède, la contribution de toutes les parties prenantes est assurée au moyen de consultations officielles lors de l'élaboration de tous les nouveaux textes de loi ainsi que par l'intermédiaire de groupes temporaires créés pour des projets précis (<a href="http://www.regeringen.se/sb/d/1522/a/13504">http://www.regeringen.se/sb/d/1522/a/13504</a>).</p> <p>En Allemagne, il a été créé en 2004 un Comité national pour le développement durable composé de représentants de tous les établissements d'enseignement ainsi que du Gouvernement, de l'administration et des organisations de la société civile. Ce comité est chargé de fixer les priorités stratégiques du processus de mise en œuvre et de mener, au niveau politique, des activités de plaidoyer en faveur de l'EDD.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 1.2.7</b>	<b>Des crédits budgétaires ont-ils été dégagés et/ou des mesures d'incitation économique ont-elles été prises spécialement pour soutenir l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les dépenses publiques peuvent revêtir la forme d'un financement de l'EDD au titre des programmes généraux de l'État (par exemple, l'éducation formelle ou professionnelle) ou de mesures d'incitation telles que l'octroi de prix ou de subventions à l'appui de systèmes d'apprentissage précis. Cela peut recouvrir des approches institutionnelles globales (voir le point 2.3.1) ou des thèmes précis du développement durable (voir le point 2.1.1).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>74. Pour assurer le succès de la Stratégie, il est indispensable de trouver au préalable les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre. Afin d'évaluer correctement les coûts des mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la Stratégie et la rentabilité de cet investissement, il est essentiel de comprendre l'utilité de l'éducation pour introduire des politiques et pratiques de développement durable dans la société. L'éducation doit être considérée comme un investissement qui sera rentable à long terme.</p> <p>76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'éducation en vue du développement durable dans toutes les formes d'enseignement, notamment créer des bourses d'études en matière d'éducation en vue du développement durable et renforcer les capacités des établissements. On devrait s'efforcer d'inscrire l'éducation en vue du développement durable dans les programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents. Des partenariats peuvent être constitués et devraient être encouragés pour rechercher l'appui, notamment sous forme de contributions en nature, des institutions de financement internationales et du secteur privé.</p>	
Exemple(s)	<p>Au Royaume-Uni, des crédits destinés expressément à l'EDD ont été alloués par diverses institutions gouvernementales, dont la Higher Education Academy (Académie de l'enseignement supérieur), qui finance l'EDD dans les universités. En Angleterre, les régions ont reçu quelque financement à l'appui de la création de réseaux pour des écoles viables et à l'intégration du développement durable dans le secteur de la formation professionnelle.</p> <p>Aux Pays-Bas, le programme national «L'apprentissage au service du développement durable» dispose d'un financement propre pour les projets, programmes et travaux de recherche sur l'EDD, pour un budget annuel de 5 millions d'euros financé par des ministères et les collectivités régionales. Les parties prenantes participantes contribuent par ailleurs au financement de projets spécifiques (soit une part annuelle de 25 % environ, en sus des fonds collectés). En outre, le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'agriculture lancent chaque année des appels d'offres pour des projets et programmes éducatifs (<a href="http://www.senternovem.nl/mmfiles/Webversie%20uitvoeringsplan%20LvdO%202008-2011_tcm24-266541.pdf">http://www.senternovem.nl/mmfiles/Webversie%20uitvoeringsplan%20LvdO%202008-2011_tcm24-266541.pdf</a>).</p> <p>Dans la Fédération de Russie, l'Agence fédérale de l'éducation a appuyé plusieurs projets ciblés de renforcement des capacités de promotion de l'EDD dans les établissements d'enseignement supérieur. Des modules d'apprentissage dans les domaines de la géographie, de l'écologie, de la géologie, de l'économie, de la chimie et de la philosophie avec une composante EDD ont été mis au point et introduits dans les universités.</p>	

	<p>En Slovénie, le Ministère de l'éducation a lancé deux appels d'offres publics touchant l'EDD: le premier marché (Compétences sociales et civiques, d'un montant de 1 371 000 €) concerne la mise en place de réseaux scolaires qui travailleront sur des thèmes liés à l'EDD en coopération avec d'autres entités (ONG et chercheurs, notamment); le second est destiné à former les enseignants aux thèmes de l'EDD. En 2009, le Ministère de l'éducation et des sports consacra à chaque école un budget destiné précisément à des activités d'EDD.</p> <p>En Arménie, un tiers des programmes qui ont obtenu un financement de l'État en tant qu'activité scientifique ou scientifique-technique portent sur les principaux objectifs du développement durable ou des conventions dans le domaine de l'environnement. Les sujets abordés par ces programmes sont notamment les sources d'énergie de remplacement, les facteurs de risque pour la santé humaine et les biotechnologies, ces dernières figurant parmi les priorités scientifiques du pays. Une étude pratique couvrant la période 2008-2010, sous le titre «Promouvoir le développement durable par l'apprentissage formel et non formel», est en cours à l'Université pédagogique d'État.</p> <p>L'Agence suédoise de réseautage et de coopération dans l'enseignement supérieur a fourni un appui à un réseau (HU2) d'universités pour un projet tendant à examiner et proposer un programme intitulé «Résultats de l'apprentissage du développement durable à différents niveaux et dans différentes disciplines de l'enseignement supérieur» (<a href="http://www.hu2.se/nlhu2.htm">http://www.hu2.se/nlhu2.htm</a>).</p> <p>Le Gouvernement italien a redéployé des fonds d'un montant de 8 millions d'euros au projet INFEA pour la période 2007-2009. L'expérience a montré que ce projet autorisait une coopération étroite, synergique et efficace entre les autorités nationales et les collectivités locales, ce qui a permis de promouvoir les projets d'éducation environnementale et d'éducation en vue du développement durable. Ces initiatives ont pris en considération l'importante contribution du patrimoine traditionnel, naturel et culturel local à la solution des problèmes écologiques, sociaux et économiques actuels.</p> <p>Il a été signé le 30 janvier 2008 entre les ministères italiens de l'environnement, de l'éducation et de l'université et de la recherche un Accord interministériel de promotion de l'EDD dont les objectifs sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Réorienter l'éducation formelle, non formelle et informelle vers les valeurs et priorités du développement durable;</li> <li>b) Promouvoir, à l'intention des directeurs d'école et des enseignants, des programmes de formation axés sur la création de savoirs et de compétences en matière de développement durable;</li> <li>c) Faire mieux connaître aux familles et à la communauté scolaire tout entière les initiatives tendant à promouvoir des modes de vie durables, notamment par l'adoption de technologies nouvelles;</li> <li>d) Développer les programmes d'études de manière à mettre en valeur les compétences professionnelles dans le domaine du développement durable, élargissant ainsi le marché de l'emploi dans le secteur de la durabilité;</li> <li>e) Promouvoir des projets visant expressément à améliorer l'efficacité des bâtiments scolaires en tant que «lieux d'apprentissage».</li> </ul> <p>Dans le cadre du programme ENSI, le Gouvernement hongrois a lancé le système dit des «écoécoles», réseau d'écoles qui ont reçu, après avoir fait acte de candidature, la certification de durabilité. Ce label leur permet de participer à des réunions, d'échanger du matériel, d'établir des contacts et de prendre part à des programmes nationaux et internationaux de formation en cours d'emploi. Grâce à ce réseau, les écoles disposent d'un cadre professionnel qui leur permet d'élaborer leurs propres projets de durabilité (<a href="http://www.okoiskola.hu">www.okoiskola.hu</a>).</p> <p>En Irlande, le réseau Ubuntu (<a href="http://www.ubuntu.ie/">http://www.ubuntu.ie/</a>) a été créé en 2005 pour aider les formateurs d'enseignants à intégrer l'éducation au développement et l'éducation en vue du développement durable dans la formation initiale des enseignants du secondaire. Il est financé par Irish Aid (qui relève Ministère des affaires étrangères).</p>
--	---

**Indicateur 1.3 Les politiques nationales soutiennent la synergie entre les actions liées au développement durable et celles liées à l'EDD**

<p><b>Sous-indicateur 1.3.1</b></p>	<p><b>S'il existe une politique de développement durable dans votre pays, l'EDD en fait-elle partie?</b></p>	
	<p><i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»</p>	<p><i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements; rapports des ministères compétents</p>
<p>Description</p>	<p>L'éducation en vue du développement durable est essentiellement un processus qui consiste à apprendre à agir différemment. Elle est donc un important instrument de réalisation des objectifs politiques du développement durable. Inversement, l'EDD (ou l'apprentissage) est enrichie par la réalisation des politiques et stratégies du développement durable.</p>	
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>Principes: L'éducation est non seulement un droit de l'homme, mais également une condition <i>sine qua non</i> du développement durable et un outil indispensable à une bonne gouvernance, à des décisions éclairées et à la promotion de la démocratie. En conséquence, l'éducation en vue du développement durable peut contribuer à la réalisation de notre dessein.</p> <p>13. Il faut garder à l'esprit le fait que le sens du développement durable évolue. La construction d'une société viable devrait donc être considérée comme un processus d'apprentissage permanent, s'accompagnant d'une réflexion sur les problèmes et les difficultés, et dans lequel les bonnes réponses et les bonnes solutions ne cessent d'évoluer avec l'expérience. Les objectifs de l'apprentissage en matière d'éducation en vue du développement durable devraient englober les connaissances, les compétences, la compréhension, les comportements et les valeurs.</p> <p>43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.</p>	
<p>Exemple(s)</p>	<p>L'éducation est une composante de la Stratégie nationale estonienne de développement durable (Estonie durable 21, 2005) dans le cadre du programme «Appui intellectuel et social à la société du savoir».</p> <p>Elle est aussi une composante du «Programme de transition de la République du Kazakhstan vers le développement durable pour 2007-2024»</p> <p>La Stratégie du développement durable (2003) de la Lituanie comprend un chapitre sur l'éducation et la recherche.</p> <p>Le plan national de développement économique à long terme de la Slovénie prévoit le développement durable, l'EDD étant mentionnée comme un moyen d'y parvenir. Le Ministère de l'éducation et des sports a élaboré des Directives pour l'EDD depuis l'éducation préscolaire jusqu'à l'enseignement préuniversitaire et a adopté la Stratégie de la CEE.</p> <p>L'un des principes de la Stratégie nationale suédoise pour le développement durable est que l'EDD suppose un apprentissage tout au long de la vie, de sorte que l'éducation à tous les niveaux, de même que tous les types d'éducation, doivent s'inscrire dans une perspective de développement durable (<a href="http://www.regeringen.se/sb/d/3142">http://www.regeringen.se/sb/d/3142</a>).</p> <p>En République tchèque, l'EDD est inscrite dans la Politique environnementale de l'État (<a href="http://www.env.cz/osv/edice-en.nsf/D19A3A3F73ABC1CBC125713800330A7C/\$file/spzp_en.pdf">http://www.env.cz/osv/edice-en.nsf/D19A3A3F73ABC1CBC125713800330A7C/\$file/spzp_en.pdf</a>).</p> <p>La première partie du chapitre V de ce document, intitulé «Sensibiliser le public aux questions d'environnement, à l'éducation en matière d'environnement et à la Politique environnementale de l'État» (p. 36), énonce ce qui suit: «Une sensibilisation aiguë du public dans le domaine de l'environnement est une condition préalable, et une composante prioritaire, de la bonne application de la Politique environnementale de l'État ainsi que de la Stratégie nationale pour le développement durable, qui est actuellement en cours d'élaboration». La section 4 du chapitre II</p>	

	<p>de la Stratégie tchèque pour le développement durable fait aussi une place à l'EDD (<a href="http://www.mzp.cz/AIS/web-en.nsf/pages/sustainable_development_on_national_level">http://www.mzp.cz/AIS/web-en.nsf/pages/sustainable_development_on_national_level</a>).</p> <p>En Italie, la Stratégie d'action environnementale pour le développement durable consacre les priorités inscrites au sixième Programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne, à savoir: le changement climatique; la nature et la biodiversité; la qualité de l'environnement et la qualité de vie en milieu urbain; et l'exploitation et la gestion durables des ressources naturelles et les déchets. Les engagements nationaux et internationaux auxquels l'Italie a souscrit conformément à la Stratégie de Lisbonne et à la Stratégie de Göteborg définissent des objectifs et des actions pour chacun de ces quatre grands domaines ainsi qu'un certain nombre d'indicateurs du développement durable pour suivre leur réalisation. L'éducation environnementale y est considérée comme un moyen de renforcer l'efficacité des politiques sectorielles qui sont définies par la CEE dans la Stratégie. Le rôle de l'éducation (notamment en matière d'environnement) est de favoriser une plus grande sensibilisation et une participation active de tous les citoyens, en particulier des jeunes, à la mise en œuvre de la Stratégie.</p>
--	---

THÈME 2. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'APPRENTISSAGE FORMEL, NON FORMEL ET INFORMEL

**Indicateur 2.1 Les thèmes clefs du développement durable sont abordés dans l'éducation formelle**

<b>Sous-indicateur 2.1.1</b>	<b>Les thèmes clefs du développement durable sont-ils explicitement abordés dans les cursus/programmes d'études aux différents niveaux de l'éducation formelle?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
Description	Il s'agit de savoir quels sont les thèmes clefs qui sont abordés aux différents niveaux de la classification CITE et si certains sont privilégiés (voir l'appendice I a) pour les thèmes clefs qui sont énoncés dans la Stratégie, étant entendu que l'on pourra ajouter des thèmes supplémentaires dans l'espace prévu à cet effet). Cet indicateur vise à identifier les thèmes qui sont actuellement abordés dans les programmes, cours et projets nationaux et à préciser ceux qui sont essentiels dans tel ou tel pays. Pour les niveaux 5 et 6 de la CITE, les thèmes susmentionnés devraient être incorporés dans les cours ou les projets des établissements d'enseignement supérieur, qu'ils soient obligatoires ou facultatifs.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	15. Parmi les principaux thèmes du développement durable, citons la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité aux échelons local et mondial, la démocratie et la gouvernance, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'égalité hommes-femmes, la diversité culturelle, l'aménagement rural et urbain, l'économie, les modes de production et de consommation, la responsabilité des entreprises, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la diversité biologique et du paysage. Il faut pour intégrer ces différents thèmes dans l'éducation en vue du développement durable adopter une approche holistique.	
Exemple(s)	<p>Au Royaume-Uni, le Curriculum for Excellence (Programme d'excellence) écossais aborde le développement durable dans le cadre du thème général de la citoyenneté (<a href="http://www.ltscotland.org.uk/curriculumforexcellence/">http://www.ltscotland.org.uk/curriculumforexcellence/</a>). En Angleterre, en Irlande du Nord et au Pays de Galles, le développement durable est l'une des sept dimensions interdisciplinaires du Programme national qui contribue à donner pertinence et authenticité à l'éducation. En outre, le développement durable est officiellement rattaché à quatre matières obligatoires (citoyenneté, conception et technologie, géographie et science). L'étude des changements climatiques est désormais obligatoire dans toutes les écoles secondaires (<a href="http://www.curriculumonline.gov.uk/Default.htm">http://www.curriculumonline.gov.uk/Default.htm</a>).</p> <p>Le Cadre national pour des écoles viables au Royaume-Uni définit huit filières par lesquelles les écoles peuvent aborder le développement durable (alimentation et boisson; énergie et eau; déplacements et circulation; achats et déchets; bâtiments et sols; intégration et participation;</p>	



	<p>bien-être local; et dimension globale). Bien que non obligatoire, ce cadre est de plus en plus pris en considération dans l'autoévaluation des écoles (<a href="http://www.teachernet.gov.uk/sustainableschools/index.cfm">http://www.teachernet.gov.uk/sustainableschools/index.cfm</a>).</p> <p>Le projet d'EDD de la Higher Education Academy (Royaume-Uni) a établi un «module d'orientation» sur la durabilité intitulé «Sowing Seeds» (Semer les graines) ainsi conçu: a) une introduction indiquant les différents niveaux de prise en compte de la durabilité; b) une section indiquant les principes clefs de la durabilité et les résultats de l'apprentissage par niveau, depuis le premier cycle jusqu'à la maîtrise; et c) des appendices illustrant le développement durable, avec indication de sites internet et/ou de coordonnées de correspondants. Au moment où le présent document a été rédigé, ce module était encore à l'étude (<a href="http://csf.plymouth.ac.uk/?q=node/585">http://csf.plymouth.ac.uk/?q=node/585</a>).</p> <p>Les thèmes clefs du développement durable sont inscrits au nouveau programme national d'enseignement qui doit être introduit en Lituanie à partir de l'année scolaire 2008/09.</p> <p>Ces thèmes sont inscrits au programme d'enseignement général obligatoire des établissements d'enseignement supérieur au Kazakhstan, sous le titre «Écologie et développement durable».</p> <p>Le programme slovène de l'enseignement primaire et secondaire indique les thèmes du développement durable à intégrer dans les différentes disciplines; de leur côté, les Directives pour l'EDD depuis le niveau préscolaire jusqu'à la fin des études secondaires visent les sujets interdisciplinaires à enseigner. On compte aussi en Slovénie trois réseaux pertinents, les écoécoles, les écoles saines et les écoles du réseau ASPnet de l'UNESCO, dans lesquels les écoles et les maternelles peuvent aborder les thèmes du développement durable par le biais de différents projets novateurs, dont ceux qui sont financés par le Fonds social européen (<a href="http://www.ekosola.si">www.ekosola.si</a>).</p>
--	---

<b>Sous-indicateur 2.1.2</b>	<b>Les cursus/programmes d'études aux différents niveaux de l'éducation formelle abordent-ils expressément les résultats de l'apprentissage (compétences, attitudes et valeurs) qui vont dans le sens de l'EDD ?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
Description	<p>Les compétences énumérées à l'appendice I b) reflètent les principes de la Stratégie. Les résultats de l'apprentissage sont groupés dans les quatre catégories de compétences qui sont utilisées dans le programme «Éducation pour tous» (apprendre à apprendre, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre et à travailler ensemble; voir le rapport Delors (<a href="http://www.unesco.org/delors/">http://www.unesco.org/delors/</a>)). L'objet de ce sous-indicateur est de connaître la gamme des résultats d'apprentissage et des compétences générales qui sont actuellement visés dans vos programmes et cours, ainsi que leur importance relative dans votre pays.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>11. La Stratégie reprend les dispositions essentielles de L'éducation pour tous: tenir nos engagements collectifs<sup>3</sup>.</p> <p>13. Il faut garder à l'esprit le fait que le sens du développement durable évolue. La construction d'une société viable devrait donc être considérée comme un processus d'apprentissage permanent, s'accompagnant d'une réflexion sur les problèmes et les difficultés, et dans lequel les bonnes réponses et les bonnes solutions ne cessent d'évoluer avec l'expérience. Les objectifs de l'apprentissage en matière d'éducation en vue du développement durable devraient englober les connaissances, les compétences, la compréhension, les comportements et les valeurs.</p> <p>18. Il conviendrait d'inciter les apprenants, à tous les niveaux, à engager une analyse et une réflexion systémiques, critiques et créatives dans un contexte aussi bien local que global, comme préalable à des mesures concrètes en faveur du développement durable.</p>	

<sup>3</sup> Cadre d'action de Dakar, UNESCO, 2000.

Exemple(s)	<p>La réflexion complexe et critique est visée directement dans les programmes obligatoires de l'enseignement scolaire en Espagne. En collaboration avec l'École régionale de Catalogne pour des modes de consommation durables, l'Université autonome de Barcelone a élaboré des matériels pédagogiques pour les écoles primaires et secondaires qui rattachent les habitudes de consommation et les modes de vie des apprenants aux principes de la réflexion complexe et systémique (multiplicité des perspectives, diversité, interdépendance globale/locale, incertitudes et risques, par exemple).</p> <p>Dans la Fédération de Russie, l'Association pour l'éducation environnementale (ASEKO) a élaboré un modèle interdisciplinaire et à vocation pratique d'éducation avant-gardiste ciblant aussi bien les élèves que les enseignants. Au vu des résultats d'une analyse des opinions des élèves et des parents, il a été élaboré un cours traitant de la «vie réelle» ainsi qu'un cours théorique, marquant le passage vers une approche institutionnelle globale de l'EDD. Ce cours applique des techniques d'enseignement interactives mettant l'accent sur les valeurs et les attitudes. Il est appliqué dans les écoles et universités depuis 2002. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'éducation en vue du développement durable</i>, à l'adresse <a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#R">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#R</a>.</p> <p>Au Royaume-Uni, la politique gouvernementale Every Child Matters (Chaque enfant compte) vise à améliorer le bien-être des enfants et des jeunes de la naissance à 19 ans. Elle est fondée sur des travaux de recherche qui ont démontré comment le fait d'agir sur les vues des jeunes gens apporte des résultats positifs, dont un sens civique accru et un meilleur épanouissement personnel. La Commission du développement durable du Royaume-Uni, qui a recherché les moyens par lesquels le développement durable peut aider à atteindre les objectifs de ce document politique clef, a publié un document intitulé <i>Every Child's Future Matters</i> (L'avenir de chaque enfant compte) (<a href="http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=578">http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=578</a>).</p> <p>Dans le cadre de son projet d'éducation en vue du développement durable, la Higher Education Academy s'est intéressée aux résultats de l'apprentissage du développement durable dans l'enseignement supérieur (voir le point 2.1.1).</p> <p>En Lituanie, les résultats de l'apprentissage de l'EDD sont traités dans le programme interdisciplinaire relatif au développement durable qui a été introduit à partir de l'année scolaire 2008/2009.</p> <p>Les principes qui sous-tendent la loi suédoise relative à l'enseignement (1985:1100), qui visent également l'EDD (voir le point 1.2.2 ci-dessus), ont été intégrés à tous les niveaux de l'enseignement scolaire suédois sous forme de programmes ou de cours (<a href="http://www3.skolverket.se/ki03/front.aspx?sprak=EN">http://www3.skolverket.se/ki03/front.aspx?sprak=EN</a>).</p> <p>Les résultats de l'apprentissage sont expressément abordés dans le «Cadre de l'apprentissage du développement global» (<a href="http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/Downloads/Hintergrundmaterial_national/Orientierungsrahmen_20f_C3_BCr_20den_20Lernbereich_20Globale_20Entwicklung.pdf">http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/Downloads/Hintergrundmaterial_national/Orientierungsrahmen_20f_C3_BCr_20den_20Lernbereich_20Globale_20Entwicklung.pdf</a>) et dans le document d'orientation intitulé «L'éducation au développement durable dans les écoles» (<a href="http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/Downloads/Hintergrundmaterial_national/Empfehlung_20der_20Kultusministerkonferenz_20und_20der_20Deutschen_20UNESCO-Kommission_20vom_2015.06.2007_20zur_20_22Bildung_20f_C3_BCr_20nachhaltige_20Entwicklung_20in_20der_20Schule_22.pdf">http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/Downloads/Hintergrundmaterial_national/Empfehlung_20der_20Kultusministerkonferenz_20und_20der_20Deutschen_20UNESCO-Kommission_20vom_2015.06.2007_20zur_20_22Bildung_20f_C3_BCr_20nachhaltige_20Entwicklung_20in_20der_20Schule_22.pdf</a>).</p>
------------	--

Sous-indicateur 2.1.3	<b>Les cursus/programmes d'études aux différents niveaux de l'éducation formelle abordent-ils expressément les méthodes d'enseignement ou d'apprentissage qui vont dans le sens de l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
Description	Il s'agit de connaître les méthodes qui sont appliquées pour enseigner les thèmes de l'EDD ou pour faire en sorte que l'apprentissage de l'EDD donne des résultats, et ce, à différents niveaux	

	de la CITE. Les méthodes qui sont énoncées dans la Stratégie sont visées à l'appendice I c) du modèle de présentation des rapports, un espace étant prévu pour indiquer toute méthode supplémentaire.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>28. [...] Par conséquent, l'éducation, tout en restant axée, comme par le passé, sur les différentes matières, doit s'ouvrir à l'examen pluridisciplinaire de situations de la vie réelle. [...].</p> <p>33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait:</p> <p>[...] d) Aider à mieux comprendre les problèmes d'environnement aux plans mondial, régional, national et local en les expliquant par le biais du cycle de vie, l'accent étant mis non seulement sur les incidences sur l'environnement mais aussi sur les conséquences économiques et sociales dans la perspective du milieu naturel et de l'environnement modifié par l'homme;</p> <p>e) Recourir à un vaste éventail de méthodes éducatives participatives adaptées à l'apprenant qui sont axées sur les processus et les solutions. Outre les méthodes traditionnelles, il faudrait inclure entre autres des discussions, la cartographie conceptuelle et perceptuelle, l'enquête philosophique, l'explication des valeurs, les simulations, les scénarios, les modélisations, les jeux de rôle, les jeux, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les enquêtes, les études de cas, les excursions et l'apprentissage en plein air, les projets axés sur l'apprenant, les analyses de bonnes pratiques, l'expérience sur le lieu de travail et la recherche de solutions; [...]</p>
Exemple(s)	<p>En Grèce, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage sont inscrites dans les programmes d'éducation environnementale et à différents niveaux de l'EDD conformément aux décisions des différents établissements d'enseignement. Pour faciliter la diffusion et l'application de diverses méthodes, l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEDIES) (voir le point) 6.1.1) a publié un <i>Manuel des méthodes utilisées dans l'éducation environnementale et l'éducation au développement durable</i>, que l'on peut se procurer en ligne (<a href="http://www.medies.net">www.medies.net</a>) en anglais, arabe et français.</p> <p>En Slovénie, plusieurs nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage ont été incorporées dans l'enseignement primaire suite à une réforme introduisant une scolarité primaire de neuf ans. De même, de nouvelles méthodes d'enseignement/apprentissage tendant à promouvoir l'EDD, celle-ci étant explicitement abordée dans les cursus/ programmes d'étude à différents niveaux de l'éducation formelle, seront mises au point au titre de nouveaux projets (modèles). Cette activité sera financée par le Fonds social européen et lancée en septembre 2010.</p> <p>Au Danemark, les méthodes d'enseignement, qui sont déjà appliquées dans les établissements et encouragées dans la formation des enseignants, reposent sur l'approche dite de la «compétence à l'action» (<i>action-competence</i>), c'est-à-dire un enseignement de groupe organisé autour de projets. Toutes les méthodes visées au paragraphe 33 e) de la Stratégie y sont incorporées. Le Ministère de l'éducation a lancé dernièrement un projet pilote d'enseignement de l'EDD qui est exécuté par l'École pédagogique danoise, à l'Université d'Aarhus. Les matériels pédagogiques qui seront issus de ces projets seront publiés en danois.</p>

**Indicateur 2.2 Des stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement définies**

Sous-indicateur 2.2.1	<b>Est-ce que l'EDD: a) n'est abordée que dans le cadre des matières existantes? b) s'inscrit dans une approche interdisciplinaire? c) fait l'objet de programmes et de cours spécifiques? d) fait l'objet d'un programme indépendant? e) autres démarches?</b>	
	Type: Qualitatif; «de contribution»	Sources d'information: Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
Description	L'objet de cette question est de définir les moyens par lesquels le développement durable ou l'EDD sont intégrés dans les programmes d'études, notamment dans les stratégies ou programmes nationaux/régionaux qui soutiennent certaines approches, à savoir:	
	a) Intégrer le développement durable/l'EDD dans les matières déjà enseignées (pour les établissements d'enseignement supérieur, cela s'entend des cours et disciplines);	

	<p>b) Traiter le développement durable/l'EDD comme une matière transverse ou interdisciplinaire à laquelle contribuent diverses disciplines;</p> <p>c) Offrir des cours, programmes ou séminaires intéressant précisément le développement durable/l'EDD;</p> <p>d) Offrir aux établissements d'enseignement les moyens d'aborder le développement durable/l'EDD par des projets précis conçus comme des activités ponctuelles auxquelles serait attribué un créneau horaire spécifique et qui ne seraient rattachés à aucun domaine d'études particulier, ou permettre à ces établissements de procéder ainsi (dans les établissements d'enseignement supérieur, ces activités pourraient être exécutées par le département, la faculté ou des structures interfacultés);</p> <p>e) D'autres approches, particulières à votre pays.</p>
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>28. L'éducation en vue du développement durable demande qu'on cesse de s'attacher uniquement à transmettre des connaissances pour s'attaquer aux problèmes et recenser les solutions possibles. Par conséquent, l'éducation, tout en restant axée, comme par le passé, sur les différentes matières, doit s'ouvrir à l'examen pluridisciplinaire de situations de la vie réelle. Cela pourrait avoir une incidence sur la structure des programmes d'apprentissage et les méthodes pédagogiques, et exiger des éducateurs qu'ils ne se cantonnent plus à un rôle d'émetteurs et des apprenants qu'ils ne soient plus uniquement des récepteurs. Au contraire, les deux devraient constituer une équipe.</p> <p>33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait:</p> <p>a) Être abordée de deux manières: i) par l'intégration des thèmes traités dans l'ensemble des disciplines, programmes et cours pertinents; et ii) par l'élaboration de programmes et cours spécifiques; [...]</p> <p>50. [...] les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clés suivantes pourraient être prises à cet effet: [...] renforcer le lien entre les sciences naturelles, économiques, politiques et sociales dans le cadre d'études interdisciplinaires, multidisciplinaires et spécialisées. Les études interdisciplinaires et spécialisées devraient être bien équilibrées.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>a) <i>L'EDD est abordée dans le cadre des matières déjà enseignées</i></p> <p>En Estonie, un programme intégrant les questions d'EDD dans les écoles et les maternelles a été élaboré par le Ministère de l'environnement en collaboration avec le Ministère de l'éducation et avec l'appui du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#E">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#E</a>).</p> <p>b) <i>L'EDD est abordée selon une approche transverse</i></p> <p>En Allemagne, 200 écoles ont participé à un programme fédéral qui les a aidées à définir des approches transverses de l'EDD. Ainsi, des enseignants d'une école secondaire d'État ont décidé d'aborder des thèmes liés au développement durable, selon le programme officiel, dans le cadre de l'enseignement de différentes matières. À propos de l'un de ces thèmes, l'écologie de l'eau, les élèves ont pu étudier un étang du voisinage, qui était eutrophisé. Des ateliers, des projets d'élèves, des excursions et des entretiens avec des experts ont permis d'examiner les liens entre l'eutrophisation et différentes causes de pollution. Les suggestions des élèves quant aux moyens d'améliorer la qualité de l'eau de l'étang ont été examinées avec le responsable de la ville chargé de l'assainissement. Les conclusions de ce programme, parmi d'autres, sont diffusées par le projet Transfer-21 (<a href="http://www.transfer-21.de/daten/materialien/Orientierungshilfe/Guidecompetences_engl_online.pdf">http://www.transfer-21.de/daten/materialien/Orientierungshilfe/Guidecompetences_engl_online.pdf</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, le développement durable est officiellement rattaché à quatre matières du programme national d'enseignement (voir l'exemple donné au titre du sous-indicateur 2.1.1).</p> <p>En Lituanie, un programme d'études intégrant le développement durable dans différentes matières a été élaboré pour être introduit à partir de l'année scolaire 2008/2009 en tant que composante du nouveau programme national (voir le point 1.2.2).</p>

	<p>c) <i>L'EDD fait l'objet de programmes et de cours spécifiques</i></p> <p>Les cours donnés à l'Université technique de Géorgie sur le thème de la «Politique environnementale globale» aux niveaux de la licence et de la maîtrise se sont révélés extrêmement novateurs. Ces cours, qui étaient interactifs, comprenaient des séminaires interdisciplinaires animés par les étudiants, l'objectif principal étant de faire en sorte que les diplômés aient une meilleure connaissance des grands enjeux scientifiques et sociaux, par exemple la manière dont la gestion des ressources peut aider à réduire les inégalités sociales. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#G">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#G</a>).</p> <p>Le programme d'enseignement national du Royaume-Uni considère le développement durable comme un thème interdisciplinaire (voir le point 2.1.1).</p> <p>En Arménie, des établissements d'enseignement, dont l'Université nationale d'Erevan, la Faculté d'économie et l'Université pédagogique proposaient des cours sur le développement durable, dont ceux intitulés «Le développement durable et la société humaine», «Le développement durable et la sécurité mondiale» et «Les objectifs de développement du Millénaire au cœur du développement durable».</p> <p>d) <i>Projets indépendants</i></p> <p>Le projet Heliantus d'éducation environnementale informe et éduque les jeunes et les enseignants d'Italie du sud sur les grands enjeux écologiques actuels. Financé par des contributions nationales et européennes, il comprend 10 modules. Les écoles, qui travaillent en réseaux locaux, dispensent une formation aux enseignants et évaluent leurs propres résultats par l'application de méthodes de recherche orientées vers l'action. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#I">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#I</a>).</p> <p>En Arménie, un cours intégré sur la santé et la sécurité a été mis au point dans le cadre d'un projet plus vaste d'EDD. La santé et la sécurité y étaient analysées dans différents secteurs de la société au moyen d'études de cas, de méthodes de surveillance écologique et d'examen de situations d'urgence. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A</a>). L'un des établissements d'enseignement supérieur, à savoir l'antenne d'Erevan et le Centre régional de formation de la Faculté d'économie, de statistique et d'informatique de Moscou, exploitent l'expérience acquise aux Pays-Bas dans le cadre du cours consacré au thème de l'«éducation en vue du développement durable».</p> <p>Un accord conclu entre les collectivités locales et les Ministères grecs de l'éducation et de l'intérieur appuie le recyclage des déchets scolaires. Cette initiative est liée à des cours spéciaux ainsi qu'à des matériels pédagogiques sur l'EDD, particulièrement pour l'éducation en matière de modes de consommation et de production durables. Ce programme a été lancé pour donner suite à la Stratégie.</p>
--	--

**Indicateur 2.3 Une approche institutionnelle globale de l'EDD et du développement durable est encouragée**

<b>Sous-indicateur 2.3.1</b>	<b>Les établissements d'enseignement adoptent-ils une «approche institutionnelle globale» du développement durable/de l'EDD?</b>	
	Type: Qualitatif; «de production»	Sources d'information: Établissements d'enseignement; organismes de financement
Description	L'«approche institutionnelle globale» signifie que tous les aspects du fonctionnement interne et des relations extérieures d'un établissement sont passés en revue et actualisés à la lumière des principes du développement durable et de l'EDD. Dans cette optique, chaque établissement décide de ses propres actions dans une perspective qui recoupe les trois sphères interconnectées que sont le Campus (opérations de gestion), les Programmes (enseignement/apprentissage et recherche) et la Collectivité (relations extérieures). Ce concept revient à dire que la stratégie de l'établissement et, en dernière analyse, sa culture, sont orientées vers le développement durable.	

	<p>L'approche institutionnelle globale de l'EDD gagne du terrain dans de nombreux pays. Il ne s'agit pas, au titre de cet indicateur, de demander «combien d'établissements» ont adopté cette approche, mais seulement de savoir si cette approche est mise en pratique par certains établissements à chaque niveau de la CITE.</p> <p>On cherche à savoir aussi si cette approche est appliquée dans les établissements qui dispensent une éducation non formelle (par exemple les musées, galeries d'art ou parcs nationaux) ou informelle (par exemple les collectivités locales, les entreprises ou les ONG).</p>
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>29. Les établissements d'enseignement scolaire jouent un rôle important en développant des capacités dès le plus jeune âge, en dispensant des connaissances et en influençant les attitudes et les comportements. Il importe de veiller à ce que tous les élèves et tous les étudiants acquièrent les connaissances voulues en matière de développement durable et soient conscients de l'incidence des décisions qui ne vont pas dans le sens d'un tel développement. L'établissement d'enseignement dans son ensemble – élèves et étudiants, enseignants, personnel administratif et autres membres du personnel ainsi que parents – devrait respecter les principes du développement durable.</p> <p>30. Il importe de soutenir les activités extrascolaires ou parallèles d'éducation en vue du développement durable, car elles sont un complément indispensable de l'enseignement scolaire, en ce qui concerne en particulier l'éducation des adultes. L'éducation non formelle au développement durable a un rôle particulier car elle est souvent plus axée sur l'apprenant, plus participative et elle encourage un apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage informel sur le lieu de travail est valorisant aussi bien pour les employeurs que pour les employés. Par conséquent, la coopération entre les différents acteurs qui participent à l'éducation en vue du développement durable sous toutes ses formes devrait être reconnue et encouragée.</p> <p>33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait: [...] b) Se concentrer sur les expériences d'apprentissage stimulantes qui encouragent un comportement respectueux de la durabilité, y compris dans les établissements d'enseignement, sur le lieu de travail, dans les familles et les quartiers; [...]</p> <p>54. À tous les niveaux d'instruction, les éducateurs, les responsables et les décideurs doivent approfondir leur connaissance de l'éducation en vue du développement durable pour offrir les orientations et le soutien appropriés. Par conséquent, il faut s'employer à renforcer les compétences à tous les niveaux de l'enseignement tant scolaire qu'extrascolaire.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>Au Royaume-Uni, l'Université de Plymouth a adopté une approche institutionnelle globale de façon à ce que tous les aspects de la vie de l'université contribuent à l'apprentissage de la durabilité. Au sein de cette université, le Centre pour un avenir viable collabore avec le personnel de tous les départements afin de cerner les enjeux du développement durable et de les intégrer dans leurs programmes d'études. Par le biais d'un questionnaire portant sur leurs perceptions et opinions, les étudiants ont été invités à collaborer à la gestion durable du campus. La collaboration avec la communauté a contribué à un apprentissage de la durabilité dans la région, et l'adhésion au concept d'«apprendre à apprendre» s'est traduite par un appui à l'acquisition des compétences d'apprentissage au bénéfice des étudiants et des professeurs de tous les départements (<a href="http://csf.plymouth.ac.uk">http://csf.plymouth.ac.uk</a>).</p> <p>En Grèce, une nouvelle loi (2008) applicable à toutes les universités encourage l'adoption de l'approche institutionnelle globale.</p> <p>En Suède, les universités qui ont introduit des systèmes de gestion de l'environnement fondés sur une directive gouvernementale adressée à tous les établissements publics appliquent, pour la plupart, une «approche institutionnelle globale» en incorporant dans leur mécanisme de gestion environnementale la gestion des campus, mais aussi l'éducation et la recherche (<a href="http://www.mls.adm.gu.se/">http://www.mls.adm.gu.se/</a> et <a href="http://www.hig.se/miljo/">http://www.hig.se/miljo/</a>).</p> <p>De nombreuses écoles suédoises appliquent une approche institutionnelle globale selon les principes du «système de management environnemental» (noms EMAS et ISO 14001, adaptées aux écoliers) dans le cadre de leur travail sur le développement durable (<a href="http://www.hsr.se/sa/node.asp?node=40">http://www.hsr.se/sa/node.asp?node=40</a>).</p> <p>En Slovénie, l'objectif principal des écoécoles est une approche globale de l'école, à savoir que les écoécoles sont dans l'obligation d'élaborer une stratégie pour toutes les activités de</p>

	<p>L'établissement pendant toute la durée de l'année scolaire. Un ou plusieurs thèmes de l'EDD doivent figurer dans cette stratégie et être abordés par le biais de différents projets. La mise en œuvre de la stratégie est suivie continuellement au moyen d'une autoévaluation menée par l'école elle-même ainsi que d'une évaluation externe aléatoire menée par des organismes de coordination nationaux.</p> <p>La Lituanie a lancé en 2000 un projet pilote d'application des stratégies de développement durable dans les écoles, l'École Action 21. Celle-ci: a) intègre les thèmes du développement durable dans les programmes et les activités scolaires; b) encourage les activités qui vont dans le sens de la durabilité dans la communauté locale; et c) encourage la réforme de la gestion scolaire. Les écoles de ce projet font actuellement fonction de centres consultatifs en matière d'EDD.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 2.3.2</b>	<b>Existe-t-il des mesures incitatives (directives, attribution de prix, aides financières, appuis techniques) pour promouvoir une «approche institutionnelle globale» du développement durable et de l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Quantitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, organismes de financement
Description	Voir la description sous le point 2.3.1 ci-dessus.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Se reporter aux passages pertinents de la Stratégie sous le point 2.3.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>En Autriche, l'initiative «Universités durables» a été mise en place en 1999 par le FORUM Umweltbildung pour consacrer les principes du développement durable et intégrer les thèmes correspondants dans la vie au jour le jour des établissements d'enseignement supérieur. Dans le cadre de cette initiative, il est décerné un «prix national de la durabilité» aux établissements d'enseignement supérieur publics. Sont primées les actions continues d'«enseignement supérieur durable» et non pas les projets temporaires, les personnes ou les événements ponctuels. Ce prix est réparti sur huit domaines d'action différents (par exemple les programmes, les opérations ou les initiatives des étudiants). Les universités présentent leur contribution à ce concours selon leurs points forts dans l'un ou l'autre de ces domaines.</p> <p>En Suède, le prix École viable encourage les écoles – du niveau de la maternelle jusqu'à la formation des adultes – à devenir des établissements viables par une fonction d'appui et d'inspiration. L'Agence nationale suédoise d'amélioration des écoles a énoncé, comme critères d'attribution de ce prix, le dynamisme éducatif, la formation des enseignants et du personnel, les approches pédagogiques, l'activisme des élèves et la coopération avec la communauté locale (<a href="http://www.skolutveckling.se/in_english/sustainable_development/">http://www.skolutveckling.se/in_english/sustainable_development/</a>).</p> <p>La Fondation Stiftelsen Håll Sverige Rent, qui est placée sous l'égide de la Fondation internationale pour l'éducation environnementale (FEE) (<a href="http://www.hsr.se/sa/node.asp?node=40">http://www.hsr.se/sa/node.asp?node=40</a>), décerne aux écoécoles une «bannière verte» (voir le point 2.3.1).</p> <p>La directive du Gouvernement suédois à l'adresse de tous les organismes publics a encouragé les universités à commencer à appliquer des systèmes de management environnemental. L'Agence suédoise de protection de l'environnement a soutenu cette activité par un travail de formation et d'information (<a href="http://www.mls.adm.gu.se/">http://www.mls.adm.gu.se/</a> et <a href="http://www.hig.se/miljo/">http://www.hig.se/miljo/</a>).</p> <p>En Allemagne, les mesures d'incitation en faveur de l'approche institutionnelle globale sont indiquées dans le cadre de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Les organisations, chefs de projet et districts peuvent faire acte de candidature au titre officiel de «projet/district de la Décennie» et un jury se prononce sur l'adéquation du dossier de candidature à l'EDD et sur le caractère notateur du projet. Les lauréats sont primés officiellement et inscrits au portail de la Décennie (<a href="http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/04_UN_Dekade_Deutschland/06_Dekade-Projekte/Ausgezeichnete_20Offizielle_20Dekade-Projekte.html">http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/04_UN_Dekade_Deutschland/06_Dekade-Projekte/Ausgezeichnete_20Offizielle_20Dekade-Projekte.html</a>).</p>	

	<p>Au Royaume-Uni, l'approche globale de l'école est encouragée par la publication de documents d'orientation. Le Département de l'enfant, de l'école et de la famille a établi divers documents de ce type pour des écoles viables, dont des directives à l'intention des directeurs et trésoriers des écoles ainsi que des outils de planification pour les hauts responsables (par exemple un outil d'autoévaluation de la viabilité de l'école) (<a href="http://www.dfes.gov.uk/aboutus/sd">http://www.dfes.gov.uk/aboutus/sd</a>). Le Fonds spécialisé pour les écoles et les académies a publié un document intitulé <i>Raising standards: making sense of the sustainable schools agenda</i> (Élever le niveau en intégrant les principes de l'école viable) (<a href="http://www.ssatrust.org.uk/eshop">www.ssatrust.org.uk/eshop</a>).</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 2.3.3</b>	<b>Les institutions/les apprenants définissent-ils eux-mêmes les indicateurs du développement durable/de l'EDD de leur établissement?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, organismes de financement
Description	<p>L'élaboration d'indicateurs spécifiques du développement durable au sein d'un établissement suppose un débat et des négociations sur le sens même de la notion de développement durable dans le contexte considéré; il est donc symptomatique de l'existence d'un apprentissage de la durabilité. Ce processus peut se dérouler à tous les niveaux de la CITE ainsi qu'au sein de groupes non formels.</p> <p>Voir également la description de l'approche institutionnelle globale au titre du point 2.3.1 ci-dessus.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 2.3.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>Treize régions d'Italie ont entrepris un travail de recherche sur une année afin de définir des indicateurs de qualité pour tous les aspects éducatifs visés par les initiatives régionales d'éducation environnementale. Ce travail a abouti à un ensemble d'indicateurs de qualité qui sert de lignes directrices pour la définition de critères de qualité dans les différentes régions. Ces critères s'appliquent à de nombreux domaines de l'éducation: éducation formelle, éducation non formelle, information au sens d'«éducation du public» et initiatives participatives dans le cadre du programme Action 21.</p> <p>En Suède, les critères de suivi, d'audit, d'établissement de rapports et d'amélioration continue dans le cadre des systèmes de management environnemental ont amené les universités à définir des indicateurs du développement durable/de l'EDD intéressant aussi la recherche en matière d'éducation et la gestion des campus (<a href="http://www.mls.adm.gu.se/">http://www.mls.adm.gu.se/</a> et <a href="http://www.hig.se/miljo/">http://www.hig.se/miljo/</a>).</p> <p>À l'Université de Brighton, au Royaume-Uni, les usagers de chaque site universitaire ont constitué des équipes d'intervention multipartites pour examiner les moyens d'améliorer la durabilité de leur site et observer les progrès accomplis. Ces actions ont permis non seulement d'améliorer la performance environnementale, mais aussi d'inciter le personnel et les étudiants à approfondir leurs connaissances en matière de développement durable (<a href="http://www.brighton.ac.uk/sustainabledevelopment/index.php?PageId=470">www.brighton.ac.uk/sustainabledevelopment/index.php?PageId=470</a>).</p>	

**Indicateur 2.4 L'EDD est soumise à des mécanismes d'évaluation et d'amélioration de la qualité**

<b>Sous-indicateur 2.4.1</b>	<p>a) <b>Existe-t-il dans votre pays des mécanismes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation?</b></p> <p>b) <b>Abordent-ils l'EDD?</b></p> <p>c) <b>Existe-t-il des mécanismes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation qui abordent l'EDD dans les systèmes nationaux?</b></p>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères chargés de l'éducation



Description	Il s'agit de savoir où les critères de l'EDD sont incorporés dans les systèmes d'évaluation de la qualité de l'éducation formelle (pour différents niveaux de la CITE) ainsi que de l'éducation non formelle et informelle.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	45. Le secteur éducatif fait intervenir un large éventail d'acteurs auxquels s'appliquent des systèmes de gestion réglementaires différents selon les pays. Il s'adresse aussi à des personnes d'âges et de statuts différents. La difficulté consiste à examiner et mettre en œuvre la réforme nécessaire de l'élaboration des politiques et du cadre opérationnel du secteur éducatif sur la base de la confiance et de la complémentarité et sans exclusive, et à encourager l'autoévaluation.
Exemple(s)	<p>En Allemagne, les écoles sont encouragées à devenir des écoécoles (initiative FEE). Il leur est proposé, à cet effet, un système d'autoévaluation fondé sur une conception intégrée de l'EDD, englobant la planification, la vie de l'établissement et sa gestion, la formation, les cours, les talents et compétences, les ressources et la coopération avec les partenaires de l'extérieur. Cette première étape est suivie d'un atelier pratique, avec attribution des responsabilités. Un an plus tard, le résultat des mesures est réévalué (<a href="http://lbs.hh.schule.de/umwelterz/DGU/projekte/umweltschule/index.html">http://lbs.hh.schule.de/umwelterz/DGU/projekte/umweltschule/index.html</a>). Des critères et outils d'évaluation de l'EDD dans différents établissements d'enseignement ont été mis au point dans le cadre d'autres initiatives (<a href="http://www.umweltbildung.de/395.html?&amp;fontsize=7&amp;print=">http://www.umweltbildung.de/395.html?&amp;fontsize=7&amp;print=</a>).</p> <p>L'EDD n'est pas officiellement évaluée au Royaume-Uni, mais l'inspection des écoles (<i>Ofsted</i>), organisme gouvernemental, a étudié l'impact de l'EDD sur la performance des écoles et les futures inspections pourraient ainsi s'inspirer des résultats obtenus (<a href="http://www.ofsted.gov.uk/">http://www.ofsted.gov.uk/</a>).</p> <p>En Slovénie, la coordination nationale des écoécoles établit chaque année, en fonction de critères internationaux, des critères nationaux qui sont inscrits parmi les thèmes du développement durable. Toutes les écoécoles sont tenues d'élaborer des rapports annuels sur leurs résultats au regard des critères nationaux et, si elles satisfont à tous les critères pertinents, elles se voient décerner la bannière verte.</p> <p>Le réseau international ENSI a élaboré un document d'orientation sur la base d'études de cas et de travaux de recherche comparative à l'intention des écoles qui souhaitent évaluer la progression de l'ensemble de leur établissement vers l'EDD. Ces directives ont été traduites dans 14 langues et sont à présent appliquées par divers réseaux scolaires dans différents pays de la CEE (<a href="http://www.ensi.org">www.ensi.org</a>).</p>

**Indicateur 2.5 Des méthodes et des outils relatifs à l'EDD dans l'apprentissage non formel et informel sont en place pour favoriser l'évolution des connaissances, des attitudes et des pratiques**

Sous-indicateur 2.5.1	<b>Les thèmes du développement durable sont-ils abordés dans les activités informelles de sensibilisation du public?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et associations professionnelles, ministères compétents
Description	Il s'agit d'obtenir des renseignements sur les activités qui cherchent à sensibiliser le public aux thèmes du développement durable.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait: [...] e) Recourir à un vaste éventail de méthodes éducatives participatives adaptées à l'apprenant qui sont axées sur les processus et les solutions. Outre les méthodes traditionnelles, il faudrait inclure entre autres des discussions, la cartographie conceptuelle et perceptuelle, l'enquête philosophique, l'explication des valeurs, les simulations, les scénarios, les modélisations, les jeux de rôle, les jeux, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les enquêtes, les études de cas, les excursions et l'apprentissage en plein air, les projets axés sur l'apprenant, les analyses de bonnes pratiques, l'expérience sur le lieu de travail et la recherche de solutions;	

	<p>[...]</p> <p>35. L'apprentissage non formel ou informel, y compris les programmes de sensibilisation du public, devraient viser à mieux faire comprendre les liens entre les questions sociales, économiques et environnementales aux plans local et mondial, dans une perspective temporelle. Les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG ont un rôle important à jouer pour sensibiliser le public au développement durable.</p> <p>37. Les médias sont un moyen puissant d'orienter le choix des consommateurs et les styles de vie, en particulier chez les enfants et les jeunes. Il faut mobiliser leur savoir-faire et trouver des circuits de distribution pour transmettre une information fiable et des messages clés sur les questions liées au développement durable.</p>
Exemple(s)	<p>Au Bélarus, le Forum écologique national vise à faire participer le plus largement possible tous les secteurs de la société au mouvement écologique. Il se déroule généralement en trois étapes: a) au niveau des districts (ou des agglomérations urbaines); b) dans les régions; et c) à l'échelon national, par une cérémonie de clôture solennelle marquée par l'attribution de récompenses aux lauréats des concours nationaux, une exposition sur le thème «Technologies modernes au service de l'exploitation des ressources naturelles et de la protection de l'environnement», des randonnées, des foires-expositions, des kermesses et un concert de gala. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#B">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#B</a>).</p> <p>En Lituanie, une émission hebdomadaire ("Une seule planète") a été diffusée dans le cadre d'un programme radiophonique national consacré aux questions de développement durable pendant la période 2002-2006. Le développement durable a également été couvert par une émission hebdomadaire «L'ouverture aux connaissances» pendant la période 2006-2008.</p> <p>Aux Pays-Bas, depuis le lancement des activités locales du programme Agenda 21 local, le public est tenu informé des questions liées au développement durable sur plusieurs sites Web et par des revues électroniques. Des concours sont organisés dans les villes et villages autour d'un dispositif de surveillance du développement durable dénommé «Compteur de l'Agenda 21 local» (<a href="http://www.duurzaamheidsmeter.nl/english">www.duurzaamheidsmeter.nl/english</a>). Il existe d'autres exemples de sources d'information du public, dont deux sites web (<a href="http://www.earthday.nl">www.earthday.nl</a> et <a href="http://www.insnet.org/nl">www.insnet.org/nl</a>) et des campagnes conjointes d'ONG (par exemple, la campagne «HIER» sur les changements climatiques (<a href="http://www.hier.nu">www.hier.nu</a>)).</p>

<b>Sous-indicateur 2.5.2</b>	<b>Un apprentissage sur le lieu de travail (par exemple pour les petites entreprises, les agriculteurs, les syndicats ou les associations) abordant des thèmes du développement durable est-il soutenu?</b>	
	<i>Type:</i> Quantitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et des associations professionnelles, ministères compétents
Description	Il s'agit de savoir s'il existe des expériences d'apprentissage sur le lieu de travail abordant des thèmes du développement durable et s'il existe aussi des mesures d'incitation ou d'autres formes de soutien aux niveaux national ou régional à cet effet. Le soutien peut provenir de l'État, mais aussi d'organisations du secteur privé soucieuses de promouvoir le concept de développement durable auprès de leurs employés, par exemple dans le cadre de leur stratégie de responsabilité sociale d'entreprise.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	38. Tous les secteurs de la population active peuvent contribuer à la viabilité aux échelons national, régional et mondial. L'élaboration de programmes de formation spécialisés destinés à doter les cadres et les décideurs des connaissances et compétences qui leur permettent de contribuer au développement durable est considérée comme un élément essentiel de l'éducation en vue du développement durable <sup>4</sup> .	

<sup>4</sup> Voir aussi le cadre de projet de programme d'application de la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable.

	<p>39. Ainsi, la formation professionnelle et continue a un rôle très important à jouer et devrait donc être proposée aux décideurs et à tous les cadres, en particulier ceux qui interviennent dans la planification et la gestion. Elle devrait viser à renforcer les connaissances et à favoriser une meilleure prise de conscience du développement durable. La formation continue comprend deux grands volets: a) l'amélioration des connaissances et des compétences; b) la diffusion des nouvelles compétences nécessaires dans les différentes professions et dans différentes situations. C'est un domaine qui aurait tout à gagner d'une coopération entre le secteur de l'éducation, les autres parties prenantes et l'ensemble des citoyens.</p> <p>52. Les qualifications et connaissances en matière de développement durable devraient être continuellement approfondies et faire ainsi partie du processus permanent d'apprentissage, y compris dans des secteurs tels que l'administration publique, le secteur privé, l'industrie, les transports et l'agriculture. Le savoir doit se renouveler en permanence et de nouvelles compétences doivent être introduites pour étoffer la notion de développement durable eu égard à l'évolution constante des connaissances techniques dans de nombreux domaines.</p> <p>53. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: offrir aux cadres, notamment lorsqu'ils s'occupent d'aménagement, de gestion et de médias, des possibilités d'apprentissage concernant le développement durable dans le cadre de la formation continue; encourager et soutenir les activités locales de sensibilisation au développement durable; développer la coopération avec les ONG et soutenir leurs activités éducatives; promouvoir la coopération entre les établissements scolaires et les formes d'éducation non institutionnelles ainsi que les activités informelles; encourager les médias à informer le grand public et à organiser des débats concernant le développement durable.</p>
Exemple(s)	<p>En Arménie, 103 députés, experts auprès du Parlement, membres de la Cour constitutionnelle et vice-ministres ont participé à un stage de formation au développement durable pendant une période d'une année (2004-2005). Une commission parlementaire ad hoc composée de membres de la majorité et de l'opposition a permis d'inscrire les principes du développement durable dans le nouveau projet de Constitution. Le public a été sensibilisé à cette question grâce à la couverture médiatique de ce processus. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, dans le cadre du projet Greater Expectations mené dans le sud-ouest de l'Angleterre, il a été élaboré un stage agréé intitulé «Smart business thinking», portant notamment sur la réflexion systémique, l'apprentissage des moyens d'apprentissage et la reconnaissance des valeurs. Des employés ont été formés à piloter leurs collègues dans les différents programmes d'apprentissage en gardant à l'esprit ces principes du développement durable. Il est désormais inscrit au cahier des charges de certains projets financés par l'Union européenne que ceux-ci doivent soutenir l'apprentissage général sur le lieu de travail dans la région.</p> <p>En Lituanie, les centres régionaux de formation professionnelle à long terme des agriculteurs organisent, depuis 2005, des stages de formation à l'agriculture biologique (<a href="http://www.zum.lt/mmc/index_english_centres.htm">http://www.zum.lt/mmc/index_english_centres.htm</a>).</p> <p>Pour aider les entreprises et leurs organisations à mettre en œuvre le principe de responsabilité sociale de l'entreprise, il a été établi aux Pays-Bas une plateforme nationale «MVO» (responsabilité sociale de l'entreprise) qui fournit un soutien dans les domaines de l'information, des subventions, des bonnes pratiques, des conférences, du savoir et de la recherche (<a href="http://www.mvonederland.nl/english/">http://www.mvonederland.nl/english/</a>).</p> <p>Dans la Fédération de Russie, l'Université d'État de Sakhaline a créé, en collaboration avec l'ONG britannique Living Earth Foundation et la Sakhalin Energy Investment Company, une chaire de développement durable dont une unité mène une vaste gamme de projets communautaires à Sakhaline (<a href="http://www.livingearth.org.uk/russia_programmes/sakhalin_island/sakhalin_island_sustainable_development.html">http://www.livingearth.org.uk/russia_programmes/sakhalin_island/sakhalin_island_sustainable_development.html</a>).</p> <p>En Allemagne, plus de 500 exemples de bonnes pratiques montrant comment des entreprises ont réussi à motiver leurs employés et à les amener à contribuer au développement durable peuvent être consultés dans une base de données en ligne (<a href="http://www.mimona.de">www.mimona.de</a>).</p>

<b>Sous-indicateur 2.5.3</b>	<b>Des instruments d'évaluation (par exemple études, enquêtes, etc.) des résultats de l'EDD obtenus par le biais de l'apprentissage non formel et informel ont-ils été mis en place?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»/«de résultat»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et associations professionnelles, ministères compétents
Description	L'évaluation des résultats de l'éducation non formelle et informelle est loin d'être simple. Pour cette raison, il est demandé, au titre de ce sous-indicateur, des précisions au sujet des efforts qui ont été faits pour évaluer la production et le résultat de ces activités.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur [...] les effets économiques de l'éducation en vue du développement durable et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'éducation en vue du développement durable et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.	
Exemple(s)	<p>En Grèce, la Elliniki Etairia (société hellénique pour la protection de l'environnement et du patrimoine culturel) organise tous les deux ans une vaste enquête par sondage pour déterminer la connaissance qu'a le public des questions d'environnement et de développement durable, sa compréhension de ces questions et son comportement à cet égard (avec une méthode semblable à celle des sondages Eurobaromètre). Cette étude est menée en liaison avec de grandes manifestations et campagnes.</p> <p>L'une des méthodes les plus populaires pour «mesurer» les résultats de l'EDD dans le comportement à l'égard du développement durable est celle dite de l'«empreinte». On peut en trouver plusieurs applications à l'adresse <a href="http://www.wwf.be/eco-footprint/nl">www.wwf.be/eco-footprint/nl</a> ainsi qu'à l'adresse <a href="http://www.duurzamevoetafdruk.nl/en/cms/home.asp">www.duurzamevoetafdruk.nl/en/cms/home.asp</a>. Pour d'autres exemples d'applications internationales de la méthode de l'empreinte, on se reportera au site <a href="http://www.footprintnetwork.org">www.footprintnetwork.org</a>.</p> <p>Il est difficile de trouver des travaux de recherche sur les effets à long terme de l'éducation. L'éducation environnementale étant implantée de longue date aux Pays-Bas, l'organisation néerlandaise Field Study a évalué, en collaboration avec les Universités d'Utrecht et de Wageningen, les changements intervenus au niveau des connaissances, des attitudes et du comportement des étudiants qui avaient suivi des cours d'éducation environnementale un an, sept ans et quinze ans plus tôt (<a href="http://www.veldwerk nederland.nl/overzicht19#A476">http://www.veldwerk nederland.nl/overzicht19#A476</a>).</p>	

### **Indicateur 2.6 La mise en œuvre de l'EDD est un processus multiparties prenantes**

<b>Sous-indicateur 2.6.1</b>	<b>La mise en œuvre de l'EDD est-elle un processus multiparties prenantes?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et associations professionnelles, ministères compétents
Description	Voir les passages ci-après. On notera que ces processus peuvent aussi faire partie des stratégies des organisations du secteur privé en matière de responsabilité sociale.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>26. L'éducation en vue du développement durable exige une coopération et des partenariats entre toutes les parties prenantes. Les principaux acteurs sont les pouvoirs publics et les autorités locales, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les secteurs des transports et de l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, diverses communautés, les peuples autochtones et les organisations internationales.</p> <p>36. [...] Des partenariats entre les ONG, les pouvoirs publics et le secteur privé valoriseraient singulièrement l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>73. Les parties prenantes concernées, y compris les pouvoirs publics locaux, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les transports,</p>	

	<p>l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, les communautés locales, les peuples autochtones et les organisations internationales devraient être invités à définir leurs priorités et à assumer la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie.</p>
Exemple(s)	<p>L'Espagne a lancé un programme d'apprentissage multipartite sur quatre ans intitulé «Comprendre avant d'entreprendre». En application de la Convention de Ramsar sur les zones humides, l'Espagne a établi un plan national de communication, d'éducation et de sensibilisation du public, ou CEPA en abrégé. Au fil du processus, la lettre «P», initiale du mot «public», est devenue le symbole de «participation»: ont participé aux séminaires des gestionnaires, des éducateurs, des administrateurs, des ONG, des universitaires et des entreprises du secteur privé. À l'issue de ces travaux, la gestion durable des ressources a été reconnue comme étant un processus d'apprentissage continu. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S</a>).</p> <p>En Suisse, l'Association universitaire pour l'enseignement global/général (GEDUC) organise dans les universités un programme composé de «métacours» dans le cadre duquel des étudiants et des enseignants de différentes disciplines se réunissent pour examiner les questions de société et d'environnement qui sont à caractère interdisciplinaire. Les autres parties prenantes à ce programme d'EDD sont, notamment, des organisations de la société civile et d'anciens étudiants. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S</a>) et le site Web de l'association (<a href="http://www.geduc.org/projets/metacours.html">http://www.geduc.org/projets/metacours.html</a>).</p> <p>Le Réseau des universités de la mer Baltique, qui est coordonné par l'Université d'Uppsala (Suède) depuis 1991, rassemble des sociétés nationales et locales de télévision de Finlande, de Lettonie et de Pologne, des municipalités et administrations locales, l'Union des villes de la mer Baltique et des ONG (<a href="http://www.balticuniv.uu.se/">http://www.balticuniv.uu.se/</a>).</p> <p>Le Gouvernement du Royaume-Uni a créé une ONG «caisse de résonance» pour mettre à l'essai les initiatives du pays en matière d'EDD (voir le point 1.2.6).</p> <p>Depuis 2002, le Bureau d'information méditerranéenne pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE) gère le secrétariat de deux «cercles»: COMPSUD (Cercle des représentants parlementaires méditerranéens pour le développement durable) et COMJESD (Cercle des journalistes méditerranéens pour l'environnement et le développement durable). Ces groupements s'attachent, entre autres, à dispenser à leurs membres, et plus généralement aux parlementaires et aux journalistes, un enseignement approfondi sur les enjeux du développement durable. Ils se sont déjà réunis plusieurs fois (pratiquement une fois par an). Il est à présent question de créer un troisième cercle, consacré aux organisations féminines, avec un programme consacrant une place centrale à l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>En Allemagne, la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable est un processus multipartites prenantes (voir le point 1.2.6 et <a href="http://www.bne-portal.de">www.bne-portal.de</a>).</p>

THÈME 3. DOTER LES ÉDUCATEURS DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES POUR  
POUVOIR INTÉGRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LEURS  
PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT

**Indicateur 3.1 L'EDD est une composante de la formation des éducateurs**

<b>Sous-indicateur 3.1.1</b>	<b>L'EDD est-elle une composante de la formation initiale des éducateurs?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, Ministère de l'éducation
Description	La formation initiale des éducateurs s'entend des études entreprises par les nouveaux enseignants/chargés de cours/formateurs pour obtenir l'agrément/le certificat/le diplôme nécessaire pour devenir un enseignant qualifié. Il peut être exigé de certains chargés de cours qu'ils suivent des stages liés à l'EDD pendant la préparation de leur doctorat (voir aussi les passages ci-après).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>31. Il est extrêmement important pour le succès de l'éducation en vue du développement durable que les éducateurs reçoivent une formation initiale et des cours de recyclage appropriés et qu'ils aient la possibilité de partager leur expérience. En étant mieux conscients du développement durable et en le comprenant mieux, s'agissant surtout des aspects qui touchent à leur domaine de travail, ils peuvent être plus efficaces et donner l'exemple. La formation devrait être aussi étroitement liée aux résultats des recherches pertinentes sur le développement durable.</p> <p>54. À tous les niveaux d'instruction, les éducateurs, les responsables et les décideurs doivent approfondir leur connaissance de l'éducation en vue du développement durable pour offrir les orientations et le soutien appropriés. Par conséquent, il faut s'employer à renforcer les compétences à tous les niveaux de l'enseignement tant scolaire qu'extrascolaire.</p> <p>55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin [développer la compétence du secteur éducatif en matière d'éducation en vue du développement durable]: encourager le renforcement des compétences du personnel éducatif, notamment par des mesures visant à sensibiliser davantage les responsables aux questions intéressant le développement durable; définir des critères qui permettent de valider les compétences professionnelles en matière d'éducation en vue du développement durable; introduire et développer des systèmes de gestion du développement durable dans les établissements scolaires et les structures d'enseignement extrascolaire; inclure les questions se rapportant au développement durable dans les programmes de formation et de recyclage pour les éducateurs à tous les niveaux d'études; et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.</p>	
Exemple(s)	<p>Trois universités grecques (l'Université d'Athènes, l'Université de Thessalonique et l'Université de Ioannina) collaborent à un cours sur le développement durable et l'EDD dans le cadre du programme intra-universitaire d'enseignement des sciences (chimie) dispensé pendant deux ans au niveau du 3<sup>e</sup> cycle (DICHINET). Ce cours débouche sur la maîtrise avec possibilité de poursuivre jusqu'au doctorat. Près de la moitié des étudiants inscrits chaque année sont des enseignants qui pratiquent déjà dans des écoles primaires ou secondaires et qui ont obtenu du Ministère de l'éducation, ou de leur employeur dans le cas des écoles privées, un congé avec solde afin d'approfondir leurs connaissances dans ce domaine.</p> <p>Au Kazakhstan, le cours pilote intitulé «Écologie et développement durable» a été introduit en 2008 au niveau du premier cycle de l'enseignement supérieur à l'Institut pédagogique d'État de Pavlodar.</p> <p>En Suède, l'enseignement du développement durable et l'EDD sont intégrés à la formation initiale des enseignants sous la forme de cours facultatifs ou obligatoires, et la plupart des établissements de formation des enseignants coopèrent avec le projet Global School d'éducation au développement durable (<a href="http://www.denglobalaskolan.com/">http://www.denglobalaskolan.com/</a>) ou utilisent du matériel de ce projet.</p>	

<b>Sous-indicateur 3.1.2.</b>	<b>L'EDD est-elle une composante de la formation en cours d'emploi des éducateurs?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, Ministère de l'éducation
Description	Les éducateurs qui participent déjà à des programmes d'enseignement formel, non formel ou informel devraient acquérir les compétences nécessaires pour appliquer l'EDD à tous les niveaux et dans toutes les formes d'éducation. Dans le cadre de cette formation, le contenu du concept de développement durable (thèmes clefs) et la méthodologie devraient être tout aussi importants. Même les enseignants chevronnés et ceux qui exercent dans des établissements d'enseignement supérieur ont besoin d'être formés en cours d'emploi afin qu'ils puissent revoir ou actualiser leurs connaissances et leurs méthodes dans ce domaine.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 3.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>En Arménie, un stage intégré à l'intention des enseignants des écoles et des universités a été mis au point pendant la période 2005-2008 pour inculquer des connaissances et des pratiques pertinentes dans le domaine de la santé et de la sécurité. Ce programme prévoit: a) un examen de l'expérience internationale; b) la définition d'un plan de travail et d'un programme d'études; c) l'élaboration d'un matériel pédagogique et l'utilisation de méthodes d'enseignement actives. Des auxiliaires pédagogiques et des directives ont été élaborés et publiés.</p> <p>En Slovaquie, des stages annuels de formation en cours d'emploi sont organisés à l'intention des enseignants des écoécoles, des écoles de promotion de la santé et des écoles associées à l'UNESCO.</p> <p>Un programme de formation en cours d'emploi à l'intention des enseignants des écoles secondaires sur les enjeux des changements climatiques a été exécuté en 2005-2007 dans cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). Ce programme était organisé par le CAREC en coopération avec l'ONG britannique Field Studies Council.</p> <p>En Lituanie, un programme de formation en cours d'emploi à l'intention d'équipes scolaires est organisé par le Ministère de l'éducation et des sciences depuis 2006. Principale activité du réseau national d'EDD, ce programme est dirigé par un groupe de chercheurs universitaires et de professeurs.</p>	

<b>Sous-indicateur 3.1.3.</b>	<b>L'EDD est-elle une composante de la formation des responsables et du personnel administratif des établissements d'enseignement?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, Ministère de l'éducation
Description	La mise en place, dans la durée, de l'EDD dans tout établissement repose sur la direction et l'administration de cet établissement. Le personnel dirigeant et administratif devrait acquérir les compétences nécessaires pour mettre en œuvre de l'EDD selon les responsabilités de chacun (se reporter aussi à la description donnée sous le point 2.3.1 et aux passages cités sous le point 3.1.1).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les paragraphes 54 et 55 de la Stratégie, cités sous le point 3.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>En Slovaquie, des stages annuels de formation en cours d'emploi à la gestion durable des écoles sont organisés à l'intention d'équipes composées aussi bien d'enseignants que de personnel technique (directeurs, agents de nettoyage, cuisiniers, gouvernantes, par exemple).</p> <p>Au Royaume-Uni, le Centre for Excellence in Leadership a publié <i>Leadership for sustainability: Making sustainable development a reality for leaders</i> (Piloter la durabilité: faire du développement durable une réalité pour les dirigeants) (<a href="http://www.centreforexcellence.org.uk">www.centreforexcellence.org.uk</a>).</p>	

	<p>En 2000-2003, l'ONG britannique Forum for the Future a organisé des séminaires et mis au point des trousseaux à outils à l'intention des hauts cadres des établissements d'enseignement supérieur. L'objectif de cette formation était de donner à ces responsables les moyens d'inscrire la viabilité dans leurs processus de planification opérationnelle et stratégique, leurs politiques de recherche et la planification de leurs programmes d'enseignement. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#U">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#U</a>).</p> <p>En Suède, des responsables et administrateurs de certaines universités ont reçu une formation de base au développement durable et à l'EDD dans le cadre de systèmes de management environnemental (<a href="http://www.mls.adm.gu.se/">http://www.mls.adm.gu.se/</a> et <a href="http://www.hig.se/miljo/">http://www.hig.se/miljo/</a>).</p> <p>En Allemagne, plus de 150 «multiplicateurs» participent à des programmes de formation qui leur permettent d'aider les organisations éducatives à mettre en œuvre une EDD et/ou d'améliorer l'application de l'EDD (<a href="http://www.transfer-21.de/index.php?p=230;">http://www.transfer-21.de/index.php?p=230;</a> <a href="http://www.bne-ganztagsschule.de/">http://www.bne-ganztagsschule.de/</a>).</p>
--	---

### Indicateur 3.2 Les éducateurs ont la possibilité de coopérer dans le domaine de l'EDD

<b>Sous-indicateur 3.2.1</b>	<b>Existe-t-il des réseaux/des forums d'enseignants et/ou de responsables/ d'administrateurs actifs dans le domaine de l'EDD dans votre pays?</b>	
	Type: Qualitatif; «de production»	Sources d'information: établissements d'enseignement, ministères compétents
Description	Les réseaux sont une ressource importante pour l'EDD car ils permettent de mettre en commun les données d'expérience et les bonnes pratiques, d'engager des débats utiles, d'innover et de faciliter l'apprentissage par les pairs à tous les niveaux. Ils peuvent s'appuyer sur les thèmes du développement durable, les niveaux de la classification CITE ou les localités, ou chercher à travailler par-delà les frontières classiques. Les réseaux/forums peuvent fonctionner aussi comme des lieux de réunion virtuelle grâce aux TIC.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	[...] 55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin [développer la compétence du secteur éducatif en matière d'éducation en vue du développement durable]: [...] et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.	
Exemple(s)	<p>En République tchèque, un forum d'universitaires regroupant des professeurs qui participent à des programmes d'EDD dans l'enseignement supérieur invite d'autres parties prenantes à participer à ses réunions (conférences) périodiques. Ce forum a été créé en vue d'un dialogue interdisciplinaire en 1998 (<a href="http://cozp.cuni.cz/COZPEN-1.html">http://cozp.cuni.cz/COZPEN-1.html</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, la South-West Learning for Sustainability Coalition est un réseau régional d'enseignants de tous les niveaux et de tous les secteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle. L'information est mise en commun chaque mois et des réunions sont organisées occasionnellement par vidéoconférence (<a href="http://www.swshaper.net">www.swshaper.net</a>).</p> <p>En Grèce, l'Union panhellénique d'éducateurs en matière de développement durable et d'EDD (PEEKPE), composée d'environ 2 000 membres, soutient de nombreuses activités dans le pays, dont l'organisation de séminaires de formation (<a href="http://www.peekpe.gr">www.peekpe.gr</a>).</p> <p>En Lituanie, un réseau national d'EDD créé en 2006 est animé par des équipes composées de personnels enseignants et administratifs des écoles et de chercheurs en milieu universitaire qui s'intéressent au développement durable et à l'EDD (un site Web est en préparation à l'adresse <a href="http://www.pprc.lt">www.pprc.lt</a>).</p> <p>À Gotland (Suède), on met en place un centre pour l'apprentissage du développement durable pour contribuer au développement des connaissances dans les pays les plus démunis (<a href="http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&amp;a=33906&amp;language=en_US">http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&amp;a=33906&amp;language=en_US</a>).</p> <p>En Suède, de nombreux enseignants des écoles coopèrent avec le projet «École globale» (<a href="http://www.denglobalaskolan.com/">http://www.denglobalaskolan.com/</a>). Il existe aussi, dans le pays, un système d'intégration du développement durable dans l'enseignement supérieur, le réseau HU2 (<a href="http://www.hu2.se/">http://www.hu2.se/</a>).</p> <p>En Allemagne, outre la structure mentionnée parmi les exemples du point 3.1.3, il existe un réseau d'établissements d'enseignement supérieur (<a href="http://www.eco-campus.net/">http://www.eco-campus.net/</a>).</p>	



	<p>Il existe aussi d'autres réseaux pertinents, à savoir:</p> <p>En Slovaquie, le réseau national de coordonnateurs des écoécoles (<a href="http://www.drustvo-doves.si/es/?page=uvodang">http://www.drustvo-doves.si/es/?page=uvodang</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, le Higher education partnership for sustainability in 2000–2003 (Partenariat de l'enseignement supérieur pour la durabilité en 2000-2003) et le Sustainability Integration Group Network (Réseau de groupe d'intégration de la durabilité) (SIGnet) (<a href="http://www.sig-net.org.uk">www.sig-net.org.uk</a>).</p> <p>Le réseau d'universités écossaises pour la durabilité (SUNS) (<a href="http://www.suns.org.uk">www.suns.org.uk</a>).</p> <p>Le réseau tchèque d'écoconseil (STEP) (<a href="http://www.ekoporadna.cz/">http://www.ekoporadna.cz/</a>).</p> <p>Le réseau national d'écoécoles (<a href="http://www.eco-schools.org/index.htm">http://www.eco-schools.org/index.htm</a>).</p> <p>Un réseau au Danemark (<a href="http://www.uboportalen.dk">www.uboportalen.dk</a>).</p> <p>Un réseau en Norvège (<a href="http://www.miljolare.no">www.miljolare.no</a>).</p> <p>Un réseau en Pologne (<a href="http://www.OAI.pl">www.OAI.pl</a>).</p> <p>Aux Pays-Bas, deux réseaux d'EDD, l'un pour l'enseignement supérieur (<a href="http://www.dho.nl">www.dho.nl</a>) et l'autre pour la formation des enseignants (<a href="http://www.duurzamepabo.nl">www.duurzamepabo.nl</a>).</p> <p>L'initiative méditerranéenne MEDIES (<a href="http://www.medies.net">www.medies.net</a>).</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 3.2.2</b>	<b>Les réseaux/forums d'EDD sont-ils financés, de quelque façon que ce soit, par l'État?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, ministères compétents
Description	<p>L'appui financier de l'État et/ou des collectivités locales peut se présenter sous la forme d'un financement direct, d'une contribution en nature ou d'un soutien politique et/ou institutionnel. Cet apport n'est pas sans importance pour assurer la continuité des activités de certains réseaux. Au titre de ce sous-indicateur, on mentionnera également les activités nationales qui sont fondées sur des réseaux internationaux (par exemple les écoécoles).</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.</p> <p>47. Un mécanisme de coordination est nécessaire pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie par les États, ainsi que pour partager les informations et stimuler l'instauration de partenariats entre les différents acteurs<sup>5</sup>. [...]</p> <p>75. De manière générale, chaque pays devrait assumer le coût de la mise en œuvre de la Stratégie. Les gouvernements devraient donc veiller à ce que les ressources nécessaires soient mises à disposition. [...]</p>	
Exemple(s)	<p>En République tchèque, le Réseau national de centres pour l'éducation environnementale et la sensibilisation du public est un programme conjoint réalisé par l'Association des centres d'éducation environnementale (Pavučina), l'Union tchèque pour la conservation de la nature et, depuis 2004, le STEP (Réseau de centres de conseil en écologie). Ce programme est financé par le Ministère tchèque de l'environnement dans le cadre d'un contrat public. En 2001, le Gouvernement tchèque a approuvé le programme national d'éducation et de sensibilisation du</p>	

<sup>5</sup> Certains pays ont introduit l'approche fondée sur la «gestion des connaissances».

	<p>public en matière d'environnement et a, depuis cette date, lancé un appel d'offres fondé sur le plan de mise en œuvre du programme national d'éducation et d'édification en matière d'environnement (EVVO) (<a href="http://www.mzp.cz/">www.mzp.cz/</a>).</p> <p>En Grèce, le Réseau national PEKPEE sur le développement durable et l'EDD (voir le point 3.2.1) est financé par le Gouvernement et les collectivités locales sur la base de projets ou d'activités.</p> <p>En Lituanie, le Réseau national d'EDD bénéficie d'un appui financier permanent du Ministère de l'éducation et des sciences.</p> <p>En Slovénie, le Réseau national de coordonnateurs des écoécoles est financé par le Gouvernement (à hauteur de 10 %) et les collectivités locales (à hauteur de 20 %). Les écoles du réseau ASPnet sont financées par l'Institut national de l'éducation, lequel est lui-même financé par le Ministère de l'éducation.</p> <p>Au Royaume-Uni, le Higher Education Partnership for Sustainability in the period 2000-2003 était soutenu par les conseils de financement de l'enseignement supérieur, le Département des transports et divers autres sources et fonds de contrepartie. Le Sustainability Integration Group Network (SIGnet), qui est soutenu par le réseau national d'écoécoles, est financé en partie par le département de l'éducation et des compétences et l'État (pour plus de 40 %).</p> <p>Un site Web (<a href="http://www.uboportalen.dk">www.uboportalen.dk</a>) est financé par le Gouvernement danois.</p> <p>En Norvège, un site Web (<a href="http://www.miljolare.no">www.miljolare.no</a>) est financé annuellement par la Direction de l'éducation et de la formation ainsi que par plusieurs autres institutions qui soutiennent le programme à des hauteurs diverses.</p> <p>Aux Pays-Bas, trois réseaux bénéficient d'un financement du programme intitulé «Apprentissage au service du développement durable»: le Réseau pour le développement durable dans les programmes d'enseignement supérieur (DHO), le Réseau pour le développement durable dans la formation des enseignants (Duurzame Pabo) et le Réseau pour le développement durable dans la formation professionnelle et la formation continue (duurzaam MBO) (<a href="http://www.duurzaambo.nl/dmbo/web/">http://www.duurzaambo.nl/dmbo/web/</a>).</p> <p>En Suède, le Centre pour l'apprentissage du développement durable (voir le point 3.2.1) est financé par l'Agence suédoise de développement international (ASDI) (<a href="http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&amp;a=33906&amp;language=en_US">http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&amp;a=33906&amp;language=en_US</a>).</p> <p>L'Agence suédoise de réseautage et de coopération dans l'enseignement supérieur a financé le projet visant à définir des résultats d'apprentissage dans l'enseignement supérieur (voir le point 1.2.7 et le site <a href="http://www.hu2.se/nlhu2.htm">http://www.hu2.se/nlhu2.htm</a>).</p>
--	---

#### THÈME 4. ASSURER L'ACCÈS AUX OUTILS ET MATÉRIELS NECESSAIRES À L'EDD

##### Indicateur 4.1 Il est produit des outils et des matériels pédagogiques pour l'EDD

<b>Sous-indicateur 4.1.1</b>	<b>Existe-t-il à l'échelon national une stratégie/un mécanisme qui vise à encourager la mise au point et la production d'outils et de matériels pour l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	<p>Quel que soit le pays considéré, l'EDD sera renforcée par des outils et des matériels appropriés, et une stratégie nationale dans ce domaine pourrait contribuer à ce résultat. On pourra inclure aussi, à ce titre, le matériel pédagogique produit en coopération avec des organisations internationales.</p> <p>Les pouvoirs publics (Ministère de l'éducation, Ministère de l'environnement ou autres ministères) devraient être au fait de la panoplie de matériaux pédagogiques qui sont actuellement produits afin de pouvoir encourager la mise en commun des données d'expérience correspondantes.</p>	

Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait: [...] f) S'appuyer sur les matériels pédagogiques appropriés, tels que publications méthodologiques, pédagogiques et didactiques, manuels, supports visuels, brochures, études de cas et bonnes pratiques et moyens électroniques et audiovisuels.
	56. Il faut mettre au point à tous les niveaux des matériels pour l'éducation en vue du développement durable, tant pour les programmes d'enseignement général que pour l'enseignement spécialisé et l'autoformation et les adapter à la situation et aux besoins locaux. 57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.
Exemple(s)	En Grèce, il existe deux mécanismes pour encourager la production d'outils et de matériels d'EDD: les appels d'offres lancés ponctuellement pour la production d'auxiliaires pédagogiques (le plus récent, en 2008, avait trait aux domaines des zones protégées, des parcs nationaux, etc., à l'intention des éducateurs, élèves ou étudiants, rangers et le grand public); le second intéressait les centres de développement durable/EDD (KPE), dont on compte plus d'une cinquantaine répartis dans le pays à raison d'environ un par préfecture. Dans ces centres, qui sont financés par le Ministère de l'éducation et les collectivités locales, les écoles peuvent consacrer une ou plusieurs journées à travailler sur des projets d'EDD, à la visite de zones protégées des environs, etc. Un appui financier aide ces centres à produire le matériel dont ils ont besoin et à étudier les moyens de mener à bien les programmes de développement durable/EDD dans leurs zones respectives. En Roumanie, l'objectif du programme national d'éducation sanitaire en matière de santé est de faire en sorte que les enfants, adolescents et jeunes gens (âgés de 7 à 18-20 ans) des écoles roumaines acquièrent des attitudes et des comportements responsables grâce à des mécanismes nationaux de prévention en matière de santé et de formation à la durabilité. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#R">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#R</a> ).

<b>Sous-indicateur 4.1.2</b>	<b>Les autorités (nationales, infranationales ou locales) investissent-elles des fonds dans cette activité?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Les États jouent un rôle central pour ce qui est de veiller à ce que des investissements suffisants soient consentis à la production d'outils et de matériels d'EDD. Pour ce faire, ils peuvent fournir les ressources nécessaires eux-mêmes, travailler en coopération avec des donateurs ou mettre en place un cadre stratégique de nature à encourager la participation du secteur privé et/ou du secteur bénévole. Cette intervention peut porter sur la traduction des documents (le cas échéant) ou la diffusion et l'échange d'informations entre les différents organismes gouvernementaux nationaux (ministères, agences ou autres autorités), en puisant dans des budgets à tous les niveaux de l'administration.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 4.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	En Slovaquie, un appel d'offres public est organisé avec le concours du Ministère de l'éducation et du Ministère de l'environnement en vue de la production de matériels et outils pédagogiques, de la distribution gratuite de ces instruments et de l'organisation d'ateliers de formation des enseignants à leur utilisation.	

	Aux Pays-Bas, les Ministères de l'agriculture et de l'environnement ont mis en place une procédure annuelle de passation de marchés en vue de l'élaboration de projets et de matériels d'EDD et d'éducation environnementale. Le Ministère des affaires étrangères lance un appel d'offres pour l'éducation en vue du développement, qui intègre de nombreux thèmes de l'EDD.
--	---

**Indicateur 4.2 Il existe des mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels de l'EDD**

<b>Sous-indicateur 4.2.1</b>	<b>Existe-t-il des critères et/ou des directives concernant la qualité des outils et matériels pédagogiques de l'EDD qui sont: a) appuyés par les autorités publiques? b) homologués par les autorités publiques? c) testés et recommandés par les établissements d'enseignement?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	<p>Par «appuyés par les autorités publiques» on entend «élaborés à l'aide de fonds publics».</p> <p>Par «qualité», on entend la prise en compte, dans les outils et matériels pédagogiques d'EDD, de contenus, méthodes, schémas et processus permettant de contrôler l'efficacité du produit, notamment de l'impact environnemental de sa production. Ces critères peuvent être conçus pour être appliqués aux échelons national, infranational ou local.</p> <p>Les mécanismes de production, d'adoption et/ou de mise à l'essai et de recommandation des matériels pédagogiques peuvent être différents d'un pays à l'autre de la région de la CEE. Néanmoins, les États devraient:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager l'élaboration de critères et/ou directives de qualité des matériels relatifs à l'EDD;</li> <li>• Encourager la mise en place de mécanismes/conditions permettant d'évaluer et de mettre à l'essai ces matériels.</li> </ul>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>32. L'enseignement et l'apprentissage dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable sont largement tributaires du contenu, de la qualité et de la présence de matériels pédagogiques. Or, ces matériels ne sont pas disponibles dans tous les pays. Le problème se pose aussi bien dans l'ensemble du secteur de l'enseignement scolaire que pour l'enseignement extrascolaire ou parallèle. Il faudrait donc faire de gros efforts pour les mettre au point et les reproduire. Il faudrait par ailleurs encourager la cohérence des matériels pédagogiques utilisés dans l'enseignement classique et dans l'enseignement extrascolaire. L'important est qu'ils portent sur le développement durable et qu'ils soient disponibles sur place à un prix abordable.</p>	
Exemple(s)	<p>Des «Critères de qualité pour les écoles en matière d'EDD» ont été élaborés pour guider l'amélioration de la qualité de l'EDD, en collaboration avec le réseau international ENSI et avec un concours financier de la Commission européenne (<a href="http://www.seed-eu.net/webpage.php?modul=publications&amp;publid=1&amp;puboffset=2">http://www.seed-eu.net/webpage.php?modul=publications&amp;publid=1&amp;puboffset=2</a>).</p> <p>Quarante pays de l'Union européenne et de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale (EOCAC) sont dotés de programmes d'écoécoles qui appliquent des critères de qualité pour les matériels pédagogiques et les trousseaux à outils relatifs à l'EDD (<a href="http://www.eco-schools.org/">http://www.eco-schools.org/</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, le Council for Environmental Education a établi un ensemble de directives concernant la production et le contenu du matériel pédagogique (<a href="http://www.defra.gov.uk/sustainable/defra/educpanel/sustdevcop/03.htm">http://www.defra.gov.uk/sustainable/defra/educpanel/sustdevcop/03.htm</a>).</p> <p>Aux Pays-Bas, l'organisme chargé d'élaborer les programmes d'études (SLO) a établi un manuel de l'EDD définissant la place de cette discipline dans un cursus «libre» ainsi que dans la conception du matériel pédagogique (<a href="http://www.slo.nl/over/maatschappelijk/themas/duurzameontwikkeling/">http://www.slo.nl/over/maatschappelijk/themas/duurzameontwikkeling/</a>; disponible sous peu en anglais).</p>	

<b>Sous-indicateur 4.2.2</b>	<b>Les outils/matériels pédagogiques relatifs à l'EDD sont-ils disponibles a) dans vos langues nationales? b) à tous les niveaux de l'éducation définis dans la CITE?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Pour être efficaces, les matériels et outils pédagogiques d'EDD devraient être mis à disposition dans les langues nationales et les langues vernaculaires, s'il y a lieu. Leur accès sera ainsi facilité à tous les niveaux de la CITE ainsi que pour les communautés locales, les ONG, les universitaires et les médias.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>21. L'éducation en vue du développement durable devrait tenir compte des diverses situations locales, nationales et régionales ainsi que du contexte mondial, et s'efforcer de parvenir à un équilibre entre les intérêts mondiaux et locaux.</p> <p>56. Il faut mettre au point à tous les niveaux des matériels pour l'éducation en vue du développement durable, tant pour les programmes d'enseignement général que pour l'enseignement spécialisé et l'autoformation et les adapter à la situation et aux besoins locaux.</p> <p>57. Les mesures clés qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; [...] assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel [...].</p>	
Exemple(s)	<p>En Slovénie, la revue <i>Trajnostni razvoj v solah in vrtcih</i> traite de l'EDD dans les maternelles et les écoles (<a href="http://www.zrss.si">www.zrss.si</a>). Par ailleurs, des revues et bulletins d'information concernant les écoécoles dans la région de la CEE et d'autres pays sont publiés aussi bien au niveau international (<a href="http://www.eco-schools.org">www.eco-schools.org</a>) qu'à l'échelon national (<a href="http://www.ekosola.si">www.ekosola.si</a>).</p> <p>Le dossier GREEN PACK, kit pédagogique multimédia d'initiation à la protection de l'environnement et au développement durable dans les écoles primaires, a été lancé par le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale en 2001. Il a été traduit dans les langues nationales des pays suivants: Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Fédération de Russie, Hongrie, Monténégro, Pologne, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie et Turquie (voir le point 6.1.1).</p> <p>Une trousse pédagogique sur les changements climatiques à l'intention des écoles secondaires (cinq affiches, un CD, une vidéo et un manuel de l'enseignant) a été produite par le Centre régional de l'environnement pour l'Asie centrale (CAREC) en coopération avec l'ONG britannique Field Studies Council en 2005-2006. Ce matériel a été produit à l'origine en russe à la demande des pays concernés; il a été ensuite traduit en 2007 dans cinq langues d'Asie centrale (le kazakh, le kirghize, l'ouzbek, le tadjik et le turkmène), puis diffusé dans les écoles pilotes des pays.</p>	

**Indicateur 4.3 Les outils et les matériels pédagogiques de l'EDD sont accessibles**

<b>Sous-indicateur 4.3.1</b>	<b>Existe-t-il à l'échelon national une stratégie/un mécanisme de diffusion des outils et des matériels relatifs à l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	L'accès aux outils et matériels d'EDD peut être assuré par l'État, notamment par les canaux suivants: bibliothèques, Internet, centres pédagogiques, conférences ou ateliers. Au niveau national, une stratégie ou un mécanisme de diffusion de ces outils et matériels pédagogiques devrait faciliter l'accès des éducateurs et des autres acteurs concernés à ces instruments à tous les niveaux de la CITE, en incorporant peut-être aussi l'éducation non formelle et informelle. Une bonne diffusion de ces matériels peut être assurée par une révision des dispositions nationales en vigueur en matière de diffusion des outils et matériels pédagogiques. Il est demandé, dans ce sous-indicateur, de décrire toute stratégie ou tout mécanisme de ce type et de préciser si celle-ci/celui-ci couvre tous les niveaux de la CITE.	

Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.
Exemple(s)	En République tchèque, la diffusion est le fait du réseau d'ONG Pavučina, qui se compose d'une centaine d'organisations qui mettent en commun des produits pédagogiques et publient un journal, <i>Bedrník</i> , pour épauler les enseignants dans le domaine de la pédagogie environnementale. Les outils et matériels des différents établissements d'enseignement sont accessibles en ligne sur un site Web d'ONG ( <a href="http://www.umweltbildung.de/materialien.html">http://www.umweltbildung.de/materialien.html</a> ). En outre, du matériel pédagogique scolaire est disponible dans une base de données établie dans le cadre du programme Transfer-21, qui relève des Länder et de l'État fédéral et vise à diffuser l'EDD dans 10 % des écoles des Länder participants ( <a href="http://www.transfer-21.de/index.php?p=40">http://www.transfer-21.de/index.php?p=40</a> ).

<b>Sous-indicateur 4.3.2</b>	<b>Les autorités consacrent-elles des fonds à cette activité?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Les États peuvent appuyer la diffusion et la mise en commun des outils et matériels par divers moyens (sites Web pour les agents d'exécution, centres d'information ou conférences, par exemple) et ce, aussi bien parmi les éducateurs qu'auprès des différents organismes gouvernementaux nationaux (ministères, institutions ou autres autorités) à tous les niveaux de l'administration. La diffusion peut être soutenue directement, à l'aide de fonds publics, ou en coopération avec des donateurs. L'apport financier de l'État peut servir aussi à encourager la diffusion et la mise en commun des outils par des organisations bénévoles et/ou des organismes du secteur privé.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées. 76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'éducation en vue du développement durable dans toutes les formes d'enseignement, [...].	
Exemple(s)	Le Gouvernement de la République de Moldova a financé la mise en place d'un centre d'information sur l'environnement ( <a href="http://www.cim.moldova.md/">http://www.cim.moldova.md/</a> ). En Norvège, le projet d'éducation environnementale sert d'outil en matière d'EDD. Ce réseau sert de lieu de rencontre pour les écoles, les organismes de recherche et les représentants des pouvoirs publics et apporte continuellement un soutien aux établissements scolaires. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#N">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#N</a> ).	

	<p>Voir, sous le point 4.1.1, le mécanisme de soutien à la production de matériels pédagogiques en matière de développement durable/EDD en Grèce.</p> <p>En coopération avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Gouvernement tadjik a financé la création du Centre d'information sur l'environnement (<a href="http://www.osce.org/item/7773.html">http://www.osce.org/item/7773.html</a>).</p> <p>Le Gouvernement irlandais (Irish Aid, Département des affaires étrangères) finance en partie le site Web d'éducation au développement «DevelopmentEducation» (<a href="http://www.developmenteducation.ie/">http://www.developmenteducation.ie/</a>), outil d'éducation en matière de développement et de droits de l'homme administré par un groupement d'organisations établi en Irlande. Ce site renferme toute une gamme de matériels pédagogiques traitant de multiples questions de développement à l'aide de bandes dessinées et de photographies (utilisables dans l'enseignement ou dans le cadre de campagnes) et divers autres auxiliaires.</p> <p>«Information on the Environment» (ENFO) est le service irlandais d'information sur les questions d'environnement et de développement durable. Il a été créé par le Département de l'environnement et des collectivités locales (<a href="http://www.enfo.ie/">http://www.enfo.ie/</a>).</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 4.3.3</b>	<b>Les matériels pédagogiques homologués concernant l'EDD sont-ils disponibles via l'Internet?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Les gouvernements devraient donner à tous les acteurs concernés (éducateurs, apprenants, particuliers ou organisations) un accès gratuit, via l'Internet, aux auxiliaires pédagogiques. Les matériels produits par les programmes internationaux peuvent aussi être diffusés directement via l'Internet. Dans certains pays, seuls les instruments homologués ou recommandés sont autorisés dans l'éducation formelle, de sorte qu'il importe de savoir si les matériels homologués sont accessibles par le biais de l'Internet.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.	
Exemple(s)	<p>Au Royaume-Uni, le Carbon Detectives Kit (Kit du détective de l'empreinte de carbone) est un site Web conçu pour permettre aux élèves de calculer l'impact de leur école au plan des émissions de carbone. L'«empreinte carbone» par élève est calculée et présentée à des degrés de détail différents, et aussi bien les élèves que l'ensemble de l'administration scolaire sont encouragés à prendre des mesures en conséquence (<a href="http://www.carbondetectives.org.uk">www.carbondetectives.org.uk</a>).</p> <p>Le Danemark consacre un site Web à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (<a href="http://uboportalen.dk">uboportalen.dk</a>).</p> <p>En Finlande, ENO-Environment online est une école virtuelle et un portail qui assurent, à l'échelle mondiale, la promotion du développement durable (<a href="http://www.joensuu.fi/en/basics/briefly.htm">http://www.joensuu.fi/en/basics/briefly.htm</a>).</p> <p>Il existe en Slovénie un site Web consacré aux écoécoles (<a href="http://www.ecosola.si">www.ecosola.si</a>) et un site international consacré au même thème (<a href="http://www.eco-schools.org">www.eco-schools.org</a>) ainsi qu'un site sur les écoles associées à l'UNESCO ASPnet (<a href="http://www.unesco-asp.si">www.unesco-asp.si</a>) et un site relatif à l'enseignement de l'aménagement durable du territoire intitulé R.A.V.E. SPACE (<a href="http://www.rave-space.org/">http://www.rave-space.org/</a>). Le site Web du Ministère de l'éducation et des sports (<a href="http://www.mss.gov.si">http://www.mss.gov.si</a>) renvoie à ces sites par des liens.</p>	

	<p>Voir aussi le kit pédagogique GREEN PACK du Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (<a href="http://greenhorizon.rec.org/bulletin/Bull111/recnews.html">http://greenhorizon.rec.org/bulletin/Bull111/recnews.html</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, le site «Learning for Sustainability» du WWF permet aux élèves de débattre en ligne (<a href="http://www.wwflearning.org.uk/wwflearning-home/lfs-programme/">http://www.wwflearning.org.uk/wwflearning-home/lfs-programme/</a>).</p> <p>En Suède, des matériels sont mis à disposition via l'École globale (voir le point 2.6.1) (<a href="http://www.denglobalaskolan.com/">http://www.denglobalaskolan.com/</a>).</p> <p>Le Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable (<a href="http://www.mio-ecsde.org">www.mio-ecsde.org</a>) assure le secrétariat de l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEDIES), dont le site renvoie à des matériels pédagogiques en ligne sur l'EDD (<a href="http://www.medies.net">www.medies.net</a>).</p> <p>Allemagne: voir le point 4.3.1.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 4.3.4</b>	<b>Existe-t-il un registre ou une base de données des outils et des matériels pédagogiques relatifs à l'EDD en langue(s) nationale(s) a) accessible via l'Internet? b) accessible par d'autres moyens?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Tous les acteurs concernés (éducateurs, élèves, étudiants, maternelles, écoles, universités, ONG, universitaires, médias) devraient avoir facilement accès à ces métadonnées (registre ou base de données) sur les outils et matériels pédagogiques existants. La base de données devrait être accessible dans la langue nationale, via l'Internet si possible ou par d'autres moyens (bibliothèques ou centres d'information).	
	Donner des précisions sur ce point, en l'illustrant par les exemples les plus avancés de métadonnées sur les outils ou matériels pédagogiques relatifs à l'EDD disponibles au niveau national.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 4.3.3 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>Le portail allemand relatif aux activités prévues dans le cadre de la Décennie a vocation à rassembler les informations disponibles sur les projets ou activités en matière de développement durable ou d'EDD et à appeler l'attention sur les questions de développement durable ou d'EDD (<a href="http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/01_Startseite/Englische_20Startseite.html">http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/01_Startseite/Englische_20Startseite.html</a>).</p> <p>Les données sur le projet international d'écoécoles figurent à l'adresse <a href="http://www.eco-schools.org">www.eco-schools.org</a>.</p> <p>Un volet du site Web «Teachernet», qui est hébergé par le Gouvernement du Royaume-Uni, est consacré aux écoles viables avec de multiples documents d'orientation, directives et monographies (<a href="http://www.teachernet.gov.uk/sustainable_schools">www.teachernet.gov.uk/sustainable_schools</a>).</p> <p>Malte a réalisé une expérience éco-interactive intitulée «Plug In2 the Environment». Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#M">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#M</a>).</p> <p>En Pologne, l'Agence d'information du citoyen (<a href="http://oai.pl/">http://oai.pl/</a>) est un forum d'échange d'informations et d'expériences qui soutient également un projet intitulé «Application des technologies de l'information et des multimédias à l'éducation en vue de la durabilité en Pologne» (<a href="http://ucbs.geo.uw.edu.pl">http://ucbs.geo.uw.edu.pl</a>). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P</a>).</p> <p>En Serbie, on citera l'initiative «Interactive Farm» (Ferme interactive) (<a href="http://www.interaktivnafarma.org/">http://www.interaktivnafarma.org/</a>). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S</a>).</p> <p>Le site Web de l'ONG internationale CAREC (Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale) héberge une bibliothèque en ligne (<a href="http://www.carec.kz">www.carec.kz</a>).</p>	



THÈME 5. PROMOUVOIR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'EDD

**Indicateur 5.1 Des mesures de promotion de la recherche en matière d'EDD sont en place**

<b>Sous-indicateur 5.1.1</b>	<b>La recherche concernant le contenu et les méthodes de l'EDD est-elle soutenue?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents
Description	<p>«Soutenir» suppose le déploiement d'efforts et de moyens pour encourager la recherche sur le contenu et les méthodes de l'EDD, dont l'octroi de subventions par l'État, un financement de sources privées ou de fondations, l'attribution de priorités politiques, l'élaboration de documents d'orientation et la mise en place de cadres d'évaluation.</p> <p>La recherche dans le domaine de l'EDD peut être soutenue par des réorientations institutionnelles, de nouveaux types de communication et des perceptions et approches différentes.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>41. Pour intégrer l'éducation en vue du développement durable dans un programme de changement conduisant à une société plus viable, l'éducation elle-même doit évoluer. Il faudrait encourager les recherches portant sur l'éducation en vue du développement durable</p> <p>58. Il faut mener des activités de recherche-développement dans les différents domaines de l'éducation en vue du développement durable: méthodes efficaces d'apprentissage, outils d'évaluation, formation des attitudes et des valeurs, renforcement des structures scolaires/institutionnelles et application des TIC. L'éducation en vue du développement durable devrait s'appuyer en permanence sur cette recherche-développement.</p> <p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet [promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD] sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'éducation en vue du développement durable; les effets économiques de l'éducation en vue du développement durable et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; [...].</p>	
Exemple(s)	<p>En République tchèque, les domaines de recherche sont notamment les suivants: mise au point de méthodes d'apprentissage actives, analyse des objectifs pédagogiques dans les différentes filières de l'éducation en vue de la durabilité, évaluation de l'efficacité de l'EDD et recherche dans le domaine de la philosophie de l'éducation. Le développement durable est un domaine prioritaire de la politique nationale en matière de recherche-développement, mais ce thème ne recouvre pas suffisamment celui de l'EDD. Pour le financement, l'organe responsable est le Conseil gouvernemental de la recherche et de l'innovation, organisme de coordination de la recherche et de gestion de l'information. Des subventions au profit de la recherche dans l'EDD sont disponibles, entre autres, auprès du Ministère de l'environnement.</p> <p>Formas, ou Conseil suédois de recherche sur l'environnement, les sciences agricoles et l'aménagement du territoire, encourage et soutient les travaux de recherche scientifique liés précisément au développement durable. Cet organisme public de financement de la recherche est rattaché à plusieurs ministères (<a href="http://www.formas.se/default_529.aspx">http://www.formas.se/default_529.aspx</a>).</p> <p>Au Royaume-Uni, les Conseils de financement de l'enseignement supérieur d'Angleterre et du pays de Galles soutiennent des projets universitaires sur le développement durable/l'EDD privilégiant notamment la recherche (voir notamment le site <a href="http://csf.plymouth.ac.uk">http://csf.plymouth.ac.uk</a>).</p>	

<b>Sous-indicateur 5.1.2</b>	<b>Des recherches sont-elles menées pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents
Description	Ce sous-indicateur se rapporte à l'évaluation de la Stratégie à proprement parler. La recherche qui évalue la production et les résultats peut faire intervenir les capacités de réflexion, les travaux à vocation pratique, les enquêtes par questionnaire, l'analyse des données, entre autres. Le niveau ou l'échelle de la recherche (à savoir s'il s'agit d'une entreprise nationale, infranationale, local, scolaire ou pilote) devrait être indiqué.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	60. Les mesures clés qui pourraient être prises à cet effet sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'éducation en vue du développement durable; les effets économiques de l'éducation en vue du développement durable et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'éducation en vue du développement durable et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques. 78. [...] Il faudrait élaborer des méthodes d'évaluation et des indicateurs, en particulier qualitatifs, de la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable. [...]	
Exemple(s)	Au moment de la rédaction du présent document, la mise en œuvre de la Stratégie venait à peine de démarrer, d'où le peu d'informations disponibles sur les résultats. Voir le document <i>Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marche à suivre – Rapport intérimaire sur l'application de la Stratégie de la CEE-ONU pour l'éducation en vue du développement durable</i> (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3-ECE/CEP/AC.13/2007/2); ( <a href="http://www.unece.org/env/esd/belgrade.htm">http://www.unece.org/env/esd/belgrade.htm</a> ).	

<b>Sous-indicateur 5.1.3</b>	<b>Existe-t-il des programmes d'études universitaires 1) consacrés à l'EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat? 2) abordant l'EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement supérieur
Description	La recherche <u>consacrée à l'EDD</u> porte à la fois sur les aspects théoriques et les aspects pratiques de l'EDD, à savoir les concepts pédagogiques, les méthodes appliquées, les principes philosophiques qui sous-tendent l'EDD, les méthodes et outils de mise en œuvre, les indicateurs de succès, l'efficacité et la productivité des programmes, l'adéquation des cadres institutionnels et les outils et matériels. La recherche <u>abordant l'EDD</u> porte sur les travaux liés au développement durable (par exemple, les modes de production propres, les modes de consommation et de production durables, la gestion de l'eau et les sources d'énergie durables) qui ont des composantes d'EDD. Il est demandé, au titre de ce sous-indicateur, d'indiquer tout programme en place aux deux niveaux d'études: celui de la maîtrise et celui du doctorat.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	20. L'enseignement supérieur devrait contribuer sensiblement à l'éducation en vue du développement durable en inculquant les connaissances et les compétences appropriées. 50. [...] Les mesures clés suivantes pourraient être prises à cet effet: adopter à tous les niveaux d'études des cadres pour l'éducation en vue du développement durable; [...] intégrer les principes du développement durable dans les programmes d'études et des cours spéciaux à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, [...].	

	<p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'éducation en vue du développement durable; les effets économiques de l'éducation en vue du développement durable et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'éducation en vue du développement durable et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p>
Exemple(s)	<p><i>1) a) Programme consacré à l'EDD au niveau de la maîtrise</i></p> <p>Au Royaume-Uni, la London South Bank University offre un programme de maîtrise sur l'éducation en vue de la durabilité depuis 1994. Ce cours, qui était à l'origine financé par le WWF, a toujours attiré une forte proportion d'étudiants étrangers (<a href="http://www.lsbu.ac.uk/efs/">http://www.lsbu.ac.uk/efs/</a>).</p> <p><i>1) b) Programme consacré à l'EDD au niveau du doctorat</i></p> <p>En Grèce, le programme d'études universitaires supérieures DICHINET en sciences (chimie) (voir le point 3.1.1) propose l'EDD à tous les étudiants du troisième cycle. Ceux qui souhaitent se spécialiser dans cette matière consacrent la majeure partie de leur deuxième année à la préparation de leur mémoire de maîtrise sur cette matière et peuvent poursuivre leurs études jusqu'à l'obtention du doctorat d'EDD.</p> <p><i>2) a) Programme abordant l'EDD au niveau de la maîtrise</i></p> <p>En Arménie, un cours magistral sur la théorie et la pratique du développement durable est en préparation. L'Université nationale d'Erevan dispense un cours spécial de maîtrise sur le thème de la «géoécologie» dans le contexte du développement durable.</p> <p>Dans la Fédération de Russie, les Universités de Moscou et de Saint-Petersbourg proposent des programmes abordant l'EDD au niveau de la maîtrise.</p> <p>En Suède, plusieurs universités, dont celle de Linköping, proposent des programmes de maîtrise dans ce domaine (<a href="http://www.tema.liu.se/tema-v/masterprogramme/">http://www.tema.liu.se/tema-v/masterprogramme/</a>).</p> <p><i>2) b) Programme abordant l'EDD au niveau du doctorat</i></p> <p>En République tchèque, un programme de doctorat en «Études environnementales» a été lancé en 2007 dans la Faculté d'humanités de l'Université Charles. Cette discipline est une synthèse de différents aspects du développement durable, dont l'éducation dans un cadre pluridisciplinaire (l'enseignement est encadré par des directeurs d'études).</p> <p>En Suède, on donnera pour exemple le programme de doctorat du Centre d'excellence VINNOVA pour des communications viables, à l'Institut royal de technologie (<a href="http://www.csc.kth.se/sustain/research/">http://www.csc.kth.se/sustain/research/</a>).</p> <p>En Allemagne, un recueil paru dernièrement donne une description des centres et universités/départements de recherche qui proposent des programmes d'études universitaires sur l'EDD et le développement durable (<a href="http://www.leitfaden-nachhaltigkeit.de">www.leitfaden-nachhaltigkeit.de</a>).</p>

<b>Sous-indicateur 5.1.4</b>	<b>Existe-t-il des bourses pour des recherches sur l'EDD: a) au niveau de la maîtrise; b) au niveau du doctorat, qui bénéficient d'un appui des autorités publiques?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement supérieur
Description	«Appui des autorités publiques» s'entend, notamment, des mesures de politique générale, des cadres institutionnels et de l'aide financière directe. Dans votre réponse à ce sous-indicateur, veuillez donner un complément d'information, en précisant notamment qui fournit le financement et qui peut y prétendre.	
Passage(s) pertinent(s) de la	76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'éducation en vue du développement durable	

Stratégie	dans toutes les formes d'enseignement, notamment créer des bourses d'études en matière d'EDD [...].
Exemple(s)	Au Royaume-Uni, la Teacher Development Agency met des bourses à disposition des prestataires de programmes du niveau de maîtrise qui dispensent des cours sur l'EDD. Le Higher Education Funding Council for England (HEFCE) (Conseil supérieur de financement de l'enseignement supérieur en Angleterre) a fourni à l'Université du Gloucestershire un financement au bénéfice des candidats au doctorat en apprentissage actif qui ont souvent mis en avant l'EDD. Cette université octroie aussi, sur son propre budget, des bourses de doctorat annuelles aux étudiants qui se consacrent précisément à l'EDD.

### Indicateur 5.2 Le développement de l'EDD est encouragé

Sous-indicateur 5.2.1	<b>Existe-t-il des aides à l'innovation et au renforcement des capacités dans le domaine de l'EDD?</b>	
	Type: Qualitatif; «de contribution»	Sources d'information: Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement
Description	<p>Au titre des aides, on peut citer les cadres institutionnels et les mesures de politique générale, les programmes de subvention, la formation, les ateliers, les conférences, etc.</p> <p>Les activités peuvent s'entendre des projets pilotes, de la recherche à vocation pratique, de l'apprentissage social et/ou des travaux d'équipes multiparties prenantes ainsi que de l'introduction de méthodes et matériels pédagogiques novateurs, des processus participatifs, etc.</p> <p>Veuillez préciser:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le type d'aide qui est accordé;</li> <li>b) Qui l'accorde;</li> <li>c) Le type d'innovation et de renforcement des capacités qui bénéficient de l'aide;</li> <li>d) Le montant total qui est dépensé chaque année pendant la période sur laquelle porte le rapport.</li> </ul>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'éducation en vue du développement durable dans toutes les formes d'enseignement, notamment [...] renforcer les capacités des établissements.	
Exemple(s)	<p>Pour connaître les pratiques novatrices du réseau national tchèque de centres pour l'éducation et l'édification en matière d'environnement, se reporter au site Web <a href="http://www.mzp.cz/AIS/web-pub.nsf/\$pid/MZPMNF7YNKJQ">http://www.mzp.cz/AIS/web-pub.nsf/\$pid/MZPMNF7YNKJQ</a>.</p> <p>Pavučina est un réseau national de 100 centres d'éducation environnementale créé en République tchèque en 1999 avec un concours de l'État. Les ONG participantes font en sorte que les activités d'éducation environnementale et d'EDD soient conformes à des normes bien établies en la matière, procurent aux ONG débutantes un soutien au plan des méthodes afin que leurs employés acquièrent un complément de formation et veillent à l'échange de données d'expérience à l'intérieur du pays et entre celui-ci et l'étranger. Un centre d'éducation environnementale (Lipka) cherche à donner un effet multiplicateur à l'éducation au service du développement durable en identifiant cinq grands enjeux au sein de la région (<a href="http://www.interaktivnafarma.org">http://www.interaktivnafarma.org</a>). L'aspect novateur de cette initiative est qu'elle rassemble 16 partenaires qui unissent leurs efforts pour cerner les problèmes régionaux et tenter de leur apporter des solutions.</p> <p>Le Réseau tchèque d'écoconseil (STEP) vise à introduire dans les organismes publics des modes de fonctionnement, notamment de passation des marchés, plus écologiques/viables. Il apporte aussi un appui éducatif et méthodologique aux conseillers en écologie et aux organismes publics qui s'engagent dans la voie des marchés publics écologiques et des modes de consommation viables.</p>	

	<p>La création d'un cadre d'apprentissage commun au niveau universitaire (avec la participation de cinq universités de Prague) s'est traduite par une plus grande mobilité des étudiants, des programmes interdisciplinaires, de nouvelles méthodes d'enseignement et des auxiliaires pédagogiques novateurs.</p> <p>En Suède, une coopération à l'EDD entre chercheurs, étudiants et acteurs compétents d'une communauté près de Göteborg a permis d'élaborer des scénarios de développement durable dans la localité (<a href="http://www.chalmers.se/gmv/EN/projects/esd_chalmers">http://www.chalmers.se/gmv/EN/projects/esd_chalmers</a>).</p> <p>En Pologne, les cours en ligne sur la géologie et l'écologie (<a href="http://www.pgi.gov.pl">http://www.pgi.gov.pl</a>) ont pour objectif de créer une formation dans ces disciplines qui serait largement accessible grâce au site Web du Musée géologique. Ce projet met l'accent sur l'application des technologies de l'information et de la communication ainsi que des multimédias dans l'éducation en vue de la durabilité en Pologne (<a href="http://www.ucbs.geo.uw.edu.pl">http://www.ucbs.geo.uw.edu.pl</a>). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P</a>).</p> <p>En Autriche, l'objectif principal d'une initiative du Gouvernement pour des universités viables est de renforcer et intégrer les thèmes du développement durable dans la vie quotidienne des établissements d'enseignement supérieur, notamment par la création d'un «prix de la viabilité». Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A</a>).</p> <p>En Irlande, le réseau Ubuntu (<a href="http://www.ubuntu.ie/">http://www.ubuntu.ie/</a>) contribue à doter les formateurs d'enseignants des capacités nécessaires dans les domaines de l'éducation au développement et de l'EDD. Il s'agit d'une structure de collaboration entre formateurs d'enseignants qui applique les méthodes de la recherche à vocation pratique pour améliorer l'apprentissage des formateurs et tirer les leçons de leur enseignement. Pour ce faire, le réseau applique des méthodes et des procédés spécifiques, travaille avec une vaste gamme d'organisations, en sa qualité de membre ou en association avec celles-ci, et entreprend un travail de recherche collaborative. Il est financé par Irish Aid (Département des affaires étrangères).</p>
--	--

### Indicateur 5.3 La diffusion des résultats des travaux de recherche sur l'EDD est encouragée

<p><b>Sous-indicateur 5.3.1</b></p>	<p><b>Les pouvoirs publics soutiennent-ils des mécanismes qui permettent aux autorités et aux parties prenantes de mettre en commun les résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques en matière d'EDD?</b></p>	
	<p>Type: Qualitatif/quantitatif; «de contribution»</p>	<p>Sources d'information: Ministère de l'éducation; organismes publics extérieurs au système éducatif; établissements d'enseignement supérieur; ONG</p>
<p>Description</p>	<p>Le soutien à cette activité peut être assuré par l'octroi d'un financement, la mise en place de cadres institutionnels et l'adoption de mesures de politique générale.</p> <p>Les mécanismes peuvent être les suivants: formation, ateliers, conférences, universités d'été, journaux, périodiques, réseaux, etc. (NB: les publications scientifiques font l'objet d'une question précise au point 5.3.2 ci-dessous).</p> <p>Veillez préciser:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Qui fournit l'aide;</li> <li>b) Par quels moyens;</li> <li>c) Le montant total dépensé chaque année pendant la période considérée.</li> </ul>	
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>59. Les résultats des efforts de recherche-développement devraient être partagés avec les divers acteurs aux niveaux local, régional et mondial, et être pris en compte par les différents secteurs du système éducatif.</p> <p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet [promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD] sont les suivantes: [...] la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p>	
<p>Exemple(s)</p>	<p>Au Royaume-Uni, les organismes qui peuvent privilégier ce domaine sont, notamment, le Centre for Research in Education and the Environment (Centre de recherche sur</p>	

	<p>l'éducation et l'environnement) (CREE) au Département de l'éducation de l'Université de Bath. Les travaux des chercheurs de ce centre portent essentiellement sur les questions d'éducation liées à l'environnement et à la durabilité. L'apprentissage est partagé avec d'autres institutions grâce à un programme d'ateliers et de séminaires, à des publications et au site Web du CREE (<a href="http://www.bath.ac.uk/cree">http://www.bath.ac.uk/cree</a>).</p> <p>Le Gouvernement du Royaume-Uni soutient la National Foundation for Educational Research (Fondation nationale pour la recherche en matière d'éducation), qui publie des travaux de recherche sur plusieurs thèmes de l'EDD. Une base de données consultable permet d'accéder à ces études (<a href="http://www.nfer.ac.uk">http://www.nfer.ac.uk</a>).</p> <p>En République tchèque, le Conseil gouvernemental pour la recherche et l'innovation met à disposition un système complet de diffusion des résultats de la recherche mais, à l'instar de nombreux autres systèmes nationaux de ce type, celui-ci n'a pas encore incorporé de données concrètes sur l'EDD. En revanche, l'octroi de bourses dans ce domaine est très souvent subordonné à des mécanismes de diffusion.</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 5.3.2</b>	<b>Existe-t-il des publications scientifiques: a) consacrées à l'EDD? b) abordant l'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et de recherche; ministères compétents; ONG; éditeurs
Description	<p>Pour la distinction entre «consacré à l'EDD» et «abordant l'EDD», se reporter à la description donnée sous le point 5.1.3.</p> <p>Le terme «publications» n'est pas ici synonyme d'articles isolés; il est pris au sens large, à savoir un recueil d'articles paraissant dans des journaux, revues, livres, monographies, rapports de conférence, etc.</p> <p>On mentionnera aussi bien les publications électroniques que celles qui paraissent sous forme imprimée, celles qui ont fait l'objet d'un examen critique comme celles qui n'ont pas été analysées.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>59. Les résultats des efforts de recherche-développement devraient être partagés avec les divers acteurs aux niveaux local, régional et mondial, et être pris en compte par les différents secteurs du système éducatif.</p> <p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet [promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD] sont les suivantes [...] la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p>	
Exemple(s)	<p>Ont été publiés en République tchèque:</p> <p>Činčera, Jan, <i>Environmentální výchova: od cílů k prostředkům</i>. (Éducation environnementale: des objectifs aux outils) Brno, Paido, 2007, ISBN 978-80-7315-147-8, 116 pages.</p> <p>Horká, Hana, <i>Výchova pro 21. století. Koncepce globální výchovy v podmínkách české školy</i>. (l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle: le concept d'éducation globale dans le contexte des écoles tchèques) Brno, Paido, 2000, 127 pages, ISBN 80-85931-85-0.</p> <p><i>Envigogika</i>, journal électronique dont le contenu fait l'objet d'un examen collégial (<i>peer review</i>) (<a href="http://envigogika.cuni.cz">http://envigogika.cuni.cz</a>), est centré sur la recherche en matière d'EDD. Les médias électroniques sont aussi le lieu de contributions interactives au contenu de l'EDD et d'un dialogue avec le grand public.</p> <p>Comme exemple de thèse de doctorat sur l'EDD en Suède, on peut citer Björneloo, I., "Innebörder av hållbar utveckling – en studie av lärares utsagor om undervisning" (La notion de développement durable – analyse de ce que livrent les enseignants). (Göteborg Studies in Educational Sciences, 250). Gothenburg, Acta universitatis gothoburgensis, 2007.</p>	

	<i>Environmental Education Research</i> est un journal international qui publie, après examen critique, des études et rapports sur tous les aspects de l'éducation environnementale et de l'EDD ( <a href="http://www.tandf.co.uk/journals/carfax/13504622.html">http://www.tandf.co.uk/journals/carfax/13504622.html</a> ).
--	--

THÈME 6. RENFORCER LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EDD À TOUS LES NIVEAUX DANS LA RÉGION DE LA CEE

**Indicateur 6.1 La coopération internationale en matière d'EDD est renforcée dans les pays de la région de la CEE et dans d'autres pays**

<b>Sous-indicateur 6.1.1</b>	<b>Les pouvoirs publics participent-ils aux réseaux internationaux en matière d'EDD et/ou leur apportent-ils un soutien?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapport des autorités compétentes
Description	<p>Les autorités publiques peuvent jouer un rôle dans la coopération internationale en matière d'EDD soit en participant activement, en s'y impliquant directement, aux activités des forums et des réseaux, soit en soutenant les activités des réseaux (en coopérant au niveau international, par exemple). On peut englober, parmi ces réseaux, ceux de la CEE ou de l'UNESCO, ou des réseaux régionaux tels que l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEDIES).</p> <p>Veillez préciser s'il s'agit de réseaux mondiaux, régionaux et/ou infrarégionaux.</p> <p>En cas de «soutien», veuillez en préciser le type.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>62. Au niveau régional, il est nécessaire d'examiner et de faciliter la mise en œuvre de la Stratégie et aussi de soutenir la coopération en matière d'éducation en vue du développement durable. Le processus régional devrait tenir compte des autres activités menées en liaison avec la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et être considéré comme une contribution aux initiatives globales en matière d'éducation en vue du développement durable.</p> <p>63. La région possède une riche expérience de la coopération internationale en matière d'éducation, particulièrement dans l'enseignement supérieur. Un certain nombre de réseaux nationaux et sous-régionaux, d'établissements d'enseignement, de groupes de travail, de réseaux et associations d'universités et de programmes et de partenariats ont mis en chantier des formes multidisciplinaires d'éducation visant à trouver des solutions au problème du développement durable. Il s'agira de tirer le meilleur parti de leur expérience et de leurs moyens afin de promouvoir l'éducation en vue du développement durable. Il faudra aussi promouvoir la recherche, qui n'est pas très développée sur le plan international. Par ailleurs, un resserrement de la coopération internationale est nécessaire dans l'enseignement préscolaire et scolaire.</p> <p>65. En raison du caractère complexe de l'éducation en vue du développement durable, outre les milieux de l'enseignement, d'autres acteurs internationaux compétents devraient être invités à travailler en partenariat pour mettre en œuvre la Stratégie. Cette exigence vaut tout particulièrement pour la coopération internationale qui vise à améliorer les connaissances et les compétences en matière de développement durable de différentes catégories de cadres et de décideurs.</p> <p>66. Les expériences et les besoins varient dans la région de la CEE. La coopération sous-régionale doit être renforcée. Cela permettrait de collaborer étroitement sur des questions très importantes pour une sous-région donnée, ce qui aiderait les pays à obtenir les meilleurs résultats pratiques.</p>	

	<p>67. Une évaluation plus approfondie des besoins des différentes sous-régions est nécessaire. L'accent devrait porter en particulier sur les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale<sup>6</sup> et les pays d'Europe du Sud-Est pour résoudre les principaux problèmes qu'ils rencontrent dans le domaine de l'éducation environnementale et de l'éducation en vue du développement durable. Parmi ces problèmes, il faut citer le manque de matériel pédagogique adéquat, l'utilisation peu rentable des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, la pénurie d'éducateurs qualifiés, une sensibilisation insuffisante ainsi que l'absence de coopération entre les départements et entre les parties prenantes. De plus, en Europe du Sud-Est et dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale, l'enseignement dispensé aux enfants des campagnes est de qualité médiocre et les ressources financières et humaines manquent pour développer l'éducation en vue du développement durable. Il faudrait que les gouvernements, les organisations concernées et les donateurs prennent conscience de l'importance de la création de capacités, d'une assistance financière et d'un soutien en faveur de l'éducation ainsi que de programmes de recherche et de sensibilisation du public au développement durable dans les pays en transition et qu'ils agissent en conséquence<sup>7</sup>.</p> <p>68. Les mesures clefs à prendre pourraient être les suivantes: renforcer les alliances et réseaux régionaux et sous-régionaux existants dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable et encourager les programmes de jumelage, la coopération bilatérale et les partenariats; utiliser, le cas échéant, des instruments internationaux contraignants tels que la Convention d'Aarhus et d'autres accords pertinents pour mieux sensibiliser les esprits aux questions de développement durable; faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'expériences, d'innovations et d'informations sur les expériences et projets nationaux de coopération en faveur de l'éducation en vue du développement durable, par exemple, en faisant appel aux TIC et au site Web de la CEE; inclure l'éducation en vue du développement durable dans les programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents; encourager la participation des ONG et autres mouvements importants à l'action internationale en faveur de l'éducation en vue du développement durable; encourager et coordonner les manifestations internationales visant à sensibiliser le public au développement durable; et promouvoir l'échange de données d'expérience.</p> <p>75. De manière générale, chaque pays devrait assumer le coût de la mise en œuvre de la Stratégie. Les gouvernements devraient donc veiller à ce que les ressources nécessaires soient mises à disposition. Nombre des mesures proposées peuvent être intégrées dans le remodelage actuel du secteur de l'éducation. Certaines mesures pourraient être plus facilement exécutées en tant que projets sous-régionaux ou régionaux.</p>
Exemple(s)	Les Ministères de l'éducation et de l'environnement de cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) coopèrent avec un réseau d'ONG sur l'EDD et font partie du Groupe de travail centre asiatique (CAWG) sur l'EDD.

<sup>6</sup> Partenariats environnementaux dans la région de la CEE: Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Cadre stratégique: Cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 2003.

<sup>7</sup> Voir également le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable.



	<p>Dans la région Baltique, on peut citer le Programme universitaire baltique (<a href="http://www.balticuniv.uu.se/">http://www.balticuniv.uu.se/</a>) et Baltic 21E (<a href="http://www.baltic21.org/">http://www.baltic21.org/</a>).</p> <p>En Grèce, la MEDIES est une initiative de type II qui a été lancée à Johannesburg en 2002 et dont le secrétariat est assuré par le MIO-ECSDE (Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable). Ce vaste réseau d'éducateurs de tous les niveaux des secteurs formel et non formel de l'ensemble du pourtour méditerranéen et au-delà a un site Web interactif (<a href="http://www.medies.net">www.medies.net</a>). La MEDIES propose de nombreux auxiliaires pédagogiques dans différentes langues (disponibles également en ligne) ainsi que des stages de formation à l'intention des éducateurs.</p> <p>Le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale a été à l'origine de l'élaboration et du lancement du GREEN PACK, kit pédagogique multimédia sur la protection de l'environnement et le développement durable à l'intention des écoles primaires. En coopération avec les bureaux de pays du Centre, le GREEN PACK a été introduit depuis 2001 dans les pays suivants: Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Fédération de Russie, Hongrie, Monténégro, Pologne, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie, Slovaquie et Turquie. Il a été soutenu dans ces pays par les ministères, municipalités, donateurs étrangers et entreprises, notamment le Toyota Environmental Activities Grant Programme (Programme Toyota de subvention des activités environnementales) (<a href="http://www.rec.org/REC/Programs/Greenpack/">http://www.rec.org/REC/Programs/Greenpack/</a>).</p> <p>Les autorités publiques, tant nationales que locales, de divers pays soutiennent la production de matériels à destination des écoécoles ainsi que de matériels sur les changements climatiques (<a href="http://www.eco-schools.org/projects/climatechange.htm">http://www.eco-schools.org/projects/climatechange.htm</a>).</p>
--	--

<b>Sous-indicateur 6.1.2</b>	<b>Les institutions et organisations (formelles et non formelles) à vocation éducative de votre pays participent-elles à des réseaux internationaux en matière d'EDD?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Rapport des autorités compétentes
Description	<p>Une vaste gamme d'institutions à vocation éducative (écoles, établissements d'enseignement supérieur ou ONG) participent à divers réseaux internationaux (dont des programmes d'échange et des projets internationaux).</p> <p>Veillez identifier les institutions et organisations à vocation éducative participantes (qu'elles soient formelles ou non formelles) et énumérer les principaux réseaux auxquels elles participent.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie indiqués sous le point 6.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>De nombreuses institutions de différents pays participent aux réseaux ci-après:</p> <p>Le Global Higher Education for Sustainability Partnership (GHESP) (Partenariat mondial de l'enseignement supérieur pour la durabilité) (<a href="http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=34701&amp;URL_DO=DO_TOPIC&amp;URL_SECTION=201.html">http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=34701&amp;URL_DO=DO_TOPIC&amp;URL_SECTION=201.html</a>)</p> <p>Le Global Seminar – a worldwide learning community (Séminaire mondial – une communauté d'apprentissage au niveau mondial) (<a href="http://www.globalseminar.org/">http://www.globalseminar.org/</a>)</p> <p>Le Projet de la mer Baltique (PMB) (<a href="http://www.bspinfo.lt/">http://www.bspinfo.lt/</a>)</p> <p>La Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) (<a href="http://www.fee.org">www.fee.org</a>).</p> <p>L'Initiative environnement-école (ENSI) (<a href="http://www.ensi.org/">http://www.ensi.org/</a>).</p> <p>Le Réseau international pour la réorientation de la formation des enseignants vers la durabilité (<a href="http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001433/143370E.pdf">http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001433/143370E.pdf</a>)</p> <p>Dans la région de la mer Baltique: le Programme universitaire baltique (<a href="http://www.balticuniv.uu.se/">http://www.balticuniv.uu.se/</a>) et Baltic 21E (<a href="http://www.baltic21.org/">http://www.baltic21.org/</a>)</p>	

	<p>Le MIO-ECSDE (<a href="http://www.mio-ecsde.org">www.mio-ecsde.org</a>): voir l'Initiative MEDIES (<a href="http://www.medies.net">www.medies.net</a>).</p> <p>La Fédération internationale pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté dans la région Méditerranée-mer Noire (FISPMED) (<a href="http://www.battibaleno.it/FISPMED.htm">http://www.battibaleno.it/FISPMED.htm</a>).</p> <p>Des centres d'expertise régionaux spécialisés dans l'EDD ont été créés dans plusieurs pays de la région de la CEE avec l'appui de l'Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies. Au moment de la mise sous presse, 55 d'entre eux étaient en place à travers le monde, notamment dans plusieurs pays de la CEE dont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Kirghizistan, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (<a href="http://www.ias.unu.edu/sub_page.aspx?catID=108&amp;ddlID=183">http://www.ias.unu.edu/sub_page.aspx?catID=108&amp;ddlID=183</a>).</p> <p>On peut citer comme exemples de coopération informelle par le biais de projets bilatéraux ou multilatéraux:</p> <p>Le Virtual Campus for Sustainable Europe (VCSE) (Campus virtuel pour une Europe durable), projet d'apprentissage en ligne comptant des universités partenaires en Allemagne, en Grèce, aux Pays-Bas et en République tchèque, est le successeur du projet COPERNICUS dans le domaine de l'apprentissage en ligne (<a href="http://www.vcse.eu/">http://www.vcse.eu/</a>).</p> <p>Le Projet PASDEL pour une pratique du développement durable, programme d'apprentissage en ligne ayant des établissements d'enseignement partenaires en Belgique, en France, en Pologne, en République tchèque, en Roumanie et au Royaume-Uni (<a href="http://www.pasdel.eu/">http://www.pasdel.eu/</a>).</p> <p>Le Congrès mondial de l'éducation relative à l'environnement, qui se tient tous les deux ans et dont le secrétariat permanent est basé à Turin (Italie) (<a href="http://www.environmental-education.org//index.php?option=com_frontpage&amp;Itemid=2">http://www.environmental-education.org//index.php?option=com_frontpage&amp;Itemid=2</a>).</p> <p>La Commission «Éducation et communication» de l'UICN (<a href="http://cec.wcln.org/index.php?module=pagesetter&amp;func=viewpub&amp;tid=11&amp;pid=124">http://cec.wcln.org/index.php?module=pagesetter&amp;func=viewpub&amp;tid=11&amp;pid=124</a>).</p> <p>L'organisation à but non lucratif basée en Allemagne InWent (Renforcement des capacités et développement international), qui se consacre dans le monde entier au développement des ressources humaines, à la formation avancée et au dialogue et qui offre aussi une formation dans le domaine de l'EDD et de l'éducation au développement (<a href="http://www.inwent.org">www.inwent.org</a>).</p>
--	--

<p><b>Sous-indicateur 6.1.3</b></p>	<p><b>Existe-t-il des mécanismes/accords de coopération aux niveaux national, bilatéral et/ou multilatéral intégrant une composante explicite d'EDD?</b></p>	
<p>Description</p>	<p>Type: Qualitatif/quantitatif; «de production»</p>	<p>Sources d'information: Rapport des autorités compétentes</p>
	<p>On cherche à s'informer, au titre de ce sous-indicateur, au sujet des mécanismes de coopération officiels. On peut entendre par coopération une aide au développement ayant une composante EDD au sein de la région de la CEE ou à l'extérieur de celle-ci, et toute autre forme de coopération liée à l'EDD. (N. B. À ne pas confondre avec le sous-indicateur 6.1.1, qui est centré exclusivement sur les réseaux.)</p> <p>La coopération peut être considérée sous l'angle du donateur comme sous l'angle du bénéficiaire.</p> <p>Veuillez donner les principaux exemples.</p> <p>12. La Stratégie appuie la mise en œuvre des dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement et autres accords pertinents concernant la communication, l'éducation, la participation du public et la sensibilisation. Elle pourrait aussi appuyer la mise en œuvre du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Convention d'Aarhus<sup>8</sup>, les objectifs du Millénaire en matière de développement<sup>9</sup> et l'éducation de</p>	

<sup>8</sup> Convention de la CEE sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, Aarhus (Danemark), 1998.

<sup>9</sup> Déclaration du Millénaire, Assemblée générale des Nations Unies, 8<sup>e</sup> séance plénière, 2000.

	<p>qualité<sup>10</sup> en encourageant la prise de décisions transparentes, sans exclusive et responsables ainsi que l'autonomie des individus.</p>
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>27. L'éducation en vue du développement durable devrait promouvoir les accords multilatéraux sur l'environnement et les accords internationaux pertinents intéressant le développement durable.</p> <p>44. Les pays devraient recenser les obligations qu'ils ont contractées en ce qui concerne la communication, l'éducation ainsi que la participation et la sensibilisation du public dans les accords en matière d'environnement et autres accords internationaux pertinents, afin de s'y conformer de manière cohérente dans l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>67. Une évaluation plus approfondie des besoins des différentes sous-régions est nécessaire. L'accent devrait porter en particulier sur les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale<sup>11</sup> et les pays d'Europe du Sud-Est pour résoudre les principaux problèmes qu'ils rencontrent dans le domaine de l'éducation environnementale et de l'éducation en vue du développement durable. Parmi ces problèmes, il faut citer le manque de matériel pédagogique adéquat, l'utilisation peu rentable des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, la pénurie d'éducateurs qualifiés, une sensibilisation insuffisante ainsi que l'absence de coopération entre les départements et entre les parties prenantes. De plus, en Europe du Sud-Est et dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale, l'enseignement dispensé aux enfants des campagnes est de qualité médiocre et les ressources financières et humaines manquent pour développer l'éducation en vue du développement durable. Il faudrait que les gouvernements, les organisations concernées et les donateurs prennent conscience de l'importance de la création de capacités, d'une assistance financière et d'un soutien en faveur de l'éducation ainsi que de programmes de recherche et de sensibilisation du public au développement durable dans les pays en transition et qu'ils agissent en conséquence<sup>12</sup>.</p> <p>Se reporter aussi aux passages pertinents de la Stratégie indiqués sous le point 6.1.1 ci-dessus.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>Composante éducative de la Stratégie de développement durable de la région de la mer Baltique, le projet Baltic 21 a été lancé en 2000. Les ministères de l'éducation et des sciences des 10 pays de la sous-région qui y participent sont chargés de l'exécution des activités coordonnées d'EDD (<a href="http://www.baltic21.org">www.baltic21.org</a>).</p> <p>La nouvelle liste des activités pouvant prétendre à un soutien de la Hellenic Development Aid (Agence hellénique d'aide au développement), qui relève du Ministère des affaires étrangères, comprend des projets d'EDD et les composantes EDD des projets de développement.</p> <p>Depuis 2003, l'élaboration des rapports annuels sur l'EDD des cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) et les conférences correspondantes sont organisées par le Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale (CAREC). Les pays d'Asie centrale sont représentés par des organismes gouvernementaux, des universitaires ou des ONG.</p>

<sup>10</sup> Communiqué commun des Ministres de l'éducation, trente-deuxième Conférence générale de l'UNESCO, 2003.

<sup>11</sup> Partenariats environnementaux dans la région de la CEE: Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Cadre stratégique: Cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 2003.

<sup>12</sup> Voir également le Plan de mise en œuvre; Sommet mondial pour le développement durable.

	<p>À la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Kiev, 2003), le Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni a lancé son propre fonds «Un environnement pour l'Europe», qui privilégiait les projets d'EDD faisant intervenir des organismes basés au Royaume-Uni et des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC). Des projets ont été financés pendant deux ans.</p> <p>En Ouzbékistan, le «Centre d'apprentissage pour la vie», projet conjoint du Ministère de l'éducation, de l'ONG britannique Field Studies Council (FSC) et de l'ONG ouzbèque Atrof-Muhit va soglom hayot (Environnement et vie saine), aide au passage de l'éducation environnementale à l'EDD. Il a pour mission de soutenir dans le pays l'intégration de l'EDD par l'introduction de technologies modernes et d'idées nouvelles sur la protection de l'environnement; il a notamment prévu de traduire et d'adapter l'ouvrage de F. Webster «From Environmental Education to Education for Sustainable Development» (FSC, Royaume-Uni). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (<a href="http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#U">http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#U</a>).</p>
--	---

<b>Sous-indicateur 6.1.4</b>	<b>Votre Gouvernement prend-t-il des mesures pour promouvoir l'EDD dans des instances internationales en dehors de la région de la CEE?</b>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Rapport des autorités compétentes
Description	Cette question concerne les activités qui favorisent la mise en commun des données d'expérience acquises dans la région de la CEE en matière d'EDD avec les autres pays, Il peut s'agir, par exemple, des sessions de la Commission du développement durable des Nations Unies, des conférences/réunions des Parties aux conventions internationales ou des réunions de la Commission méditerranéenne du développement durable. Veuillez donner une liste descriptive des activités considérées.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>12. La Stratégie appuie la mise en œuvre des dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement et autres accords pertinents concernant la communication, l'éducation, la participation du public et la sensibilisation. Elle pourrait aussi appuyer la mise en œuvre du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Convention d'Aarhus, les objectifs du Millénaire en matière de développement<sup>13</sup> et l'éducation de qualité<sup>14</sup> en encourageant la prise de décisions transparentes, sans exclusive et responsables ainsi que l'autonomie des individus.</p> <p>64. Il conviendrait de donner un rang de priorité élevé à des espaces de rencontre régionaux et sous-régionaux réunissant les milieux de l'enseignement (fonctionnaires, éducateurs, chercheurs, etc.) pour partager le fruit de leur expérience et les bonnes pratiques en matière de développement durable et d'éducation en vue du développement durable.</p>	
Exemple(s)	<p>En collaboration étroite avec le MIO-ECSDE, le Gouvernement grec a organisé à Athènes une réunion méditerranéenne pour lancer la Décennie des Nations Unies de l'éducation au service du développement durable dans la région méditerranéenne et y présenter la Stratégie de la CEE. Les participants sont convenus d'élaborer une stratégie méditerranéenne pour l'EDD en s'appuyant sur la Stratégie de la CEE et ont confié à la Grèce le soin de la lancer. Les travaux correspondants se poursuivent en coopération avec de nombreux acteurs concernés.</p> <p>En Suède, le Centre pour l'apprentissage du développement durable, qui est soutenu par l'Agence suédoise de développement international (ASDI), est en cours d'établissement à Gotland, avec pour objectif de contribuer au développement du savoir dans les pays en</p>	

<sup>13</sup> Déclaration du Millénaire, Assemblée générale, 8<sup>e</sup> séance plénière, 2000.

<sup>14</sup> Communiqué commun des Ministres de l'éducation, trente-deuxième Conférence générale de l'UNESCO, 2003.

	<p>situation d'extrême pauvreté (<a href="http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&amp;a=33906&amp;language=en_US">http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&amp;a=33906&amp;language=en_US</a>).</p> <p>Dans le cadre du processus de Marrakech de promotion de modes de consommation et de production durables, l'Italie préside une équipe spéciale internationale sur l'éducation à des modes de consommation durables. Lancé en mai 2006, ce groupe se propose de promouvoir, au niveau international comme à l'échelon régional, l'inscription des principes de la consommation et de la production durables dans les programmes d'enseignement officiels. Le premier résultat concret de ses travaux est le document «Here and Now: Education for Sustainable Consumption» (Sans plus attendre: l'éducation à des modes de consommation durables), recueil de directives et de recommandations visant à introduire l'éducation à des modes de consommation durables dans les cursus officiels. Ce document a été élaboré en coopération avec le Hedmark College, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'UNESCO, sous la houlette d'un expert désigné par le secrétariat de l'équipe spéciale.</p> <p>En outre, la Commission du développement durable de l'ONU est l'instance internationale toute désignée pour mettre en valeur le caractère interdisciplinaire de l'EDD. Dans cette optique, l'Italie a inscrit les principes de l'EDD dans les documents préparatoires de la dernière session de la Commission.</p>
--	--

**THÈME 7. PRÉSERVER, UTILISER ET PROMOUVOIR LE SAVOIR DES POPULATIONS AUTOCHTONES AINSI QUE LE SAVOIR LOCAL ET TRADITIONNEL EN MATIÈRE D'EDD**

Description	<p>Au titre de ce point, il s'agit de renseigner sur ce qui se fait, dans votre pays, pour préserver, utiliser et promouvoir le savoir des populations autochtones ainsi que le savoir local et traditionnel dans les projets d'EDD.</p> <p>Les savoirs indigènes devraient être valorisés et préservés en tant que partie intégrante de l'EDD, au même titre que les autres types de connaissances, à savoir scientifiques, locales et empiriques. Les connaissances autochtones, traditionnelles et locales s'entendent des traditions et pratiques matures et anciennes de communautés autochtones ou régionales. Les connaissances autochtones, traditionnelles et locales ont le plus souvent été transmises par voie orale de personne à personne à travers les générations. Ces connaissances peuvent trouver leur expression sous forme de contes, de légendes, de folklore, de rituels, de chansons, voire même de lois. En les utilisant, on contribue à ce que les populations autochtones aient confiance dans leurs propres valeurs.</p> <p>Au titre de ce thème, on cherche à savoir si les populations autochtones sont intégrées à la société. Dans certains pays, il peut exister des groupes minoritaires plutôt qu'autochtones, et la société peut avoir un caractère multiculturel. Ces groupes et sociétés multiculturelles sont eux aussi visés.</p>
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>17. L'éducation en vue du développement durable devrait encourager le respect et la compréhension des différentes cultures et intégrer leurs contributions. Il faudrait reconnaître le rôle des peuples autochtones qui devraient être associés à l'élaboration des programmes éducatifs. Les connaissances traditionnelles devraient être considérées et conservées comme faisant partie intégrante de l'éducation en vue du développement durable.</p>
Exemple(s)	<p>Au Canada, le Gouvernement du Nunavut, territoire canadien, a développé des initiatives à l'intention de la population inuit. En 2004, ce gouvernement a décidé que le système éducatif devait être remodelé dans le contexte de l'<i>Inuit Qaujimagatuqangit</i> (que l'on peut traduire par «les connaissances ancestrales des Inuits») et que le fait d'élever des enfants, de leur donner une instruction et de prendre soin de ceux qui sont dans le besoin représente un processus collectif qui appartient à la communauté. Le programme d'enseignement <i>Inuuqatigiit</i> dans une perspective inuit jette les bases de l'éducation à l'intention de ce groupe autochtone. Dans son acception la plus large, le développement durable est une valeur fondamentale de la vie des Inuits et devient de ce fait le principe fondamental de l'éducation.</p> <p>Au Kirghizistan, les connaissances traditionnelles dans le domaine de la préservation de la biodiversité ont été répertoriées et exploitées. L'auteur kirghize Akayeva Zhyldyz s'appuie sur</p>

	<p>des contes et légendes kirghizes pour inculquer l'éducation environnementale et l'EDD aux enfants.</p> <p>L'Académie nationale kazakhe de l'éducation a réalisé une étude scientifique sur l'intégration des traditions nationales kazakhes dans le système éducatif. Cette étude s'est conclue par une liste de recommandations.</p> <p>Dans son Rapport national d'exécution pilote, la Croatie rend compte d'activités telles que la collecte et la préservation des musiques, danses et costumes folkloriques et traditionnels, et d'intégration des connaissances traditionnelles sur les fruits et les plantes dans les programmes scolaires. La plupart des pays mènent des activités analogues, en faisant valoir notamment l'agriculture traditionnelle.</p> <p>En Norvège, le nouveau programme de l'enseignement obligatoire (10 années de scolarité) et de l'enseignement secondaire du second cycle tient compte des besoins spécifiques de la population sami. Parmi les compétences que les élèves sont censés acquérir, il est indiqué ce qui suit: «Donner des exemples de la manière dont la gestion des ressources naturelles et les modifications de l'environnement ont des retombées sur les populations autochtones de Norvège et d'autres pays».</p>
--	---

## Annexe III

### GLOSSAIRE

1. Le présent glossaire est le résultat d'un travail de révision entrepris conjointement par le Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour tenir compte des faits nouveaux en matière d'EDD. Il repose largement sur le document établi en 2004 par la CEE (CEP/AC.13/2004/8/Add.2), qui apporte des notes explicatives à la Stratégie de la CEE pour l'éducation au développement durable et auquel il a été incorporé des corrections et modifications mineures. Y figurent également des termes ou expressions du glossaire que l'UNESCO a élaboré en 2008 pour accompagner le document d'examen et d'évaluation, à l'échelle mondiale, de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

2. **Enseignement et apprentissage orientés vers l'action.** Ce concept renvoie à l'objet de l'éducation en vue du développement durable, qui est de contribuer à l'évolution de la société et de l'environnement vers plus de viabilité. Il est donc recommandé que l'éducation en vue du développement durable intègre les actions écologiques entreprises par les élèves/étudiants et d'autres groupes cibles dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. L'action vise le changement à plusieurs niveaux: dans le mode de vie de la personne, dans la société locale ou dans la société mondiale. Elle est aussi intentionnelle. L'approche orientée vers l'action a deux grands buts: contribuer à la mise en valeur de l'aptitude de l'élève/étudiant à entreprendre une action et autoriser des modifications viables à court et à long terme.

3. **Étude de cas:** elle consiste à analyser, sous la direction d'un enseignant, une question d'environnement donnée. Les étudiants travaillent en petits groupes en mettant à profit essentiellement des sources d'information secondaires procurées par l'éducateur (par exemple documents, conférenciers, films, cassettes vidéo) afin d'étudier la question et de tirer des conclusions.

4. **Cartographie conceptuelle et perceptuelle.** On considère la cartographie conceptuelle comme un outil didactique représentationnel permettant d'illustrer la relation entre une entité, un concept, etc., et un(e) autre, d'établir des relations et des liens entre eux et de les représenter sous la forme d'une figure, d'un schéma ou d'une carte (heuristique). Les principaux points de différenciation entre les notions de «cartographie conceptuelle», de «cartographie perceptuelle» et de «cartographie heuristique», qui sont intimement liées, sont brièvement les suivants:

a) La cartographie perceptuelle est la construction d'un schéma par l'esprit humain au cours d'expériences, de la saisie d'images et de la perception des caractéristiques observables du monde ainsi que des liens entre celles-ci;

b) La cartographie conceptuelle désigne l'élaboration par l'esprit humain de schémas abstraits pour conceptualiser un «objet» (notion de régularité), lui donner un sens et l'inscrire dans le réseau conceptuel de l'individu;

c) Les cartes heuristiques sont les expressions graphiques concrètes de ces schémas abstraits. Avant toutefois de conceptualiser et de créer des cartes heuristiques, l'esprit humain construit.

5. **Éducation/formation continues:** Activités visant à actualiser, rafraîchir ou approfondir des connaissances et des compétences acquises au cours de l'éducation/ formation de base. La formation en cours d'emploi est un enseignement dispensé aux employés pour les aider à accroître leurs compétences dans une discipline ou une profession données (le développement du système de qualification fait lui aussi partie de la formation en cours d'emploi).

6. **Pensée critique.** Dans le contexte de l'éducation en vue du développement durable, cette notion s'entend d'une sensibilisation au plan idéologique et d'une remise en question au plan social, ce qui suppose qu'aucune valeur éducative n'est politiquement neutre. De façon générale, la pensée critique s'entend de la manière dont l'individu adapte consciemment l'information à sa propre perception dans le cadre des valeurs, des intérêts et des connaissances qui l'entourent. Cette définition générale s'applique à la pensée critique dans les processus d'apprentissage, mais il importe de mettre l'accent sur la disponibilité, aussi bien de l'apprenant que de l'enseignant, à faire preuve d'ouverture d'esprit, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder différents problèmes culturels, économiques, écologiques, politiques et sociaux. Au mieux, la pensée critique devrait doter l'individu d'une plus grande souplesse socioculturelle et intellectuelle, étant entendu que toute information est certes intimement liée aux capacités humaines, mais qu'elle se rattache aussi au lieu et au moment considérés.

7. **Processus démocratique.** Selon Action 21, les jeunes du monde entier doivent prendre une part active à toutes les décisions qui touchent à leur vie actuelle et à leur avenir. Outre sa contribution intellectuelle et sa capacité de mobilisation, la jeunesse apporte sur la question un point de vue original dont il faut tenir compte (voir Action 21, chap. 25). En outre, les collectivités locales devraient mettre en place un mécanisme de consultation de la population et parvenir à un consensus à l'échelon de la collectivité (Action 21, chap. 28). Dans son acception traditionnelle, le terme «démocratie» est assimilé à l'égalité des droits et des possibilités de tous pour ce qui est de participer à la prise de décisions au sein des institutions et à la solution des problèmes qui les concernent. Cette tradition bien établie met également en évidence le rôle de la souveraineté, particulièrement au niveau des nations. La mondialisation économique et écologique rapide de ces dernières décennies fait peser, sur le développement durable de tous les individus dans leur vie quotidienne, une menace qui, même si elle n'est peut-être pas très visible, n'en existe pas moins.

8. Les **qualités dynamiques** du processus d'apprentissage sont celles qui poussent l'apprenant à occuper des positions actives et participatives et confèrent à celui-ci et à l'enseignant des rôles réciproques qui respectent les connaissances et les aptitudes de l'apprenant. Elles s'opposent aux qualités statiques, lesquelles sont plus mécaniques en ce sens que l'enseignement et l'apprentissage y sont un simple transfert d'informations et où l'apprenant est considéré comme un récepteur passif.

9. **Protection et éducation de la petite enfance:** programmes qui visent à dispenser des soins à l'enfant, mais aussi à mettre en place un ensemble structuré et volontariste d'activités d'apprentissage, soit dans un établissement formel (au niveau préprimaire, ou 0 de la CITE), soit dans le cadre d'un programme non formel de développement de l'enfant. Normalement destinés aux enfants âgés d'au moins trois ans, les programmes de protection et d'éducation de la petite enfance comprennent des activités d'apprentissage organisées qui occupent en moyenne l'équivalent d'au moins deux heures par jour et cent jours par an.



10. **L'éducation écologique de base** (l'éducation environnementale sous sa forme traditionnelle) consiste à apprendre à connaître et à apprécier le cadre de vie et le milieu physique ainsi que le rôle du comportement personnel à cet égard. L'apprentissage répond aux objectifs de la personne qui veut se développer en acquérant des connaissances des processus écologiques ou en maîtrisant des compétences, par exemple pour œuvrer en faveur de l'environnement. L'éducation écologique de base peut souvent être dispensée dans l'enseignement primaire, dans le cadre de travaux effectués dans des centres d'information de zones naturelles et par des activités d'organismes de protection de la nature.

11. **L'éducation en vue du développement durable** est un concept encore en devenir en tant que notion vaste et globale recouvrant des questions interdépendantes d'ordre environnemental, économique et social. Elle élargit le concept d'éducation environnementale, qui intègre de plus en plus un large éventail de questions touchant au développement, renvoie à l'expression «mère» de «développement durable» et englobe divers éléments du développement et d'autres formes, ciblées, d'éducation (voir le chapitre III de la Stratégie de la CEE pour l'EDD, CEP/AC.13/2005/3/Rev.1)

12. **Éducation**: du latin *educare* (faire croître, élever) terme qui vient lui-même de *educere* (retirer, produire). Si cette dernière acception, qui touche à la création et à la transformation, reste usitée, elle a été largement supplantée par un contenu transmissif, lié à l'instruction et à l'enseignement. L'éducation au sens actif décrit généralement un processus tandis que le substantif renvoie en raccourci au «système éducatif», qui suppose des politiques, des institutions, des programmes, des acteurs, etc.

13. **Éducateurs**: terme englobant les enseignants, chargés de cours et formateurs ainsi que les animateurs, guides et interprètes.

14. **Éducation environnementale**. Nombreux sont ceux qui considèrent que cette notion et celle de l'éducation en vue du développement durable sont équivalentes. En pratique, elles se distinguent l'une de l'autre. L'éducation environnementale est généralement axée sur l'impact écologique sur la société de la pollution, des eaux usées, des émissions des véhicules ou des usines, sur les causes et les effets de ces facteurs et la manière de les atténuer ainsi que sur le souci de protéger la nature. L'éducation en vue du développement durable est plus souvent centrée sur l'exploitation des ressources naturelles et la préservation de leur caractère renouvelable (durable). Différentes méthodes de cartographie des ressources telles que les empreintes écologiques ou les flux de matières sont des outils pédagogiques de l'éducation au développement durable, particulièrement à l'université. Un impact écologique négatif est perçu en premier lieu comme la conséquence d'une exploitation non viable des ressources. Il est également établi que, pour que l'état de l'environnement soit satisfaisant, il faut que les individus se trouvent dans une situation sociale et économique convenable et qu'un environnement salubre est une condition préalable à la vitalité de l'économie à long terme. De la sorte, les aspects écologiques, sociaux et économiques sont étroitement imbriqués dans l'éducation au développement durable. L'éthique et la justice, telles qu'elles s'expriment dans un régime démocratique et par une prise de responsabilité sociale et mondiale, deviennent des éléments importants dans le contexte plus large de l'éducation en vue du développement durable.

15. L'idée que se fait le système éducatif des problèmes d'environnement a progressivement évolué: alors que ceux-ci étaient au départ associés à des carences au niveau des connaissances, ils se sont apparentés par la suite à un conflit entre l'homme et la nature pour être assimilés

aujourd'hui à un conflit entre différents intérêts de l'homme. Ces différentes conceptions ont des retombées sur les démarches que l'on adoptera. Au tout début de l'éducation environnementale, la communication de faits scientifiques était la méthode la plus communément utilisée. Celle-ci a par la suite été développée et associée à une participation active de l'élève/étudiant et à la solution des problèmes. Aujourd'hui, la perspective «conflictuelle» de l'éducation au développement durable, fondée sur la société dans son ensemble, suppose une mise au premier plan du processus démocratique. La démarche privilégiée consiste à organiser, entre les élèves/étudiants, des discussions au cours desquelles des vues différentes sont exprimées et débattues, le but étant de veiller à ce que les participants évaluent, de façon active et critique, les différentes solutions et acquièrent des compétences qui leur permettent de former des arguments reposant sur les connaissances et les questions éthiques correspondantes.

16. À la fin de la période 1996-1999, trois concepts relativement nouveaux sont apparus qui ont structuré la notion d'éducation environnementale dans son acception la plus large: l'éducation écologique de base, l'éducation en faveur de la qualité de vie et l'éducation au service de la Terre. Théoriquement, il est possible de distinguer ces trois éléments de l'éducation environnementale (voir ci-dessous). En pratique, les lignes de démarcation ne sont pas aussi nettes, et de nombreux projets et activités d'éducation environnementale portent un peu sur chacun de ces concepts.

17. **Éducation formelle** (ou encore enseignement formel, scolaire ou classique): apprentissage qui a lieu dans un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur (tertiaire). Cette forme d'éducation est dispensée dans les écoles, facultés et universités et dans les autres établissements qui sont visés par l'apprentissage formel. Elle peut se définir comme un système d'apprentissage à plein temps sur une «échelle» continue, qui cible un public âgé de 5 à 25 ans et qui peut donner lieu à la délivrance d'un diplôme attestant l'apprentissage.

18. **Apprentissage formel**: il est pratiqué dans les établissements d'éducation et de formation et est sanctionné par des diplômes ou des qualifications reconnus.

19. **Holisme**: théorie selon laquelle tout phénomène naturel fait partie d'un ensemble solidaire et le tout est supérieur à la somme de ses parties. Dans le présent contexte, l'adjectif holistique qualifie un processus dans lequel apprenants et apprentissage sont perçus dans une perspective globale, c'est-à-dire que l'apprenant et ses besoins ou motivations forment un «individu total» (avec ses dimensions spirituelles et affectives) et l'apprentissage est aussi bien professionnel que personnel, spécialisé, social ou autre.

20. **Éducation informelle** (ou encore enseignement informel, parallèle ou périscolaire): elle a lieu au quotidien sans objectif précis. Il s'agit d'un processus qui s'inscrit dans la durée de l'existence de l'individu, celui-ci acquérant un comportement, des valeurs, des compétences et des connaissances au fil des expériences de la vie quotidienne ou par le biais des influences et ressources éducatives de son environnement, par exemple la famille, les voisins, le travail, le jeu, le marché, la bibliothèque et les médias.

21. **Apprentissage informel**: il est le corollaire naturel de la vie quotidienne. Contrairement à l'apprentissage formel et non formel, il n'est pas forcément intentionnel et peut donc ne pas être reconnu même par l'individu lui-même comme un apport à ses connaissances et compétences.

22. **Formation initiale des éducateurs:** études entreprises par les nouveaux enseignants/ chargés de cours/formateurs pour obtenir l'agrément/le certificat/le diplôme nécessaire pour devenir un enseignant qualifié. Il peut être exigé de certains chargés de cours qu'ils suivent des stages liés à l'EDD dans le cadre de leurs études de doctorat.
23. L'**intégration** se situe à l'extrémité éloignée du spectre fragmentation/ségrégation/désintégration. Dans le présent contexte, l'intégration s'entend de la relation d'association qui existe entre les matières, les départements, les établissements d'enseignement et leurs communautés ainsi qu'entre les dénommées «cinq dimensions» de l'établissement d'enseignement – son système de valeurs, son (éventuel) programme, sa pédagogie, son organisation et gestion et sa communauté. Un travail intégratif vise une modification systémique dans tous les domaines et toutes les dimensions, dans une optique de durabilité, plutôt que des modifications «au coup par coup» dans un seul domaine. L'intégration met davantage l'accent, dans les activités éducatives, sur une analyse interdisciplinaire et transdisciplinaire dans laquelle aucun sujet, aucun facteur et aucun problème n'existe en vase clos. L'analyse inter et transdisciplinaire est porteuse d'une rupture à l'égard des perceptions et traditions disciplinaires pour créer des dimensions et des conceptions nouvelles et des manières de travailler novatrices, contrairement à la simple juxtaposition de disciplines, qui n'est rien d'autre qu'une somme de composantes.
24. **Approche interdisciplinaire.** L'accent est mis sur les interconnexions entre différentes perspectives. Les cours dispensés dans l'enseignement supérieur selon cette approche intègrent deux ou plusieurs matières et supposent une coopération dans un cadre commun aux disciplines considérées. Certains pays ont introduit l'approche fondée sur la «gestion des connaissances» (voir plus loin).
25. **Thèmes clefs du développement durable:** ce sont, entre autres, la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité aux échelons local et mondial, la démocratie et la gouvernance, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'équité hommes-femmes, la diversité culturelle, l'aménagement rural et urbain, l'économie, les modes de production et de consommation, la responsabilité des entreprises, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la diversité biologique et paysagère. Il faut pour intégrer ces différents thèmes dans l'éducation en vue du développement durable adopter une approche holistique.
26. La **gestion des connaissances** consiste à réunir la demande et l'offre de connaissances. Celles-ci reposent sur des conceptions et des expériences: méthodes de travail optimales, idées nouvelles, solutions créatives, processus de percée, compétences, etc. Il s'agit donc de connaissances à valeur ajoutée, sources de discernement et de compréhension, et non pas seulement de données stockées. La gestion des connaissances n'est pas tant fondée sur l'idée que les processus d'apprentissage en matière de durabilité sont peu ou mal connus, mais que ces connaissances ne sont pas assez répandues. Il faut qu'elles soient diffusées beaucoup plus largement chaque fois que cela est nécessaire. Il est indispensable de relier connaissances et conceptions aux secteurs et domaines d'action voisins.
27. **Apprenants:** élèves, étudiants et participants aux formations.
28. L'**éducation en faveur de la qualité de vie** (*learning for liveability*) vise à faire de l'école, de la cour de récréation, de la rue, de la maison et de la ville des lieux où il fait bon vivre. À l'école élémentaire, les enfants apprennent à trier les déchets, à prévenir l'abandon de détrit

sur la voie publique, à ramasser ensemble les petits déchets, à prendre soin de l'environnement interne, etc. L'éducation en faveur de la qualité de vie comprend un important élément comportemental et s'applique à l'immédiateté («ici et maintenant»). Elle se déroule souvent dans des quartiers résidentiels ou commerciaux: ensemble, les élèves apprennent la meilleure démarche pour améliorer la qualité de vie. À certains égards, les activités ressortissent davantage de l'information, de la communication, de la participation et de la sensibilisation du public, à l'image d'une conception traditionnelle de l'«éducation» comme «mode d'apprentissage émancipateur». Le recours à l'éducation environnementale comme moyen d'action (pour les politiques de l'environnement, de protection de la nature, d'aménagement du territoire) s'est, en dépit de certaines critiques, développé rapidement, en même temps que ses pratiques plus traditionnelles.

29. **Éducation au service de la Terre.** (*learning for sustainability*) L'idée centrale ici est celle du développement durable, que l'on définit souvent par les caractéristiques suivantes: un développement équilibré des trois dimensions que sont l'économie, le cadre de vie matériel et la société. Équilibré signifie que les besoins des générations futures et des pays en développement peuvent être satisfaits. L'accent est mis sur le «ici et maintenant» associé au «là-bas et dans l'avenir». Il s'agit d'un concept subjectif, c'est-à-dire que la durabilité ne peut être imposée par le haut. Étant une prise en compte commune des intérêts, opinions, normes et valeurs, elle se forme donc par le dialogue entre les différents acteurs.

30. **Apprentissage:** processus d'acquisition de connaissances, de valeurs et de compétences. Le traitement de l'information conduit à une modification relativement stable du comportement d'une personne ou d'un organisme. L'apprentissage consiste à acquérir et assimiler des informations et autres données de manière à être à même d'opérer des choix différents et d'adopter un comportement autre. L'information (données et renseignements de base) dépend de nos connaissances, de notre expérience, de nos normes et valeurs et de la façon dont nous conduisons notre vie (donnons un sens).

31. Les **processus d'apprentissage** sont souvent décrits au niveau individuel alors qu'ils peuvent être considérés dans trois contextes:

a) Au niveau de l'apprenant, individu caractérisé par ses compétences, sa capacité à s'accomplir, sa position dans la société et son aptitude à contribuer à une société viable;

b) Au sein de l'organisation: celle-ci s'efforce d'améliorer la qualité de sa structure et de ses résultats. On ne peut parler d'«organisation en apprentissage» que si un nombre suffisant de personnes modifient leur comportement, entraînant par là des changements dans la structure et les résultats;

c) Au sein de la société: une somme de processus d'apprentissage par des organisations et des personnes différentes ayant chacune ses propres perspectives, mais avec un effet cumulatif.

32. **Apprentissage tout au long de la vie** (*Lifelong learning*): il s'inscrit dans la durée de vie, que ce soit de façon constante ou à intervalles réguliers. L'apprentissage tout au long de la vie stimule l'individu et l'habilite à acquérir toutes les connaissances, toutes les valeurs, toutes les compétences et la compréhension qui lui seront nécessaires toute sa vie et à les appliquer avec

confiance, créativité et satisfaction dans tous les rôles, toutes les circonstances et tous les milieux.

33. **Apprentissage embrassant tous les aspects de la vie** (*Lifewide learning*): ce concept complète le tableau de l'apprentissage tout au long de la vie en appelant l'attention sur l'étendue du cadre d'apprentissage, ce dernier pouvant intervenir durant toute notre existence et à n'importe quel moment de celle-ci. Cette dimension temporelle met davantage en lumière la complémentarité de l'apprentissage formel, non formel et informel. Elle nous rappelle que l'on peut apprendre – et que l'on apprend – utilement et de manière agréable dans le cadre de la famille, des loisirs, au sein de la collectivité locale et durant l'activité professionnelle quotidienne. La perspective embrassant tous les aspects de la vie nous montre également que les activités d'enseignement et d'apprentissage peuvent être modifiées ou échangées dans le temps et l'espace et par des rôles différents. Toutes les catégories ne sont peut-être pas cohérentes – ainsi l'apprentissage informel peut avoir lieu également dans la salle de classe – mais elles reflètent l'idée que l'apprentissage n'a pas lieu que dans ce lieu.

34. La **modélisation** vise à recréer les principaux éléments d'un événement (phénomène) occasionnel dans la nature ou en laboratoire, voire dans la société. Les modèles sont construits sur la base d'analogies multiples qui peuvent fonctionner comme des «modules».

35. L'**approche pluridisciplinaire** s'entend de la manière d'aborder une question sous des angles cognitifs ou disciplinaires multiples sans toutefois les intégrer. L'approche pluridisciplinaire suppose des domaines d'étude différents dans un secteur d'activité unique sans modification des structures disciplinaires ou théoriques.

36. **Éducation non formelle** (ou encore enseignement non formel, non scolaire ou extrascolaire): il s'agit d'une éducation soutenue et organisée, mais qui ne suit pas le modèle d'apprentissage continu et graduel de l'éducation formelle. Elle est dispensée dans des établissements d'enseignement ou ailleurs et s'adresse à toutes les tranches d'âge, qu'il s'agisse d'enfants déscolarisés, d'adultes illettrés ou analphabètes ou de travailleurs auxquels il manque certaines compétences professionnelles.

37. **Apprentissage non formel**: il intervient en dehors des principales structures d'enseignement et de formation, et quelquefois parallèlement à ces structures, et n'aboutit généralement pas à l'obtention de certificats officiels. L'apprentissage non formel peut s'acquérir sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités de la société civile, d'organisations ou de groupes (par exemple associations de jeunes, syndicats ou partis politiques). Cet enseignement peut aussi être dispensé par des organisations ou services établis en complément des systèmes formels (c'est notamment le cas de la formation aux arts plastiques, à la musique ou aux sports ou des cours privés de préparation à des examens).

38. L'**enquête philosophique** examine les motivations et les conséquences profondes des activités humaines ayant une incidence sur l'environnement et/ou la société et leur justification éthique.

39. L'**apprentissage fondé sur les problèmes** se caractérise par une contextualisation des problèmes et des situations. Le contenu du cours est introduit dans le cadre de problèmes ou de cas du monde réel, ceux-ci servant à motiver l'apprenant et à lancer le processus d'apprentissage, soit l'assimilation d'un contenu prédéterminé associée à l'acquisition de compétences

personnelles (qualités relationnelles, pensée critique, etc.) transférables. La distinction entre l'apprentissage fondé sur les problèmes et d'autres formes d'apprentissage coopératif ou actif est souvent difficile à déterminer car ces deux concepts ont plusieurs caractéristiques en commun.

40. L'**apprentissage axé sur les problèmes** exclut l'organisation de l'enseignement autour des thèmes de l'une ou l'autre des disciplines courantes pour se concentrer sur une question ou un problème donné.

41. L'**apprentissage axé sur les processus** s'entend de l'élargissement du champ de la planification, de la pédagogie et de la didactique dans les activités éducatives au-delà de leur contenu pour englober une conception de l'apprentissage et de l'éducation en tant que processus. Les activités, la dynamique, les acteurs, les phases et la relation entre les différents domaines acquièrent ainsi une dimension qui va au-delà d'un contenu informationnel décontextualisé.

42. **Éducation professionnelle** (ou encore formation ou qualification professionnelle): ce concept cible des spécialistes de tout âge. Ce système, qui est axé sur les adultes, peut relever de l'enseignement supérieur, lequel prépare les spécialistes à l'évolution rapide des exigences d'un monde en mutation, et par voie de conséquence à de nouvelles sphères professionnelles.

43. Le **travail de projet** se caractérise par une orientation vers les problèmes et les produits, l'interdisciplinarité, la cohérence entre la théorie et la pratique et la planification conjointe (entre enseignants et étudiants). La question ou le problème doit se poser dans le milieu environnant (notion d'authenticité) et les connaissances pertinentes issues des sujets ou des disciplines doivent être choisies selon le problème à traiter. Le travail de projet est un processus d'apprentissage individuel et collectif reposant sur des principes scientifiques (recherche relative à l'action) visant des solutions possibles ou des propositions de changement (le produit). Les réponses ne sont pas données à l'avance.

44. Dans le **jeu de rôle** on demande d'habitude à l'apprenant de représenter telle ou telle personne, par exemple un fonctionnaire local, un agriculteur, un écologiste ou un consommateur, dans le cadre d'un problème particulier ou d'une situation donnée avec des valeurs clairement définies, et de chercher une solution (dans certains cas, les personnages à représenter peuvent même être des animaux dans la chaîne alimentaire ou les «esprits» de la forêt, etc.; en pareil cas, ces activités peuvent être désignées sous l'appellation de «jeux scéniques», habituellement joués par de jeunes élèves).

45. Les **scénarios** analysent des problèmes hypothétiques, leurs incidences et les solutions possibles par l'examen d'une série de combinaisons de paramètres et d'hypothèses critiques. Les scénarios nous permettent de prévoir par extrapolation les conséquences des changements.

46. Les **simulations** sont des exercices qui consistent à reproduire un certain nombre de données dans un contexte différent: la situation d'apprentissage simulée est proposée à l'apprenant et la «réplique» supposée correspond habituellement à une question et à une situation du monde réel, où la classe est liée aux réalités de l'environnement. Des études ont identifié quatre grands types de méthode de simulation: les jeux de rôle, les études de cas, les simulations informatiques et les autres jeux.

47. **Apprentissage social**: la formation du savoir et des perceptions a des aspects personnels, mais aussi partagés. L'expression d'apprentissage social renvoie souvent à une conception selon laquelle l'apprentissage est toujours un processus social car il intervient toujours dans un cadre

ou un contexte social. Les pratiques auxquelles l'apprenant est associé, les moyens et les techniques qu'il apprend à utiliser, les compétences ou les connaissances approfondies qu'il acquiert s'inscrivent dans un contexte social. En outre, l'apprenant est souvent en situation de coopérer ou de faire partie d'une certaine division du travail. L'interaction sociale lui permet de confronter ses idées, connaissances, expériences et sensations à celles d'autrui, ou de les lui communiquer. Dans ce processus de «mise en rapport» ou de «confrontation», ces idées, connaissances, expériences et sensations personnelles sont susceptibles de changer. Cette confrontation peut porter l'apprenant à repenser ses idées en fonction des autres points de vue ou manières de penser et de sentir, qui peuvent être par ailleurs opposés. Dans le même temps, les expériences (d'apprentissage) qui sont partagées avec d'autres peuvent gagner en importance. Cela étant, l'expression «apprentissage social» sert parfois à caractériser certains cadres ou processus éducatifs dans lesquels un groupe, une organisation ou une société tout entière intervient collectivement dans la mise en valeur des compétences. Dans ce sens, l'apprentissage social sert à élargir la notion d'apprentissage au-delà de son acception généralement très individualiste. Ce concept recouvre l'apprentissage par les individus, mais n'exclut pas que des groupes dans leur ensemble puissent apprendre. Sans doute le progrès vers la durabilité est-il tributaire d'un tel apprentissage.

48. L'apprentissage social repose sur l'idée que l'on n'apprend pas seulement, ou en tout cas pas aussi bien que possible, en vase clos, en suivant un parcours individuel mais aussi, et souvent mieux, en rapportant sa propre expérience à celle des autres. On part de l'hypothèse que les autres jouent un rôle important dans la reconnaissance, la formulation et la généralisation des expériences individuelles. Dans l'apprentissage social, on peut distinguer quatre éléments («axes») sur lesquels s'appuient les processus d'apprentissage:

a) L'action: Les personnes doivent être capables de se considérer comme à même de prendre leur propre situation en main et être prêtes à le faire (motivation). Les responsables du processus d'apprentissage doivent donc les considérer comme des acteurs compétents et réfléchir à ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes;

b) La coopération: Les personnes doivent être capables de collaborer avec autrui et être prêtes à le faire. Il s'agit d'un champ où s'exercent les forces d'accord et de désaccord au sein d'un groupe;

c) La réflexion: Les personnes doivent être capables de réfléchir (d'apprendre à réfléchir) à leurs actes, c'est-à-dire de revenir sur le passé, d'évaluer, de tirer des conclusions et de modifier en conséquence leur comportement;

d) La communication: L'apprentissage social suppose que les gens peuvent communiquer, expliquer et argumenter à son sujet, c'est-à-dire opérer un transfert d'expérience.

49. L'**enquête** consiste à recueillir des données brutes, à les analyser, à tirer des conclusions et à les présenter. Il s'agit d'une méthode d'apprentissage «autonome» bien qu'elle puisse être menée dans le cadre d'un projet ou d'un processus de recherche de solutions. En général, les enquêtes sont menées au moyen de questionnaires, d'opinionnaires ou d'entretiens afin d'obtenir des renseignements sur les opinions et les attitudes des gens à propos de la question étudiée. La réalisation d'enquêtes est une méthode centrée sur l'apprenant. Elle est très efficace pour développer les capacités de communication et d'investigation et faire prendre conscience de diverses questions.

50. Le **développement durable** désigne un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, 1987). Le développement durable est un sujet complexe qui a des dimensions économiques, environnementales et sociales. En d'autres termes, le développement est indispensable à la satisfaction des besoins de l'homme et à l'amélioration de sa qualité de vie. Cela étant, il doit reposer sur une utilisation efficace et responsable de toutes les ressources finies de la société, qu'elles soient naturelles, humaines ou économiques.

51. **Société viable:** Il s'agit d'une société qui perdure au-delà des générations et qui est suffisamment visionnaire, souple et raisonnable pour ne pas saper le système, physique ou social qui l'entretient.

52. **Éducation/formation des enseignants:** programmes d'études destinés à former les enseignants (avant l'activité ou en cours d'emploi). Cette éducation ou formation est normalement requise aux fins de l'enseignement aux différents niveaux de l'éducation.

53. **Enseignement supérieur (ou tertiaire):** également dénommé enseignement du troisième degré, il englobe également l'enseignement professionnel. On considère généralement aussi qu'il inclut les études de premier cycle («*undergraduate*») et de troisième cycle («*postgraduate*»). Il s'agit d'un enseignement dispensé à un niveau supérieur à celui de l'école secondaire, généralement dans des établissements distincts, universités notamment.

54. **Formation:** acquisition d'une compétence par des applications pratiques.

55. **Clarification des valeurs** (ou encore explication des valeurs): méthode qui encourage l'apprenant à préciser ses pensées, ses émotions et sa volonté, et à être ainsi davantage conscient de ses propres valeurs, en sachant préciser leur contenu exact et leur véritable signification.

56. **Formation professionnelle/permanente:** cette formation s'inscrit dans le secteur de l'éducation des adultes et dans le processus d'apprentissage tout au long de la vie. Elle permet à l'apprenant: a) d'acquérir les connaissances et les compétences qui lui permettront de s'adapter à l'évolution des techniques et des conditions de travail; b) de promouvoir son statut social en lui conférant un nouveau savoir et de nouvelles qualifications; c) de contribuer au progrès culturel, économique et social. Cette formation peut être homologuée par un établissement agréé.

57. **Approche globale de l'école:** appliqué dans les écoécoles et les écoles viables, ce concept embrasse tous les aspects de l'école – programmes scolaires, administration, pédagogie, consommation des ressources et conception paysagère – pour créer un établissement viable.

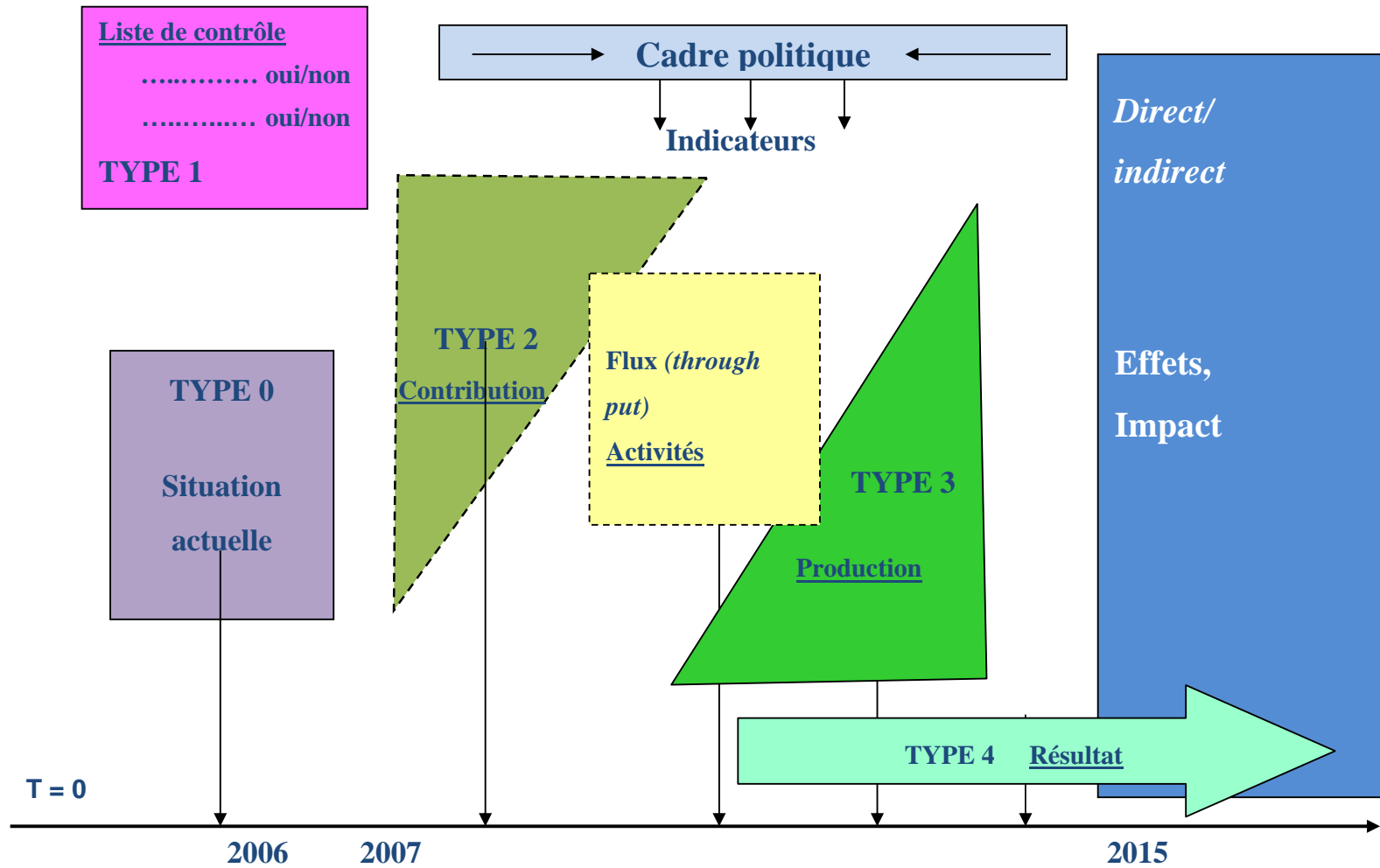
58. **Éducation par le travail:** apprentissage qui intervient dans le cadre du travail ou de la vie professionnelle et qui élargit le champ des connaissances et des compétences de l'employé ou lui en confère de nouvelles.

59. **Expérience sur le lieu de travail:** ensemble de connaissances, de compétences, d'émotions et d'opinions exprimées par un apprenant, habituellement un travailleur, au travers d'échanges avec autrui et l'environnement après une période de travail dans un endroit particulier.



Annexe IV

MODÈLE POUR L'ÉVALUATION



**Annexe V**

**LES NIVEAUX D'ÉDUCATION D'UN COUP D'ŒIL  
(classification internationale type de l'éducation (CITE), 1997)**

Comment déterminer le niveau d'un programme				
Critères d'approximation du contenu		Intitulé du niveau	Code	Dimensions complémentaires
Critères principaux	Critères subsidiaires			
Propriétés éducatives Localisation dans une école ou dans un centre extérieur à la famille Âge minimal Limite d'âge supérieure	Qualification du personnel enseignant	Éducation préprimaire	0	Néant
Début de l'apprentissage systématique de la lecture, de l'écriture et des mathématiques	Entrée dans les établissements ou dans les programmes nationaux de l'enseignement primaire Début de la scolarité obligatoire	Enseignement primaire Premier cycle de l'éducation de base	1	Néant
Enseignement par matières Pleine mise en œuvre des compétences de base et fondement d'une éducation permanente	Entrée après six ans environ d'enseignement primaire Fin du cycle neuf ans après le début de l'enseignement primaire Fin de la scolarité obligatoire Enseignement assuré par plusieurs spécialistes de disciplines différentes	Premier cycle de l'enseignement secondaire Deuxième cycle de l'éducation de base	2	Type d'enseignement ou d'orientation ultérieurs Orientation des programmes
Titres exigés pour l'admission Conditions minimales d'admission		Enseignement secondaire (deuxième cycle)	3	Type d'enseignement ou d'orientation ultérieurs Orientation des programmes Durée cumulée depuis le début du niveau 3 de la CITE
Conditions d'admission Contenu Âge Durée		Enseignement postsecondaire non supérieur	4	Type d'enseignement ou d'orientation ultérieurs Durée cumulée depuis le début du niveau 3 de la CITE Orientation des programmes
Conditions minimum d'admission Type de diplôme obtenu Durée		Premier cycle de l'enseignement supérieur (ne conduisant pas à un titre de chercheur hautement qualifié)	5	Type de programmes Durée théorique cumulée dans l'enseignement supérieur Structure nationale des diplômes et des titres

Comment déterminer le niveau d'un programme				
Critères d'approximation du contenu		Intitulé du niveau	Code	Dimensions complémentaires
Critères principaux	Critères subsidiaires			
Contenu orienté vers la recherche, soutenance de thèse	Préparation de diplômés à des postes d'enseignement supérieur et de recherche	Deuxième cycle de l'enseignement supérieur (conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié)	6	Néant

-----